UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique et politique
de l'Organisation marxiste-léniniste
du Canada EN LUTTE!

No 20 (Vol.4,No 2), février-mars 1980

Qui prépare la guerre?

Québec:
le mouvement national
dans les années'60

Note de la rédaction

Ce que nos lecteurs pensent de la revue (suite)

Dans le no 19, nous avons amorcé la publication d'extraits des réponses au questionnaire sur la revue publié dans le no 16. Dans ce numéro, nous poursuivons cette publication en nous attachant cette fois surtout aux questions comme la forme des articles, leur style, la façon de se démarquer des courants opportunistes et finalement la présentation graphique de la revue et les sujets que nos lecteurs nous proposent d'aborder.

Soulignons en terminant que la publication de ces minces extraits des réponses reçues au questionnaire ne devrait pas constituer le point final au débat sur le rôle de la revue. Au contraire, comme on aura pu s'en apercevoir dans les réponses publiées, nos lecteurs n'ont pas tous la même conception du rôle d'une revue théorique comme la nôtre même si généralement on s'accorde pour souligner le caractère positif du travail fait et pour critiquer les relents d'académisme qui ont pu marquer notre travail ainsi que les faibles liens de la revue avec la conjoncture.

Sur d'autres questions, par ailleurs, des opinions diverses s'expriment. Certains voudraient que la revue traite de la conjoncture de façon plus quotidienne, un peu comme le journal EN LUTTE! même si c'est de façon un peu plus développée. Les opinions émises sur certains articles d'ordre plus théoriques publiés dans la revue sont aussi fort controversées. Ce sont là quelques exemples qui montrent qu'il y a matière à poursuivre le débat sur le rôle de la revue. Nous souhaitons recevoir les commentaires de nos lecteurs sur l'orientation qu'entend suivre la revue, de même que nous souhaitons vivement continuer à recevoir vos critiques sur les articles de la revue et vos propositions nouvelles. C'est avec la collaboration de tous nos lecteurs, et avec celle aussi de nos futurs lecteurs que nous ferons d'UNITÉ PROLÉTARIENNE une revue qui sache répondre aux questions que pose la lutte révolutionnaire dans notre pays et dans le monde.

La rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

Sur la forme des articles

"La question n'est pas tant celle de la longueur des articles que de leur "densité". Les articles doivent être de la longueur nécessaire à l'exposé de leur sujet et à la démonstration de leur thèse, exhaustifs s'il le faut. Cependant, les longs articles devraient être précédés de résumés. (...) Ça permettrait surtout à ceux qui ne sont pas rompus à des lectures ardues d'en faire l'apprentissage."

"Je ne crois pas qu'on puisse tellement écourter les articles et, personnellement, je n'y tiens pas. C'est une revue théorique, de propagande et ce qu'on y lit ne se retrouve généralement pas dans les classiques ou le journal. (...) Je crois qu'il faut pouvoir prendre le temps (et l'espace) nécessaire à bien expliquer et illustrer nos propos, ce que ne peut faire le journal (...)."

"Souvent je trouve la revue tout à fait confuse, composée de beaucoup de mots que je ne peux comprendre et de phrases que je ne peux saisir. (...) Ce n'est pas que je n'ai pas essayé d'utiliser la revue (...) mais j'ai toujours été freiné par le style dans lequel elle est faite. Je ne veux pas dire que je n'ai rien appris des articles que j'ai lus mais la plupart semblaient faits du point de vue d'une personne qui pense que son auditoire est aussi avancé que lui-même."

"Il y a des progrès notables depuis 1 ou 2 numéros. Pour les gens qui ne sont pas habitués à lire, c'est difficile. Je note une tendance à tourner autour du pot parfois."

"Les articles doivent être plus courts en général, et les auteurs doivent développer un style plus concis et "populaire" même s'ils expriment des idées complexes. Il faut toujours se placer du point de vue d'un militant qui essaie d'expliquer ces idées à un compagnon de travail."

Sur la critique des points de vue erronés

"Une dernière chose plus sérieuse qui, je pense, doit être critiquée dans la revue, c'est le ton que l'on utilise parfois pour critiquer d'autres groupes ou des individus (...). Ces articles contiennent souvent ce que je considère être la pire forme de sarcasme. Nous ne voulons pas ridiculiser les idées ou les personnalités mais plutôt leur montrer ainsi qu'aux autres que notre point de vue est juste. Quand vous utilisez le sarcasme envers des idées, les gens réagissent de façon négative et ne donnent pas à vos arguments toute la considération qu'ils mériteraient."

La mise en page

Généralement nos lecteurs favorisent le maintien du format actuel de la revue (8† x 11). Tous ont apprécié les premières pages depuis les derniers numéros et condamnent catégoriquement les premières pages blanches ne contenant que des titres. On souligne par contre qu'il y a place pour des améliorations:

"Je trouve que la revue est avare d'illustrations (photos et dessins), même si c'est une revue théorique, elle doit être aérée pour faciliter la lecture (surtout pour ceux qui ont de la difficulté à lire) et pour attirer l'attention des lecteurs ou d'éventuels lecteurs."

"Je pense qu'il serait bon d'illustrer davantage les articles par des photos qui viennent alors renforcer le contenu, "agrémenter" la lecture et attirer l'attention."

Les sujets proposés

Il est impossible de rendre compte ici en quelques lignes de toutes les propositions de sujets d'articles que nous ont faites nos lecteurs. Disons simplement que parmi ces sujets, on retrouve de nombreux sujets d'actualité dont les lecteurs veulent que nous fassions une analyse approfondie (mouvement syndical, la crise économique au Canada et dans le monde, la situation politique en Asie du Sud-Est, en Afrique, la lutte des Autochtones, etc.). Nos lecteurs veulent aussi que la revue poursuive le travail entrepris pour approfondir les principales questions de programme, en particulier sur les questions du socialisme, du rôle du parti, des démocraties populaires, de la guerre et que la revue fasse aussi la critique des principaux programmes révisionnistes diffusés dans notre pays.

"Nous pourrions probablement accorder plus d'attention à la critique des ouvrages théoriques des courants nationalistes et révisionnistes au Canada anglais."

"J'aimerais que la revue maintienne ses priorités actuelles, mais aussi qu'elle nous fournisse une bonne analyse des développements concrets de la crise économique au Canada."

"J'aimerais avoir plus d'informations sur les luttes qui se mènent dans les différents pays, leur situation révolutionnaire, comme on a fait pour l'Iran."

"Ce serait intéressant d'avoir des articles sur la culture et son rôle, sur la culture prolétarienne et progressiste, sur la contre-culture, le disco et ce qui influence la jeunesse."

UNITÉ PROLÉTARIENNE no 20 (vol. 4, no 2) février-mars 1980

Sommaire

2
Editorial:
Une crise sur le dos de qui?

5
Correspondance

8
C'est sur le dos des peuples que les impérialistes préparent la guerre

18
Le mouvement national québécois dans les années 60

28
La lutte contre la collaboration de classe dans le mouvement syndical canadien

38
Le CTC dans le mouvement syndical canadien

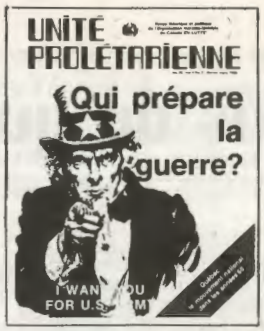
42
L'unité du mouvement marxiste-léniniste international: Une question politique immédiate

48
Le Parti communiste ouvrier nous dévoile ses statuts

52
La production marchande et la naissance du capitalisme

63
Notes de lecture

66
Mouvement communiste international



C'est par l'invasion armée soviétique en Afghanistan et les menaces d'agression américaine en Iran que les impérialistes ont franchi le cap des années 80. La réponse américaine à l'offensive soviétique ne s'est pas fait attendre. La nouvelle "doctrine Carter" a sonné le coup d'envoi de la préparation de toutes les puissances impérialistes à un nouveau conflit généralisé à l'échelle du monde. **page 8**

Editorial

Alors que le taux d'inflatin atteint les 20% chez nos voisins du sud, les économistes bourgeois parlent de plus en plus de récession économique au Canada. Comment expliquer qu'au moment où la productin et les investissements demeurent stagnants, le taux de profit des capitalistes atteint des sommets inégalés depuis plusieurs années? **page 2**

Avec la formulation de la question référendaire, le Parti québécois a avoué ouvertement au peuple québécois que les droits nationaux n'étaient pour lui qu'un objet de marchandage. Le PQ aurait-il oublié les vastes luttes populaires contre l'oppression nationale qui ont mobilisé des milliers de Québécois dans les années 60? Comment expliquer que le PQ se soit érigé depuis 12 ans en dirigeant incontesté du mouvement national québécois? **page 18**

Avec l'emprisonnement du président du Syndicat des postiers et le bill Michelin en Nouvelle-Ecosse, l'année a mal commencé pour le mouvement ouvrier. Les boss syndicaux auront des comptes à rendre de toutes ces trahisons. Il est temps que le mouvement syndical se débarrasse de tous les McDermott qu'il compte encore dans ses rangs. **page 28**

La revue UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique et politique de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE! Elle est publiée à chaque trimestre en anglais et en français. Adressez vos lettres ou articles à: UNITÉ PROLÉTARIENNE, A/S Librairie L'Etincelle, 4933 de Grand Pré, Montréal, Qué., Canada. Pour contacter directement la revue, on peut téléphoner à (514) 526-9870.

Editeur: Les Presses de l'Unité Inc., C.P. 116, Succ. Delorimier, Montréal, H2N 2N6
Photocomposition, mise en page et impression: les Presses Solidaires Inc., 2381 Jeanne d'Arc, Montréal, Qué., Canada. (514) 253-8331
Coût de l'abonnement d'un an: $5.00 (4 numéros)
Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec, 1er trimestre 1980

Une crise sur le dos de qui?

Les observateurs politiques ont été unanimes à souligner que le retour de P.E. Trudeau au pouvoir après seulement 9 mois de gouvernement conservateur ne changera pas grand chose à la situation économique du pays. Durant la campagne électorale, un journaliste du réseau anglais de Radio-Canada s'est d'ailleurs attardé à calculer les conséquences possibles des politiques des différents partis sur le taux d'inflation, de chômage, la dette publique, etc. Les résultats étaient significatifs: un ou deux points de plus ou de moins suivant qu'il s'agissait des Partis libéral, conservateur ou néo-démocrate, mais une tendance certaine à la hausse du chômage, de l'inflation, de la dette publique quel que soit le parti au pouvoir.

Tous les discours électoraux n'ont guère réussi à cacher l'aggravation constante de la situation économique au Canada, ils l'ont plutôt mise en évidence. En effet, il ne fait plus de doute que le Canada, à l'instar de presque tous les pays capitalistes occidentaux, est engagé dans une des plus graves crises de son histoire.

Comme de raison, ce sont les Etats-Unis qui ont ouvert la marche. "L'inflation est-elle hors de contrôle?", voilà ce que titrait le magazine Newsweek en première page il y a quelques semaines alors que le taux d'inflation atteignait les 20%. En fait, l'économie américaine est entrée en récession depuis 1979 et récemment un économiste membre du prestigieux comité exécutif des Salomon Brothers (*) ne se gênait pas pour qualifier la situation de situation "d'urgence nationale".

Or, quand les Etats-Unis attrapent le rhume, le Canada éternue. Si bien qu'on voit aujourd'hui le Canada suivre le même mouvement. Le Conference Board prévoyait pour 1980 un taux de croissance de l'économie inférieur de moitié à celui de 1979, soit de 1.5%. Et, en 1979, le taux d'utilisation des capacités productives du pays — c'est-à-dire des usines, de la machinerie, etc.— avait déjà commencé à chuter faisant monter le chômage aux environs de 10%.

En fait, le Canada est en récession prolongée depuis 1974 où le taux d'utilisation des capacités productives avait atteint un sommet de près de 93%. Depuis lors, ce taux a connu des hauts et des bas, mais surtout des bas. De plus, entre 1975 et 1977 l'accroissement annuel des investissements fixes est tombé de 22.3% à 9.5%. A la fin de 1978, ce taux était de 10.5%, ce qui représente une progression presque nulle, déduction faite de l'inflation qui se chiffre elle aussi autour de 10%. L'économie canadienne est donc pratiquement stagnante depuis plusieurs années. Les nouveaux investissements visent essentiellement à maintenir la même production qu'avant. Cela veut dire qu'au Canada, la richesse sociale n'augmente plus, ou du moins pratiquement plus.

On pourrait croire qu'une telle situation annonce de bien mauvaises perspectives pour les profits. C'est bien le contraire qui s'est produit puisque depuis le début de la récession, les profits des capitalistes ont augmenté de façon à peine croyable.

Alors même que la production demeure stagnante, le taux de profit des sociétés était de 2.9% en 1976, de 10.1% en 1977 et de 17.7% en 1978. En chiffres absolus cela donne une augmentation de $10 milliards 799 millions à $26 milliards 69 millions de 1972 à 1978. Du côté des revenus d'intérêts et d'investissements, ceux-ci passaient de $4 milliards 577 millions en 1972 à 15 milliards 174 millions en 1978. Et ces chiffres ne tiennent compte que des profits déclarés à l'impôt durant toutes ces années. Cela ne tient pas compte des nombreuses subventions fédérales et provinciales à l'entreprise, comme cet engagement du gouvernement fédéral de défrayer 25% des coûts de la construction des nouveaux équipements des industries de pâtes et papier pour les 5 années à venir.

Or, cet accroissement des profits capitalistes ne peut être le résultat d'une production accrue puis-

(*) **Maison de courtage américaine.**

que celle-ci demeure stagnante. Il ne peut être que le résultat de l'exploitation de plus en plus féroce de la classe ouvrière. On a assisté ces dernières années à un transfert direct d'une partie de la richesse sociale des poches des travailleurs à celles des capitalistes.

Alors que les profits représentaient en 1972 19.3% du revenu national, ils montaient à 26.4% au début de 1979. De son côté, la part des salaires suivait durant les mêmes années une proportion inverse, passant de 74.32% à 71.21% durant la même période. En 1976, les 20% les plus pauvres de la population recevaient 4.1% de tous les revenus, alors que les 20% les plus riches s'accaparaient de 43.4% de tous les revenus. On a bien raison de dire que les riches s'enrichissent et que les pauvres s'appauvrissent.

Voilà donc la situation devant laquelle se trouve de plus en plus confrontée l'économie canadienne. La réduction du pouvoir d'achat des masses accule l'économie à la stagnation ou à la baisse de la production et c'est la récession qui s'en suit. Pour se tirer de cette situation les capitalistes n'ont pas d'autre solution que d'appauvrir les masses encore plus. Pour cela, ils ont largement profité de la montée fulgurante des prix à la consommation. Car, si les capitalistes ont le loisir d'ajuster régulièrement leurs prix à la hausse de l'inflation, la classe ouvrière elle, signe des conventions collectives de 2 ou 3 ans à des taux qui sont depuis les dernières années souvent inférieurs à celui de l'inflation. Durant la même période, la dévaluation du dollar canadien rendait les produits canadiens plus concurrentiels sur les marchés internationaux, alors qu'elle reportait sur le dos des masses l'augmentation du prix des produits importés.

Plus récemment, la hausse sans précédent des taux d'intérêt viendra aussi limiter encore plus l'utilisation du crédit à la consommation par les travailleurs, une utilisation qui a contribué à gonfler artificiellement la demande depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. A nouveau, cette mesure ne pourra qu'accroître la récession dans les années qui viennent. Les journaux annonçaient d'ailleurs récemment que l'industrie de la construction enregistrait sa plus forte baisse depuis la Deuxième Guerre mondiale.

* * *

Cette situation de stagnation de l'économie a aussi entraîné une montée de la concurrence entre les monopoles. Si la production ne se développe pas, les capitalistes n'ont d'autre choix que de se redistribuer les marchés existants par toutes sortes d'opérations financières. Les profits amassés ainsi que l'aide de l'Etat ont servi justement à acculer les plus petits capitalistes à la faillite, à acquérir des filiales des sociétés concurrentes et à une concentration accrue du capital. La plus connue de ces opérations demeure l'achat par la famille Thomson de la Hudson's Bay Co. et de toute la chaîne des journaux Free Press.

Dans cette situation de concurrence avide entre capitalistes, il n'est pas étonnant de voir resurgir dans la bouche même des dirigeants du Parti libéral les vieilles idées du nationalisme économique si chères au NPD. En effet, les capitalistes canadiens ont vu décliner depuis 1972 la part des profits payés aux actionnaires canadiens par les grands monopoles qui est passée de 22.5% en 1972 à 13% en 1978. C'est pour des raisons similaires que le nouveau ministre du gouvernement Trudeau, Herb Gray, se montre aujourd'hui si empressé de renégocier le pacte de l'auto et s'est dépêché sitôt après sa nomination d'aller rencontrer les hauts dirigeants de la compagnie Chrysler pour les inviter à accroître leurs investissements au Canada sous peine de se voir refuser le soutien financier du gouvernement canadien dont ils ont tant besoin.

Mais ce nationalisme n'est pas que canadien. Il est aussi québécois. C'est pourquoi on a vu l'an dernier la Fédération des caisses d'entraide et Québecair (dirigé maintenant par la famille Hamel du lac St-Jean) s'opposer à Air Canada et Laidlaw de Hamilton pour tenter de prendre le contrôle de Nordair et en faire, avec la fusion avec Québecair, un monopole québécois du transport aérien. Le nationalisme économique du PQ consiste aussi à promouvoir les petites et moyennes entreprises dites "innovatrices" et à favoriser leur concentration. C'est ainsi que le Québec enregistrait récemment près de la moitié des faillites au Canada.

* * *

Voilà donc la vraie couleur du nationalisme économique canadien ou québécois. C'est la rivalité toujours accrue entre bourgeois pour la redistribution des marchés et des profits qui, faut-il le rappeler, sont le résultat direct de l'appauvrissement des masses populaires. Peut-on conclure après tout cela que le prolétariat a intérêt à une économie "Made in Canada" ou "Made in Quebec" comme le réclament les nationalistes canadiens et québécois? Non. Les capitalistes ont des considérations bien plus pratiques et plus terre à terre. Pour eux, les résultats du nationalisme, ça se mesure en argent sonnant. Qu'ils soient américains, canadiens ou québécois, cela ne change rien à la situation de crise dans laquelle ils sont engagés et dans laquelle ils entraînent avec eux le prolétariat et les masses laborieuses. La crise actuelle, comme on le voit, n'est pas le résultat d'une politique plus ou moins en faveur des capitalistes d'une nationalité ou d'une autre. Elle est le résultat des contradictions inhérentes au capitalisme. C'est pourquoi le nationalisme économique ne risque pas d'y changer un traître mot et risque au contraire de mettre le mouvement ouvrier à la remorque de sa propre bourgeoisie.

Note de la rédaction

Note de la rédaction
Chers lecteurs,

Il y a à peine quelques mois nous vous avons demandé de nous faire parvenir vos critiques de la revue afin de contribuer à en améliorer le contenu, le style, la présentation. Eh bien, aujourd'hui cet appel nous vous le lançons à nouveau, mais cette fois pour recevoir vos critiques des brochures de propagande publiées par EN LUTTE! Vers l'été 80, la rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE entend en effet revenir sur les plus importantes brochures de propagande que nous avons publiées depuis un an ou deux. Il s'agit en particulier des brochures suivantes: **Le PCC(m.-l.), une organisation révisionniste d'agents provocateurs; La LC(m.-l.)C, la voix du social-chauvinisme au Canada; Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers de toutes les nations et minorités nationales; Hommes et femmes du prolétariat, un seul ennemi, un seul combat.** Nous espérons que vous répondrez à notre appel avec le même enthousiasme que vous l'avez fait pour le questionnaire sur la revue.

La rédaction
d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

"Autonomie nationale culturelle" ou "autonomie territoriale"?

Chers camarades,

Je vous écris pour demander que la revue clarifie certaines questions théoriques soulevées par la façon dont le journal EN LUTTE! a couvert la question nationale.

Ma première question porte sur ce que Lénine et Staline ont qualifié "d'autonomie nationale culturelle". A ce moment-là, ils critiquaient cette conception comme étant une solution opportuniste au problème national. De ce que j'en comprends, ce concept "d'autonomie nationale culturelle" impliquait la répartition de certaines fonctions administratives et juridiques sur la base de la nationalité, surtout au niveau de la culture et de l'éducation.

Au début du siècle, cette solution opportuniste était assez populaire dans des pays multinationaux de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est (par exemple, en Autriche et en Russie). A cette époque, les ouvriers révolutionnaires et leurs dirigeants ont critiqué cette option comme étant une solution nationaliste qui ne servait en fait qu'à diviser les travailleurs au profit des capitalistes.

Aujourd'hui, personne ne met de l'avant le slogan de "l'autonomie nationale culturelle", du moins pas dans les mêmes termes. Mais à ce que je peux voir dans la conjoncture actuelle au Canada, diverses tendances ont fait surface qui se rapprochent directement du même contenu.

Par exemple, le multiculturalisme de Trudeau constitue en fait une tentative timide et limitée dans cette direction. Mais à l'heure actuelle, il existe aussi des tendances en ce sens dans les mouvements des nationalités opprimées.

Par exemple, même si ce n'est pas une tendance universelle, le mouvement franco-ontarien revendique souvent une **commission scolaire française séparée** en plus de l'éducation en français. (A moins d'erreurs, cette situation existe déjà au Québec où l'on retrouve deux réseaux scolaires répartis selon les critères de religion et de nationalité).

Je me suis aussi posé la question de l'autonomie nationale culturelle lorsque j'ai lu un article en page 10 du no 161 du journal EN LUTTE! sur les Autochtones en Colombie-Britannique. L'article reproduisait sans commentaires la déclaration qu'il "faut s'attaquer à la source du problème: le droit à l'autodétermination, le droit de se gouverner comme nous l'entendons".

L'idée avancée ici est ambiguë et peut nous mener à l'une ou l'autre des deux conclusions suivantes:

— Il faut établir des instances gouvernementales au niveau régional et local sur une base **territoriale**. Ces instances seraient organisées de telle façon que les régions où les Amérindiens constituent la majorité de la population locale soient reconnues comme un district administratif d'un type ou d'un autre... Je crois que c'est là l'essence d'un gouvernement **local** (c'est-à-dire territorial).

— Ou, cela peut nous amener à revendiquer un gouvernement basé sur le critère de la **nation**, à créer des districts administratifs locaux d'après l'unique critère national. Je crois que c'est exactement ce qu'implique le concept "d'autonomie nationale culturelle". Or, ce concept s'oppose à la position communiste traditionnelle qui met de l'avant une autonomie locale ou régionale (territoriale).

Pour illustrer les différences qui existent entre ces deux conceptions, j'avancerai un exemple hypothétique (le fait que je doive choisir un exemple hypothétique reflète mon ignorance en la matière). Disons qu'il existe dans le nord de la Colombie-Britannique un village de pêcheurs où les Amérindiens constituent la majorité de la population. La solution pour les travailleurs devraient-elle être de revendiquer l'autonomie nationale uniquement pour les Amérindiens, ce qui impliquerait une administration séparée pour les Amérindiens et une autre pour les "autres résidents qui sont surtout de race blanche"? Ce qui impliquerait aussi que tout le monde passe un test basé sur des critères raciaux et nationaux pour déterminer sous quelle administration une personne donnée devrait être.

Je crois que notre solution devrait être d'exiger, si nécessaire, une redivision des frontières administratives afin que les divisions de la ville collent plus ou moins à l'existence réelle des communautés.

Ma question s'étend aussi aux traités et aux Amérindiens ayant un statut officiel ou sans statut. Nous sommes contre les lois gouvernementales arbitraires qui refusent de reconnaître un "statut officiel" à certaines femmes amérindiennes. Mais ne devrions-nous pas nous opposer aussi à tout "statut officiel"? Ne s'agit-il pas là d'une forme de division nationale institutionalisée?

Le même raisonnement s'applique à la question des revendications territoriales et des réserves. Est-ce que nous aiderons réellement la classe ouvrière à s'unir et les peuples autochtones à s'émanciper si nous appuyons avec force les revendications territoriales de différents groupes nationaux? Les succès remportés dans cette lutte conduiront nécessairement dans quelques années à toutes sortes de divisions sur la base des critères de "race" et de "nationalité" nécessaires pour avoir droit à une part (si minime soit-elle) des territoires.

Je crois que mon idée principale consiste à dire que les nationalités minoritaires mettent souvent de l'avant des solutions nationalistes pour combattre l'oppression dont elles sont victimes. Il est évident que nous devons lutter pour défendre leurs **droits** légitimes. Mais en même temps, nous devons appuyer leurs **revendications** du point de vue des intérêts de la classe ouvrière de toutes les nationalités afin de faire ressortir les **intérêts propres aux travailleurs**.

C'est exactement ce que nous faisons en ce qui concerne la question nationale québécoise. Beaucoup de travailleurs appuient l'indépendance du Québec et nous défendons le droit du Québec à l'autodétermination tout en faisant une agitation large parmi les travailleurs sur la question de l'indépendance. Nous montrons que l'indépendance est une solution bourgeoise au problème national qui sert en fait les intérêts des monopoles québécois.

Je pense qu'on n'applique pas toujours ce même point de vue (c'est-à-dire démontrer où résident les intérêts propres des travailleurs) de façon aussi conséquente quand on aborde la question des revendications et des luttes nationales à l'extérieur du Québec.

En conclusion, je tiens à souligner que j'appuie pleinement la position du Troisième Congrès de l'OMLC EN LUTTE! sur la question des nationalités. Cette position démontre que pour bâtir l'unité de la classe ouvrière il faut lutter pour l'égalité absolue des langues et des nations. Là où je me pose des questions, c'est sur la façon d'appliquer correctement cette position dans les situations complexes auxquelles nous avons à faire face en tant que militants révolutionnaires au Canada dans la conjoncture actuelle.

Un membre d'EN LUTTE
en Ontario

La démocratie, la dictature et la pratique des communistes aujourd'hui

La lettre qui suit nous parvient d'un ca-

marade de Vancouver. Après s'être interrogé sur certaines questions concernant la démocratie sous le socialisme, comme le rôle de l'Etat, de l'armée (sur les mêmes questions voir la lettre intitulée "Le socialisme a-t-il existé en URSS et en Albanie" publiée dans le no 19 de la revue, ainsi que la réponse de la rédaction), le lecteur nous propose une façon bien concrète d'aborder cette question controversée.

Aujourd'hui, il y a des limites objectives à pouvoir définir la démocratie et la dictature telles qu'elles devraient être construites après la prise du pouvoir de la classe ouvrière. Vous soulignez très justement qu'à l'heure actuelle il faut avant tout se saisir correctement des principes généraux sur cette question. Je suis d'accord avec les principes que vous défendez à ce sujet pour ce que j'en connais à l'heure actuelle. Je crois que les questions que j'ai soulevées ci-haut peuvent illustrer la difficulté d'en arriver à une entente sur la **seule** base de principes généraux devant être appliqués dans un avenir incertain. C'est pourquoi je m'efforce de voir comment EN LUTTE! traite de la démocratie et de la dictature aujourd'hui même. Il est évident que la façon d'aborder ces questions dans la conjoncture actuelle influencera notre façon de les aborder sous le socialisme.

Jetons donc un coup d'oeil sur le journal. Si on examine la façon dont le journal a abordé la lutte des meuniers ou celle des postiers, quelque soit l'événement en cause, il ressort que l'orientation donnée vise à ce que la masse des travailleurs: 1- débatte et décide des actions à prendre au lieu de laisser ces décisions à une poignée de dirigeants, et 2- qu'elle participe consciemment à la lutte (par exemple, en s'adressant à d'autres groupes de travailleurs, en s'adressant au public, etc.) au lieu de servir de chair à canon. Parallèlement à cette orientation de base, EN LUTTE! s'efforce de reprendre les débats importants qui ont cours au sein du mouvement ouvrier et de présenter les arguments avancés par les différentes tendances en démontrant où ils mènent et en quoi l'analyse sur laquelle ils s'appuient est erronée. Cette approche encourage les travailleurs à prendre position en pleine connaissance de cause au lieu d'accepter **quelque direction que ce soit** sur la base d'un simple acte de foi. Enfin, le journal met aussi souvent l'accent sur le fait que la ligne de collaboration de classe des boss syndicaux les amène à étouffer le mouvement de résistance des travailleurs en utilisant des pratiques antidémocratiques pour faire triompher leur ligne de collaboration.

En d'autres mots, EN LUTTE! met de l'avant que les travailleurs participent et contrôlent le plus possible leurs luttes et leurs organisations afin de gagner leurs revendications immédiates. L'Organisation essaie aussi de démontrer que de plus en plus sur une question donnée, on retrouve la démocratie et le point de vue communiste d'un côté et le capitalisme de l'autre. N'est-ce pas là les premiers traits de la démocratie prolétarienne qu'il nous faudra bâtir sous le socialisme?

Cette pratique d'EN LUTTE! dans les luttes actuelles de la classe ouvrière est tout à fait conséquente avec le point de vue théorique avancé dans l'article "Démocratie prolétarienne et dictature sous le socialisme" (UNITÉ PROLÉTARIENNE no 14). Cela m'encourage à croire que la dictature du prolétariat suivra effectivement la voie de la persuasion parmi les masses quand nous serons rendus là. En plus, il est certain que plus nous développons des moyens et des façons d'appliquer la démocratie prolétarienne à l'heure actuelle, plus nous serons en mesure de l'améliorer et de la maintenir plus tard. (...)

Un lecteur de Vancouver

L'impérialisme et la révolution

J'ai été très heureux de lire le premier paragraphe de la page 35 du no 16 d'UNITÉ PROLÉTARIENNE (article sur **L'Impérialisme et la Révolution** d'Enver Hoxha — NDLR). Il faut dire que j'ai toujours été mal à l'aise face à l'attitude qui consiste à ne pas critiquer ou à ne pas questionner les grands dirigeants parce qu'ils sont justement de grands dirigeants.

Il me semble qu'une attitude qui affirmerait que "Staline (ou tout autre grand dirigeant) ne doit pas être critiqué parce qu'il a été le meilleur dirigeant que le prolétariat ait jamais connu et que tout ce qu'il a fait frise la perfection", il me semble que cette attitude est entachée d'idéalisme, qu'elle va à l'encontre de ce qu'est en fait le matérialisme dialectique. Il ne s'agit pas de nier que Marx, Engels, Lénine, Staline ou Mao ont été de grands dirigeants. Mais il faut tenir compte d'un fait important: ces hommes étaient des hommes, donc des êtres humains susceptibles de faire des erreurs, des êtres humains avec leurs faiblesses et leurs qualités. A mon point de vue, c'est justement ce fait qui les rend si remarquables car ils ont accompli ce qu'ils ont fait en luttant contre leurs propres faiblesses et malgré ces mêmes faiblesses.

On sert bien mieux le marxisme-léninisme et la classe ouvrière quand on évalue les événements et les gens de façon scientifique et non de façon idéaliste. Voir les événements et les choses à travers le prisme de l'idéalisme fait en sorte que l'on ne voit pas les erreurs commises et les failles évidentes. Comment peut-on apprendre de la pratique si on ne la remet pas en question? Si on n'examine pas notre pratique (la pratique révolutionnaire marxiste-léniniste) pour dégager la source des erreurs commises, si on ne retourne pas aux principes pour voir si on les a appliqués correctement, pour voir si on les a compris correctement, alors comment arriverons-nous à ne pas répéter continuellement les mêmes erreurs? L'examen sérieux et rigoureux de notre pratique peut même nous amener à un moment donné à remettre en question la validité de certains principes sur lesquels nous nous serions appuyés.

J'espère que vous continuerez à publier des articles sur la pratique du mouvement communiste international et sur les questions soulevées sur Mao et le révisionnisme afin que nous puissions tous apprendre du passé pour mieux appliquer le marxisme-léninisme à la conjoncture actuelle.

Sincèrement vôtre,
un sympathisant

A propos de notre article sur l'OLP dans le no 19

Pour quelqu'un qui ne prétend pas faire le bilan du mouvement communiste international au cours des 35 dernières années, on peut dire que Charles Gagnon n'a pas peur de tirer des conclusions rapides sur cette action. Ainsi, dans UNITÉ PROLÉTARIENNE no 19 (p. 27), il mentionne que l'URSS avait appuyé à l'ONU la création de l'Etat sioniste d'Israël et, sans autre démonstration, il laisse entendre que cela aurait contribué à faire dégénérer le PC de Palestine en officine du sionisme. Si on veut faire de l'histoire, faisons la sérieusement et donnons tous les faits.

• En 1946 encore, la presse soviétique insistait sur les liens unissant le sionisme et l'impérialisme britannique et s'opposait, avec les Arabes, et à l'émigration en Palestine des survivants des camps nazis et au maintien du mandat britannique sur ce pays.

• A l'ONU, la délégation russe avait défendu énergiquement la thèse du retrait immédiat des troupes britanniques d'Egypte

et du Soudan en 1947 et avait appuyé toutes les revendications arabes depuis 1945.

• A l'Assemblée générale de l'ONU le 14 mai 1947, le délégué soviétique se prononçait en faveur du partage de la Palestine au cas où l'"établissement d'un Etat judéo-arabe indépendant, mixte et démocratique" s'avérerait impossible.

• L'URSS de Staline a aussi critiqué les Etats arabes qui, au nom du nationalisme pan-arabe, s'opposaient à ce projet. Toutefois l'hostilité foncière de l'URSS envers le sionisme ne désarma pas.

• En 1948, l'URSS fut un des premiers pays à reconnaître le nouvel Etat d'Israël, mais l'option pro-occidentale de l'Etat israélien et l'antisionisme fondamental du régime soviétique constituaient autant d'obstacles insurmontables à l'établissement de liens vraiment étroits entre les deux gouvernements. Les relations entre les 2 Etats se détériorèrent dès 1950 jusqu'à provoquer une première rupture en 1953.

Bon voilà pour les faits, et que pense-t-on de tout cela? Les auteurs bourgeois disent que l'appui par l'URSS à la création d'Israël était un "retournement spectaculaire", une "volte-face", mais que Staline n'éprouvait aucun scrupule à sacrifier le cas échéant les principes les plus sacrés de l'idéologie marxiste à la raison d'Etat. Ils expliquent son "revirement" par des considérations opportunistes telles l'existence en URSS d'une forte communauté juive d'où étaient issus la plupart des chefs sionistes, ainsi que par son espoir, qu'ainsi l'Etat juif échapperait à l'influence des Etats-Unis, etc.

Et qu'en pensent les marxistes-léninistes? Personne ne le dit ouvertement mais tous ont déjà conclu que c'était là une grossière erreur de Staline et de l'URSS, une erreur qu'on n'ose pas avouer mais à laquelle on peut bien faire allusion de temps en temps dans un article "théorique" sur la Palestine.

Si on pense que c'était là une erreur de Staline, qu'on ait au moins l'honnêteté de le dire. On pourra ensuite tenter de démontrer en quoi l'Union soviétique socialiste a commis une erreur à l'époque et quelles ont été les racines et les conséquences de cette erreur. Qu'on m'appose une étiquette si on veut, mais je pense jusqu'à preuve du contraire, que la position de l'URSS en 1947-48 sur la Palestine était juste, internationaliste et conforme au principe du droit à l'autodétermination des nations, et ce ne sont pas les allusions non-démontrées de Charles Gagnon qui vont me faire changer d'avis.

Plusieurs textes ont sûrement été écrits dans la presse communiste de l'époque pour justifier cette position du camp socialiste, et leurs auteurs n'étaient pas tous des nonos. Pourquoi ne les publie-t-on pas et ne les critique-t-on pas? Le monde n'a pas commencé à tourner avec EN LUTTE! et bien des communistes se sont déjà penchés sur les questions qui nous préoccupent encore. Peut-être que si on entreprenait ce genre de démarche scientifique, on publierait ensuite des propos moins superficiels et insignifiants que ceux contenus dans cet article d'UNITÉ PROLÉTARIENNE sur la Palestine.

* * *

En passant, pour ce qui est des causes de la dégénérescence des partis communistes dans les pays arabes, il est bien sûr que la dissolution du Komintern a ouvert la porte au développement du nationalisme dans ces partis. Mais sans prétendre être un expert, je voudrais simplement rappeler, que lors du XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, qui accorda dans les Etats indépendants du tiers-monde un rôle privilégié à la bourgeoisie nationale, furent élaborées les théories justifiant le soutien quasi inconditionnel apporté par l'URSS et ses satellites au monde arabe. Finies les critiques au pan-arabisme, le pendant arabe du sionisme; le nationaliste Nasser devint le "-camarade Nasser". On se mit à voir tour à tour Khrouchtchev et Ulbricht se prononcer sans nuances en faveur du "socialisme arabe" libérateur et émancipateur des peuples de l'Islam. Tandis que Khrouchtchev s'enlignait totalement sur Nasser et les partis Baas national-socialistes et farouchement anticommunistes, il abandonnait sans vergogne tout soutien aux partis communistes. On peut s'imaginer toute la confusion idéologique que cela a entraînée dans les rangs des communistes arabes.

On peut s'imaginer aussi que le soutien inconditionnel apporté depuis ce temps aux nationalistes palestiniens par les marxistes-léninistes du monde, n'a pas aidé à la reconstruction de partis communistes ni en Palestine, ni en Israël, ni dans les autres pays arabes.

Un lecteur de Regina

Réponse

L'intérêt de la lettre que nous reproduisons ci-haut réside bien davantage dans les quelques informations qu'elle renferme sur les positions de l'URSS face à la création d'Israël que dans la critique qu'elle fait de la position des marxistes-léninistes sur... Staline!

Nous remercions donc ce lecteur d'avoir pris la peine de nous transmettre les informations en question; les lecteurs d'UNITÉ PROLÉTARIENNE sauront juger par ailleurs si elles suffisent à remettre en question les conclusions de notre article sur la Palestine. Nous croyons que non.

Premièrement, notre but dans l'article en question n'était pas de faire une évaluation de l'oeuvre de Staline, ni même de porter un jugement articulé sur la position de l'URSS sur la création d'Israël. Notre but était de montrer que depuis de nombreuses années, au moins depuis la 2e Guerre mondiale, l'action du mouvement communiste a été marqué par le nationalisme. Malgré les critiques virulentes qu'il nous adresse, on est porté à croire que le lecteur de Regina partage le même point de vue que nous étant donné les critiques qu'il adresse aux marxistes-léninistes (à tous sans doute!) parce que ceux-ci appuieraient les "nationalistes palestiniens", aujourd'hui, et que, suivant ses dires toujours, l'URSS aurait appuyé toutes les revendications arabes de 1945 à 1947! Bref, le raisonnement du camarade n'est pas toujours facile à suivre.

Deuxièmement, nous ne comprenons pas du tout comment le lecteur de Regina peut affirmer sans broncher que **tous** *les marxistes-léninistes considèrent que Staline a fait une "grossière erreur" lors de la création d'Israël. La grossière erreur dans le cas présent est plutôt celle du lecteur de Regina qui réduit les positions du mouvement marxiste-léniniste à ce qu'il pense être les positions d'EN LUTTE!.*

* * *

Notre Organisation n'a jamais prétendu être le porte-parole des forces marxistes-léninistes du monde. Aussi c'est pourquoi nous ouvrons largement nos pages à nos lecteurs, communistes ou pas: la preuve est faite, croyons-nous, qu'ils peuvent contribuer à la formulation de positions justes. EN LUTTE! ne refuse pas le débat ni la polémique non plus. Mais la polémique ne doit pas être confondue avec une accumulation de propos confus débités sur un ton agressif. Nous invitons donc notre lecteur de Regina à se reprendre, car sa première lettre ne nous a pas convaincu...

C.G.

C'est sur le dos des peuples que les impérialistes préparent la guerre

"La tentative de n'importe quelle force pour prendre le contrôle de la région du golfe Persique sera considérée comme une attaque aux intérêts vitaux des Etats-Unis. Elle sera repoussée par le recours à tous les moyens nécessaires, y compris par la force militaire"(1).

Cette déclaration du président Carter, suite à l'invasion de l'Afghanistan par l'impérialisme soviétique, ne laisse aucun doute. La bourgeoisie américaine est prête à tout pour conserver l'hégémonie mondiale. La défaite américaine au Vietnam et le scandale Watergate, c'est bien fini. La prétendue "défense des droits de l'homme", conjuguée à la défense des "intérêts vitaux des Etats-Unis", se révèle aujourd'hui pour ce qu'elle est: menace d'invasion de l'Iran, réactivation de l'offensive subversive de la CIA et de ses coups d'Etat, et amorce du processus visant à rétablir la conscription et le service militaire obligatoire aux USA. Déjà, la grand presse occidentale ne se gêne plus pour soulever ouvertement la perspective prochaine d'une troisième guerre mondiale.

"Toute tentative par n'importe quelle puissance étrangère de contrôler la région du golfe Persique... sera repoussée par tous les moyens nécessaires, incluant la force armée."

Au moment où les "marines" américains débarquaient à Saint-Domingue et ailleurs, les tanks russes sillonnaient Prague et la Tchécoslovaquie. Tandis que les USA organisaient coup d'Etat sur coup d'Etat en Iran, en Amérique latine, au Vietnam du Sud, l'URSS faisait la même chose en Ethiopie, au Yémen, et en Afghanistan, qui voit aujourd'hui Kaboul occupé par les tanks russes, comme hier Saïgon était bombardé par les B-52 américains. Et de la même façon que l'"aide" américaine a enchaîné de nombreux pays, l'"assistance" soviétique a permis à cet impérialisme montant de pénétrer en Angola, au Vietnam et ailleurs.

Cela montre bien que même si aujourd'hui on parle plus que jamais de la perspective d'une troisième guerre mondiale, en fait les guerres entre impérialistes n'ont jamais connu de trêve. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les contradictions entre les puissances impérialistes n'ont jamais cessé de s'accroître et le résultat de tout cela, c'est le danger de guerre croissant qui menace les peuples du monde.

Les impérialistes ont pu laisser croire à la fin de la Deuxième Guerre mondiale qu'ils pourraient dorénavent éviter les crises et de nouvelles guerres. Or, si on a pu, dans une certaine mesure, durant cette période reporter à plus tard les graves crises qu'avait connu jusque là le système capitaliste, cela n'est plus possible aujourd'hui. L'exportation de la crise dans les pays moins développés connaît ses limites, ces pays réclamant de plus en plus leur part du marché. La croissance artificielle des dépenses gouvernementales au niveau de l'appareil d'Etat et de la production militaire a fait de l'inflation un phénomène qu'aucun économiste n'a plus la prétention de pouvoir juguler. Or, l'inflation, c'est à moyen terme l'appauvrissement constant des masses et l'incapacité pour les capitalistes de pouvoir écouler leur production et donc d'augmenter leurs profits. Le résultat de ces politiques, on les connaît aujourd'hui: c'est la récession dans la production, l'instabilité du système monétaire qui réagit au moindre soubresaut, c'est la dégringolade du dollar américain. Pour se sortir de cette situation, les impérialistes n'ont jamais eu d'autres solutions que de se lancer toujours dans des rivalités croissantes pour s'emparer de nouveaux marchés. C'est pourquoi les armes qu'ont produites les impérialistes depuis la dernière guerre risquent bien aujourd'hui de servir à un conflit généralisé.

Avec l'invasion de l'Afghanistan, les impérialistes ne se contentent plus d'augmenter leurs dépenses militaires afin de stimuler la production, ils sont entrés dans la préparation ouverte de la guerre à tous les niveaux. C'est ce que montre bien la nouvelle offensive de l'impérialisme soviétique et la réponse américaine: la "doctrine Carter".

1. *New-York Times,* **24 janvier 80**

La stratégie soviétique

L'URSS a un avantage majeur sur son rival américain. Contrairement à ce dernier, elle ne peut compter en règle générale sur de vieilles alliances avec les classes féodales et bourgeoises les plus réactionnaires. Elle n'est donc généralement pas visée par les luttes révolutionnaires des peuples. Les dirigeants russes peuvent ainsi s'allier aux mouvements de libération nationale, leur fournir un appui diplomatique souvent important dans les organismes internationaux, sans compter les fournitures militaires. Tout ce soutien devient rapidement un instrument de chantage qui lui permet de corrompre le mouvement révolutionnaire de l'intérieur et de le détourner progressivement de ses fins premières.

C'est ainsi par exemple qu'on a vu l'URSS s'allier au Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) dans sa lutte contre les colonialistes portugais: au moment de la libération, le MPLA était devenu à toutes fins pratiques inféodé à Moscou. Aujourd'hui, l'économie de l'Angola est entièrement dépendante de l'URSS et c'est avec l'aide de 15,000 soldats cubains que les dirigeants angolais se maintiennent au pouvoir. En Ethiopie, la même tactique a été adoptée avec une variante: c'est une clique de militaires arrivistes qui a su récupérer à temps la révolte populaire contre le régime pourri de l'empereur Haïlé Sélassié. Au Vietnam aussi, la collaboration de l'URSS à la victoire du peuple vietnamien se paie aujourd'hui en concessions économiques et militaires de toutes sortes (*). Au Nicaragua, l'"aide" soviétique et cubaine se fait de plus en plus active depuis la victoire du Front sandiniste de libération nationale. En Afrique australe et en Palestine, les révisionnistes russes cherchent aussi à s'assurer que les mouvements de libération de ces pays deviennent des têtes de pont pour leurs projets expansionnistes.

Mais, cette tactique de la bourgeoisie soviétique qui, sous couvert d'aide, a réussi à se substituer aux anciennes puissances impérialistes dans plusieurs pays, sans compter l'assujettissement direct des pays révisionnistes du Pacte de Varsovie, a connu un développement qualitatif en Afghanistan.

Il ne s'agit plus ici d'infiltrer et de récupérer un mouvement de résistance, mais au contraire d'empêcher le renversement d'un régime menacé par la guérilla qui, en dehors de la capitale Kaboul, avait déjà pris le contrôle d'une partie du pays. Les tanks et les 100,000 soldats soviétiques agissent donc bel et bien ici comme **une force d'occupation procédant à une annexion de fait de l'Afghanistan** à l'empire russe. Or, ce coup de force de Moscou était d'autant plus aisé qu'au moment où il s'est produit toutes les forces américaines étaient tournées vers la préparation d'une intervention militaire en Iran.

(*) **Voir à ce propos,** *Vietnam, la voie dangereuse de la collaboration avec l'impérialisme soviétique,* **dans UNITÉ PROLÉTARIENNE, vol. 4, no 1, décembre 1979-janvier 80, p. 12**

La réponse américaine :"la doctrine Carter"

Les réactions américaines ne se sont pas faites attendre et Carter entend faire en sorte que les USA demeurent *"la plus forte de toutes les nations"* (2). Si l'Afghanistan représente un bond qualitatif dans la stratégie soviétique, on peut dire la même chose de la nouvelle "doctrine Carter" révélée le 23 janvier dernier lors du discours du

2. Idem

Les tanks soviétiques à l'extérieur de Kaboul, capitale de l'Afghanistan.

président Carter sur l'état de l'union.

Pour Carter:

"Trois développements fondamentaux ont contribué à modeler nos défis:

—la croissance régulière et l'augmentation projetée de la puissance militaire soviétique au delà de ses frontières;

—l'accablante dépendance des démocraties industrielles par rapport aux réserves de pétrole du Moyen-Orient; et

—la pression pour des changements sociaux, religieux, économiques et politiques dans plusieurs pays en voie de développement, stimulée par l'exemple de la révolution en Iran" (3).

Parmi ces trois facteurs, c'est la croissance constante de l'expansionnisme soviétique qui est le danger principal à l'hégémonisme américain. C'est pourquoi la réponse de Carter peut se résumer comme on le verra aux trois ordres de priorités suivants:

1) repousser toute tentative de prise de contrôle ou menace de la région du Moyen-Orient par la force militaire si nécessaire, et rétablir la "stabilité" américaine dans la région;

2) resserrer l'alliance des pays de l'OTAN et du bloc des pays occidentaux autour de l'offensive américaine;

3) finalement, faire accepter les préparatifs et l'effort de guerre au peuple américain.

A l'offensive soviétique, les USA entendent répondre du tac au tac par la préparation ouverte et systématique de la guerre.

Mais on ne peut comprendre cette escalade militaire de part et d'autre, sans voir que l'avance soviétique en Afghanistan pose avec acuité une question stratégique vitale pour les impérialistes des deux camps. Celle du contrôle des régions pétrolifères du Moyen-Orient ou, plus précisément encore, la question de la **menace** que constitue maintenant l'impérialisme soviétique sur le contrôle américain de ces régions.

3. Idem

Une région stratégique: le Moyen-Orient

Certes, l'URSS n'a pas encore touché à une goutte du pétrole auquel s'approvisionnent les impérialistes d'Occident. Mais pour les impérialistes, ce qui importe, ce n'est pas seulement d'avoir des ressources naturelles mais aussi de menacer celles des concurrents. Et, dans une situation où la crise pousse de plus en plus les impérialistes à la guerre, le pétrole représente une ressource stratégique pour la poursuite même de la guerre impérialiste. Voilà pourquoi, même s'il n'y a pas de pétrole en Afghanistan, Washington a sursauté:

"La région actuellement menacée par les troupes soviétiques en Afghanistan est d'une grande importance stratégique. Elle contient plus des deux-tiers du pétrole exportable du monde. La tentative de domination soviétique de l'Afghanistan a conduit les forces militaires soviétiques à moins de 300 milles de l'océan Indien et près du détroit d'Ormuze — une voie d'eau que doit emprunter la plus grande partie du pétrole du monde libre. L'Union soviétique tente aujourd'hui de consolider une position stratégique qui constitue une grave menace pour la libre circulation du pétrole du Moyen-Orient" (4).

Et Carter rajoute:

"Il faut que notre position soit parfaitement claire: la tentative de n'importe quelle force pour prendre le contrôle de la région du golfe Persique sera considérée comme une attaque contre les intérêts vitaux des Etats-Unis. Elle sera repoussée par tous les moyens nécessaires, y compris par la force militaire" (5).

Demandant au Congrès d'approuver un *"fort budget de défense militaire sans aucune réduction"*, Carter parle aussi de la *"capacité de déployer rapidement des forces militaires américaines dans des régions éloignées" (6)* ce qui veut dire que le Pentagone veut se donner les moyens d'occuper militairement et directement n'importe quel pays éloigné. Et pour répondre à l'offensive soviétique, les USA entendent aussi développer leurs bases en Afrique du Nord et dans le Golfe Persique.

Appelant les autres pays impérialistes occidentaux à participer à cette nouvelle offensive américaine, Carter définit ensuite son projet politique au Moyen-Orient et en Asie:

"— Persuader les dirigeants iraniens que le véritable danger qui menace leur pays est au nord, avec les troupes soviétiques en Afghanistan, et que la querelle injustifiée des Iraniens avec nous gêne leur réplique à ce plus grand danger" (7);

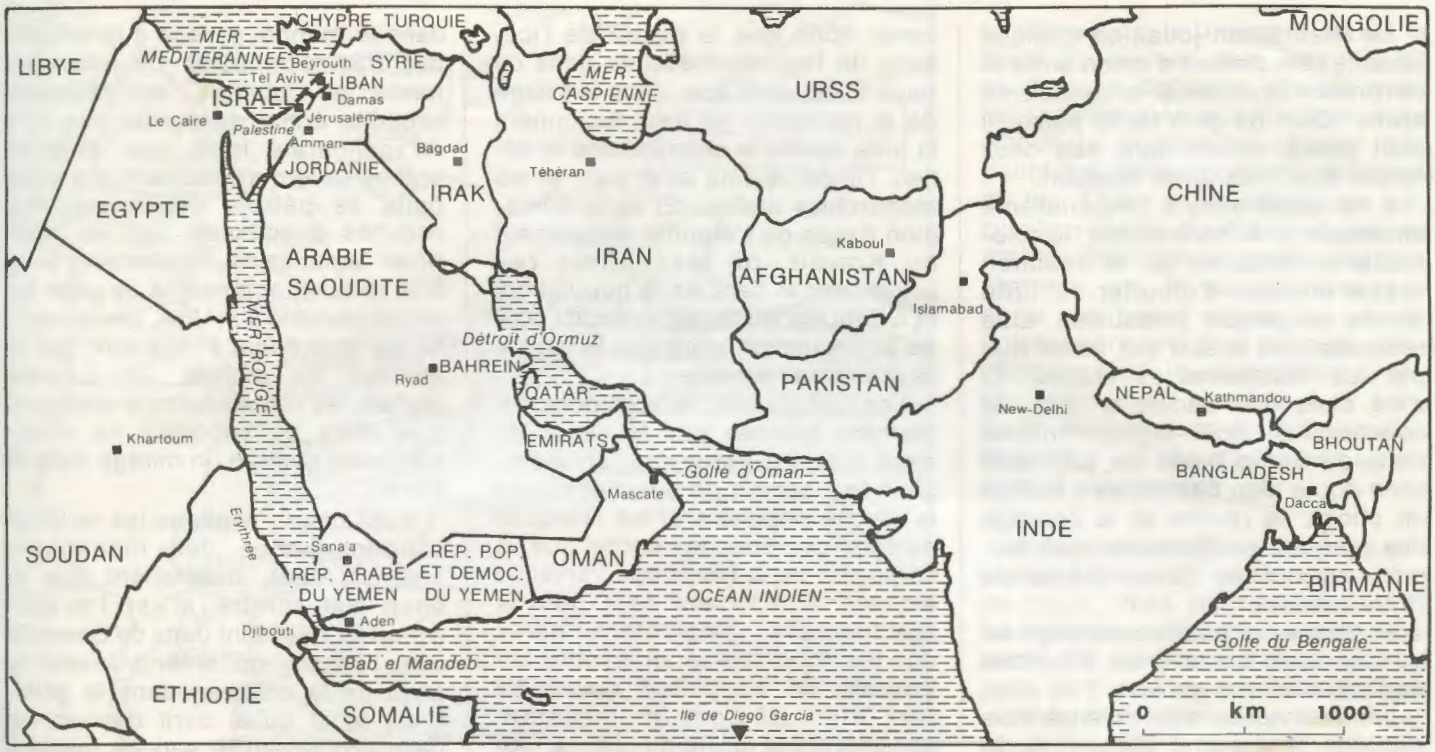
"— Nous allons travailler avec nos alliés à prévenir les conflits au Moyen-Orient. Le traité de paix entre l'Egypte et Israël est une réalisation considérable qui représente une perspective de paix pour la région et le monde. Maintenant, nous sommes engagés dans de nouvelles négociations pour assurer une pleine autonomie à la population de la Rive Ouest et de Gaza, en vue de régler la question palestinienne sous tous ses aspects, et de préserver la paix et la sécurité d'Israël" (8);

"— Je travaille aussi, de concert avec d'autres pays (dont la Chine — NDLR) à fournir davantage d'aide économique et militaire au Pakistan" (9).

Carter entend donc se donner les moyens nécessaires pour intervenir directement au Moyen-Orient et y resserrer ses alliances avec les régimes en place.

Car les USA ont en effet en face d'eux, non seulement une Union so-

4. Idem
5. Idem
6. Idem
6. Idem
7. Idem
8. Idem
9. Idem



viétique qui a maintenant une présence militaire directe en Afghanistan, mais qui aussi depuis plusieurs années a développé son réseau d'influence dans la région. Le Yémen du Nord, après avoir été farouchement pro-américain, vient d'accepter des livraisons d'armes soviétiques. L'Ethiopie bénéficie de "l'aide" de 4,000 coopérants civils et militaires soviétiques, de 2,000 experts de la République démocratique d'Allemagne et de 13,000 militaires cubains. En 1979, l'URSS signait un "accord d'amitié" avec le Yémen du Sud qui est entré comme observateur dans le COMECON. Aden, point névralgique qui contrôle avec Djibouti la sortie de la mer Rouge, héberge en permanence une demi-douzaine d'unité de la flotte soviétique et une escadre de Mig.

En plus, l'URSS est présente dans plusieurs mouvements nationaux de la région. Et en janvier 1980, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), la Lybie, la Syrie et le Yémen du Sud (qui tous bénéficient de l'aide soviétique) émettaient une déclaration qui soutenait à mots couverts l'invasion de l'Afghanistan, même si la plupart devaient se contredire en condamnant l'invasion au moment de la Conférence islamique tenue à Islamabad (Pakistan) quelques semaines plus tard.

Les contre coups de la révolution iranienne

Outre l'offensive soviétique, c'est toute la secousse provoquée par la révolution iranienne qui a sapé le système traditionnel des alliances américaines au Moyen-Orient. A preuve, cette décision récente de l'Arabie saoudite qui, tout en condamnant vigoureusement l'intervention soviétique en Afghanistan, n'en refuse pas moins pour autant d'accepter l'implantation sur son territoire de bases militaires américaines.

Avec le shah au pouvoir en Iran, l'impérialisme américain avait trois bonnes cartes dans son jeu de rivalités pour maintenir le Moyen-Orient sous son hégémonie. D'abord, un Etat colonial et expansionniste, Israël, création de l'impérialisme et toujours prêt à secourir l'extrême droite partout où elle se manifeste: au Liban, en Afrique du Sud, en Rhodésie, dans l'Ethiopie d'Haïlé Sélassié, en Angola et au Mozambique du temps du colonialisme portugais, etc. Ensuite, un gendarme régional, l'Iran, paré de toute la "splendeur" de l'ancienne Perse impériale et surtout de beaucoup d'armes et de pétrole. Enfin, troisième atout de la Maison blanche, l'Arabie saoudite, un régime monarchique, symbole du féodalisme arabe et principal réservoir de pétrole des impérialistes occidentaux.

Dans cette triple alliance de la réaction, le shah jouait un rôle clé. Evitant de se définir comme un pays arabe, l'Iran du shah pouvait reconnaître Israël et faire boire à la même table les services secrets israéliens et la SAVAK iranienne, avec comme invité d'honneur la CIA américaine. Et dans cet échange, Israël pouvait obtenir le pétrole nécessaire pour ses tanks et ses avions de chasse qui prennent les camps de réfugiés palestiniens comme champ de tir. D'un autre côté, l'Iran, pays musulman et monarchique, pouvait serrer la patte au roi d'Arabie et à tous les sultans de la région en prêtant sa formidable armée pour mater les révoltes populaires contre le joug féodal et l'oppression nationale. C'est ainsi que l'armée du shah avait pris en charge la répression contre les Kurdes et contre le peuple omani.

Le shah d'Iran jouait en quelque sorte le rôle de trait d'union entre le terrorisme israélien et le féodalisme arabe. Quoi de plus facile puisqu'il était passé maître dans ces deux forces extrêmes de la réaction.

Il ne restait alors à l'impérialisme américain qu'à "harmoniser" le colonialisme israélien et la réaction arabe en vue d'étouffer la lutte armée du peuple palestinien, lutte redoutée tout autant par Israël que par les réactionnaires arabes. Et c'est alors que Sadate a offert sa collaboration pour signer l'infâme traité du Camp David. Le plan était sans doute bien beau mais il oublait un chose: la révolte et le courage des masses, en Palestine bien sûr, mais surtout au coeur même de l'Iran impérial.

Et c'est ainsi que la révolution en Iran va venir bouleverser les plans de l'impérialisme yankee.

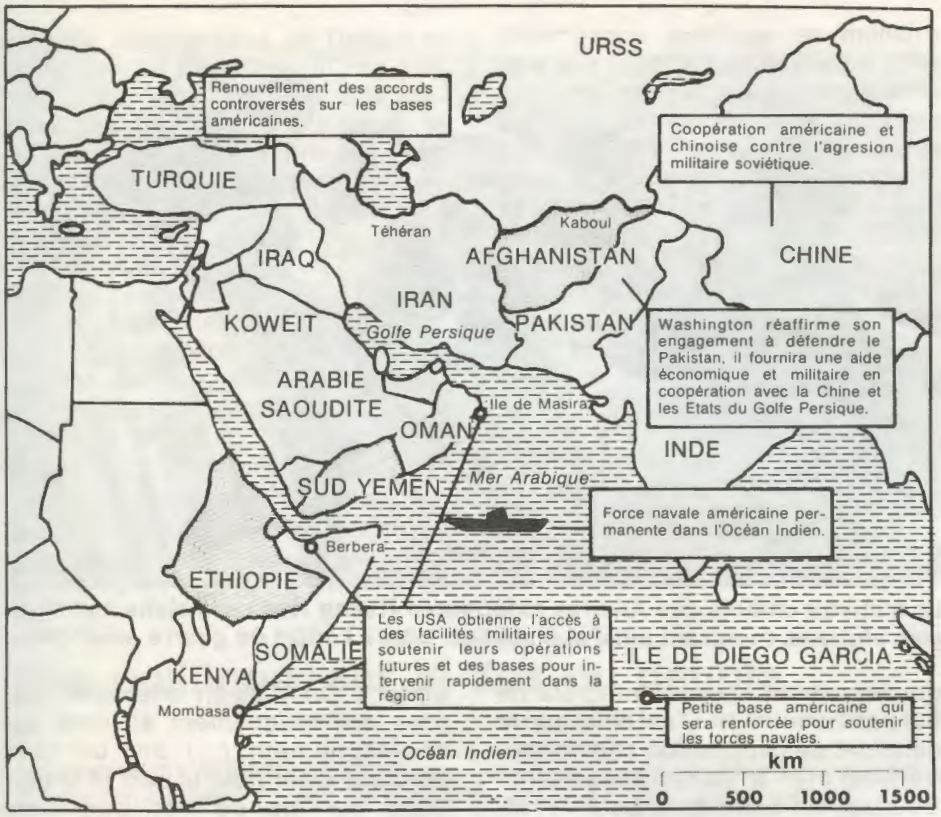
Il faut savoir en effet qu'en Arabie saoudite, il y a une population de 300,000 musulmans chiites fournissant 35% de la main-d'oeuvre de l'importante société pétrolière Aramco. Il faut savoir aussi qu'il y a 75,000 Palestiniens en Arabie saoudite. Aussi, le 27 novembre dernier, ce pays a connu de grandes manifestations lors d'une journée de solidarité avec l'Iran et contre les Etats-Unis. Pour affronter ces manifestations, le régime monarchique aurait dépêché 20,000 hommes de troupe et on rapporte que ces manifestations auraient fait cinq morts. L'occupation spectaculaire de la grande mosquée de La Mecque ne serait donc que la pointe de l'iceberg de l'agitation sociale dans ce pays. C'est ainsi que, dans le sillage de la révolution en Iran, fusionnent la lutte contre le colonialisme israélien, l'impérialisme américain et les monarchies arabes. Et cette contagion risque de s'étendre notamment au Koweit, où les chiites représentent le tiers de la population, et à Bahrein, où ils représentent 60% de la population alors que la famille régnante est sunnite.

Les rois du pétrole sont donc triplement touchés par la chute du shah. D'abord, parce que l'armée du shah leur servait de bouclier contre la révolte populaire et les menaces extérieures. Ensuite, parce que la contagion de la révolution iranienne menace directement leur pouvoir réactionnaire. Finalement, parce que les impérialistes américains sur lesquels ils s'appuient pourraient fort bien décider maintenant, considérant la faillite du régime "solide" du shah, d'intervenir directement au-dessus de leur tête pour assurer la sécurité des puits de pétrole plutôt que de procéder comme ils l'ont fait jusqu'à maintenant par gendarmes interposés.

Voilà ce qui explique aujourd'hui le mécontentement de l'Arabie saoudite face à la "doctrine Carter". D'abord, le régime monarchique tient responsable les USA pour la chute du shah et l'affaiblissement des monarchies qui en résulte. Ensuite, face au projet d'une force américaine mobile de 100,000 hommes prêts à intervenir partout dans le monde, et face à la volonté des USA d'implanter de nouvelles bases au Moyen-Orient, l'Arabie saoudite craint de perdre son rôle de gendarme local. Les régimes arabes savent maintenant que leurs puits de pétrole pourraient être occupés directement par les "marines" américains. Finalement, suite à la décision américaine de geler les avoirs iraniens aux USA, geste qualifié de "précédent dangereux" par le ministre du pétrole des Emirats arabes, les rois du pétrole craignent que leurs pétro-dollars ne s'évanouissent comme un mirage dans le désert...

Voilà ce qui explique les velléités d'indépendance des monarques arabes. Aussi, maintenant que le shah est tombé, c'est l'Arabie saoudite, rivalisant dans ce domaine avec l'Egypte, qui entend devenir le pivot de la coalition dans le golfe. C'est ainsi qu'en avril dernier, ce pays proclamait le service militaire obligatoire. Le régime a également annoncé la construction d'une cité militaire de $8.5 milliards et entend fournir $100 millions pour l'armement de l'Oman. Et, faut-il le rappeler, toutes ces "pétro-armes", il faut les compter dans l'arsenal de l'impérialisme américain dans la région. Car malgré les velléités d'indépendance et les alliances instables dans certains pays, il faut se rappeler que les USA demeurent et maintiennent leur mainmise sur la majorité des pays de la région qui leur sont le plus souvent totalement inféodés.

Dans les conditions actuelles de la crise, le pétrole devient un enjeu de taille pour tous les impérialistes. C'est pourquoi le Moyen-Orient occupe une position si importante en cas de guerre.



Les suites du Camp David

Finalement, pour compléter le portrait de la région, il faut rappeler que pour bien tenir en main le Moyen-Orient, Carter devra, selon ses propres dires, "résoudre la question palestinienne sous tous ses aspects". Car, il est clair que le complot du Camp David et du traité de paix entre Israël et l'Egypte, ne semble pas, dans les circonstances actuelles, devoir rallier les régimes arabes, malgré la volonté de Sadate de remplacer le shah comme gendarme régional.

De plus en plus isolé dans le monde, Israël est au bord de la faillite économique avec une inflation de 115% en 1979 et un budget national consacré à 60% à la défense et au remboursement de la dette. Et cela, c'est sans parler des $15 milliards de déficit de la balance des paiements en 79!

Principal appui américain dans la région, le colonialisme israélien commence à coûter cher: les colonies juives en territoire palestinien renforcent l'unité des Palestiniens autour de l'OLP; le soutien d'Israël aux chrétiens d'extrême droite au Liban pousse de nombreux Libanais à une alliance pratique avec les Palestiniens; l'occupation par Israël de territoires de la Jordanie et de la Syrie pousse ces pays vers l'URSS et l'Europe; l'alliance d'Israël avec les racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie suscite la révolte des peuples d'Afrique contre le sionisme et les USA; l'occupation de Jérusalem par les sionistes est une véritable provocation contre l'Arabie saoudite, etc. Et tout cela, ne rapporte pas grand chose aux monopoles américains dont certains commencent à voir le colonialisme israélien comme un obstacle à la politique néo-coloniale de dépendance financière qui les a très bien servis jusqu'à maintenant.

Voilà pourquoi plusieurs pays européens ont préféré se rapprocher de l'OLP. Voilà pourquoi aussi, la bourgeoisie américaine est divisée sur cette question. Là-dessus, le texte de Carter est très clair. Il s'agit pour la Maison blanche d'atténuer l'expansionnisme israélien tout en maintenant intact "la paix et la sécurité d'Israël', véritable blockhaus américain au Moyen-Orient. Parallèlement, Washington serait prêt à reconnaître un territoire autonome palestinien en contrepartie de la reconnaissance d'Israël par l'OLP. Offrant son "aide" néo-coloniale à ce nouvel "Etat" palestinien, surveillé de près par l'armée israélienne, Washington voudra sans doute ainsi contrer le risque que l'Union soviétique n'en profite pour s'installer au coeur du Moyen-Orient. Mais, les jeux sont loin d'être faits et les USA préparent en parallèle les conditions d'une intervention armée directe au Moyen-Orient, au cas où ses alliés décideraient de faire la mauvaise tête et de se mettre à l'heure de Moscou. Et pour réaliser ce plan, les USA doivent nécessairement resserrer l'unité de l'OTAN et du bloc des pays occidentaux.

Les impérialistes européens et la "doctrine Carter"

Il faut que l'Occident *"chante en harmonie, mais pas à l'unisson" (10)!* Cette déclaration de lord Carrington, le ministre britannique des Affaires extérieures, résume bien le point de vue qui domine, malgré des nuances importantes, parmi les gouvernements des pays impérialistes alliés aux USA. Il faut voir en effet que pour arriver à ses fins face à l'URSS, la Maison blanche doit d'abord consolider son pacte agressif de l' OTAN. Pour cela, les USA doivent arriver à s'imposer comme chef de file incontesté des pays impérialistes occidentaux. Et, tel un groupe de bandits qui discute de la division du butin avant de faire son coup, les diverses bourgeoisies impérialistes entendent bien, en se ralliant derrière les USA et l'OTAN,

10. *Le Monde*, 5 février 1980

conserver, chacune pour elle, leurs cartes maîtresses.

En fait, malgré la réflexion de Carrington, ce n'est certes pas en Grande-Bretagne qu'on va trouver, dans le choeur des impérialistes occidentaux, le plus de variations par rapport aux USA. Le gouvernement Thatcher, tout comme le gouvernement de Joe Clark au Canada avant d'être renversé, a en effet choisi de suivre en droite ligne le point de vue américain. En fait, c'est surtout l'Allemagne et la France qui, comme le déclarait Gensher, le ministre des Affaires extérieures de la République fédérale allemande (RFA), entendent travailler à ce que *"l'Europe ait son rôle à jouer dans la stratégie globale de l'Occident"* (11).

Est-ce à dire que la RFA et la France seraient moins impérialistes, moins réactionnaires et moins agressifs que les Etats-Unis? Pas le moins du monde.

D'ailleurs, la déclaration commune franco-allemande, signée au début de février, joint à la condamnation sans équivoque de l'intervention soviétique en Afghanistan un engagement très ferme face à l'OTAN. Cependant, en affirmant que *"la détente ne résisterait pas à un nouveau choc du même ordre"* (12), la déclaration indique que l'Allemagne et la France se donnent encore une chance avant de mettre un terme à des liens économiques qui leur ont permis d'exporter des capitaux et des marchandises dans les pays révisionnistes. Et, c'est justement cette pénétration des marchés d'Europe de l'Est qui a contribué à minimiser pour eux, par rapport à d'autres pays, notamment les USA, les séquelles de la crise. C'est cet avantage comparatif que veulent protéger la France et l'Allemagne, tout en participant de plein pied aux préparatifs de guerre du camp impérialiste occidental. Voilà donc le sens véritable de la prétendue "indépendance" de l'Europe. D'ailleurs, il faut dire que les impérialistes européens ne partagent pas tous au même titre cette politique, comme l'illustre la décision majoritaire du parlement européen d'emboîter le pas aux USA dans le boycottage des Jeux de Moscou.

Même en RFA, le point de vue du gouvernement social-démocrate ne fait pas l'unanimité. C'est ainsi que le candidat de l'opposition chrétienne-démocrate à la chancellerie, Strauss, fait campagne pour le raffermissement de l'entente avec Washington. Il faut signaler également que la RFA, tout comme le Japon d'ailleurs, dépend depuis la défaite de la dernière guerre mondiale de la tutelle militaire américaine. En fait, non seulement l'impérialisme américain dispose-t-il de bases militaires en Allemagne — de même que le Canada d'ailleurs — mais encore, il y entrepose des armes nucléaires et va y installer pour 1983 des missiles de croisière Pershing-2 capables d'atteindre l'URSS.

Le ministre chinois des Affaires extérieures Huang Hua rend visite aux réfugiés afghans, montrant ainsi son soutien total à l'effort de guerre américain.

D'ailleurs, comme le signalait Gensher, le ministre des Affaires étrangères de la RFA, *"la sécurité de l'Europe ne peut pas être garantie sans les Etats-Unis, chacun doit voir cela clairement"* (13). Aussi, en assurant que la RFA suivrait les USA si ces derniers décidaient de boycotter les Jeux de Moscou, Gensher devait rajouter: *"Si on compte sur la solidarité américaine en faveur de Berlin libre, alors les Allemands ne peuvent pas refuser leur solidarité aux Américains"*(14)!

Mais, outre cette dernière chance — plutôt timide — pour la "détente", le communiqué conjoint franco-allemand contient une autre "nuance" par rapport à la "doctrine Carter". On y lit en effet que *"les pays authentiquement attachés au non-alignement (...) ont un rôle propre à jouer pour la paix et la stabilité du monde"* et que *"les puissances européennes ont des responsabilités particulières de concert avec leurs alliés"* pour voir à garantir *"les équilibres fondamentaux"* (15).

Ces "responsabilités", ce sont celles de maintenir et d'élargir leur propre réseau de dépendance parmi les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Aussi, comme on pouvait le lire dans un communiqué de l'Elysée suite à l'intervention française à Gafsa (*), *"la France reste profondément attachée à la stabilité politique en Méditerranée, à l'indépendance et à la sécurité des Etats, et notamment à celles de la Tunisie"* (16) En d'autres mots, l'ancienne France coloniale veille au grain en Afrique du Nord, et en Afrique francophone en général, en vue de maintenir en place des régimes néo-coloniaux, ultra-réactionnaires et ré-

---

(*) Il s'agit ici d'une attaque de commandos organisée dans des circonstances nébuleuses contre cette ville de Tunisie au début de février, et où la Libye aurait apparemment été impliquée. La France a fourni une aide militaire logistique à l'armée tunisienne.

11. Idem
12. *Le Monde*, 6 février 1980
13. *Le Monde*, 5 février 1980
14. Idem
15. *Le Monde*, 6 février 1980
16. *Le Monde*, 3-4 février 1980

pressifs, comme ceux de Tunisie et du Maroc. La France va même jusqu'à organiser elle-même, à la manière des Soviétiques à Kaboul, le renversement de ses marionnettes qui ne font plus l'affaire, comme en République centrafricaine par exemple.

Voilà pour la France ce que veut dire le "non-alignement", c'est-à-dire la possibilité pour les impérialistes "secondaires" de maintenir leur propre zone d'hégémonie, tout en participant de plein pied avec les USA à la préparation de la guerre contre l'empire russe.

On pourrait faire une analyse assez semblable de la position du Japon, coincé entre ses intérêts économiques en Iran et en URSS et sa dépendance politique et militaire face aux USA. Il faut savoir en effet que 12% du pétrole japonais provient de l'Iran et que le Japon est engagé dans un projet de construction d'un gigantesque complexe pétrochimique en Iran évalué à $3.3 milliards. Une situation semblable existe par rapport au voisin soviétique qui fournit des ressources naturelles au Japon et cherche des capitaux pour les développer. Aussi, même si, selon Habib, conseiller du secrétaire d'Etat américain, *"l'orientation fondamentale du gouvernement japonais est de faire preuve au maximum de sa solidarité avec les autres pays industrialisés"* (17), il est clair que le Japon attend, avant de traduire cette "solidarité" dans les faits, de fermes garanties économiques de la part des USA.

On comprendra alors toute l'importance qu'a donnée Carter dans son discours à la "réconciliation" avec l'Iran, afin de ramener les bourgeois nationalistes qui ont pris la tête du pays dans le giron américain. On comprendra aussi l'importance que Carter accorde à la Chine dont les liens avec les USA sont présentés comme un gage pour la paix et la stabilité en Asie et dans le Pacifique Ouest". L'impérialisme japonais, en particulier, compte beaucoup sur l'ouverture du marché chinois, surtout sur ses ressources pétrolières, pour tirer son épingle du jeu.

17. *Le Monde*, 20-21 janvier 1980

Une politique sur le dos du peuple

Le troisième et dernier élément de la "doctrine Carter", c'est de mobiliser le peuple à la guerre. *"Mais pour être fort à l'étranger, nous devons demeurer fort chez nous"* (18). Ce crédo de toute bourgeoisie impérialiste, Carter entend l'appliquer pleinement en soutenant son offensive contre les masses par une formidable campagne de chauvinisme.

> *"En réponse à l'acte répugnant en Iran, (la prise d'otages à l'ambassade américaine — NDLR) notre pays s'est levé et unifié comme jamais auparavant en période de paix"* (19).

Profitant de cette "unité" de la nation, Carter engage le peuple à l'*"effort et au sacrifice"* (20). Il propose un programme énergétique, ce qui va probablement signifier, comme dans le budget Clark au Canada, une diminution importante du pouvoir d'achat des travailleurs. En même temps, il promet une réduction du déficit budgétaire, ce qui, avec l'augmentation des budgets militaires, signifie des coupures dans les services sociaux. Finalement, Carter parle d'un *"accord national historique avec le mouvement syndical pour restreindre les augmentations de salaire dans un combat de bonne foi contre l'inflation"* (21).

S'attaquant à une des grandes victoires du mouvement d'opposition à la guerre du Vietnam, c'est-à-dire la fin de la conscription, Carter demande que *"nous puissions commencer le recensement afin d'être prêt si nécessaire à répondre rapidement à de futurs besoins de mobilisation"* (22). Revenant sur les mesures de contrôle imposées sur la CIA après le scandale du Watergate, Carter entend rétablir pleinement les campagnes de subversion de la CIA:

> *"nous avons besoin de lever les restrictions injustifiées qui hypothèquent nos capacités de colliger des renseignements (...). Un service de renseignements efficace est vital pour notre sécurité nationale"* (23).

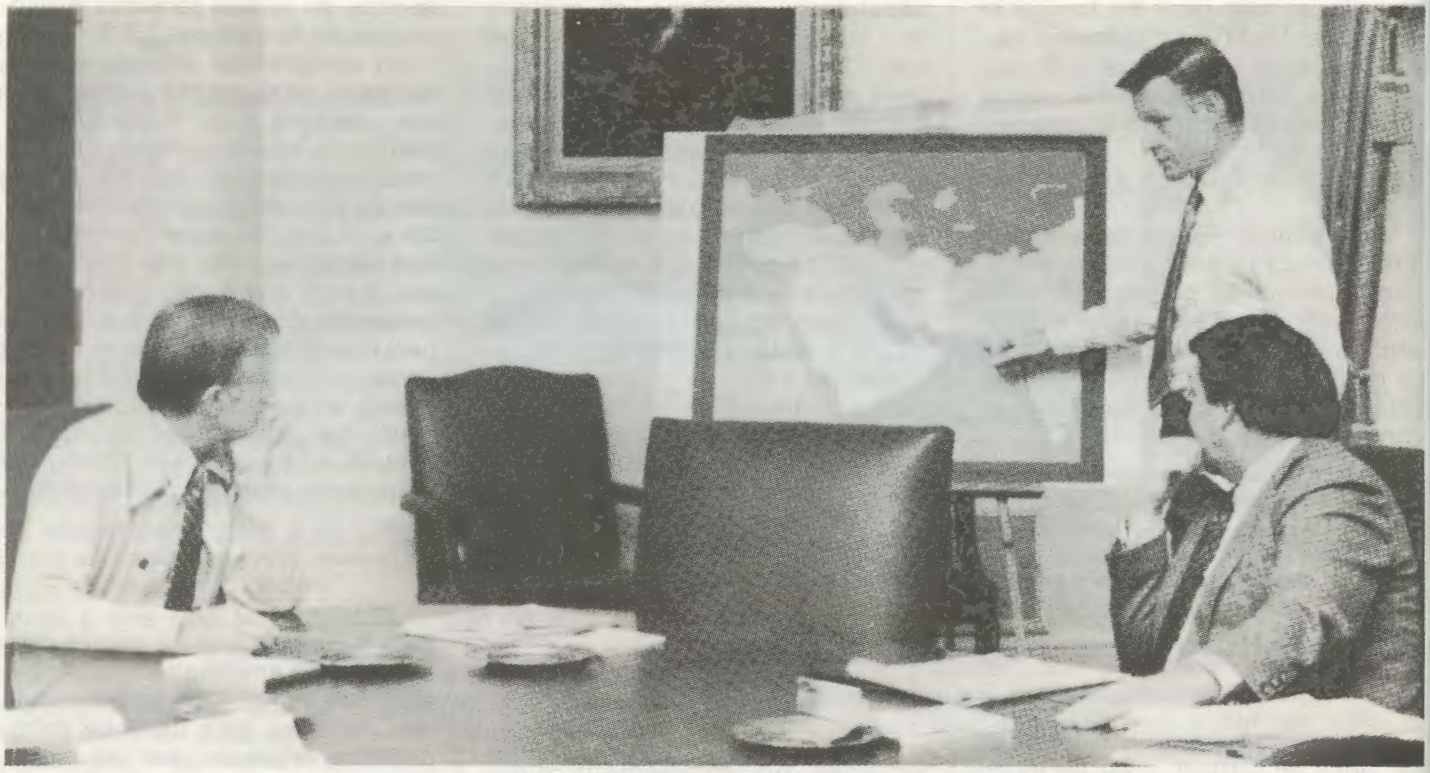
La campagne présidentielle en cours aux USA fournit une illustration claire de cette volonté de la bourgeoisie américaine de faire accepter plus que jamais au peuple américain la politique de guerre et les mesures de crise.

La bourgeoisie américaine n'a que faire des timides réformes de Kennedy et elle lui a bien fait savoir en optant ouvertement pour Carter et son rival républicain Reagan bien connu pour ses idées réactionnaires.

Il est donc clair que ce sont les ouvriers américains qui vont faire les frais de la politique de guerre de la bourgeoisie américaine. Comme ce sont aussi les ouvriers canadiens qui vont faire les frais de cette même politique pratiquée par les capitalistes au Canada. Car, s'ils sont divisés sur le partage du butin à l'intérieur du pays, "nos" bourgeois se retrouvent soudainement tous unis lorsqu'il s'agit de participer, de concert avec Washington, à la démagogie anti-iranienne, et au renforcement de l'armée canadienne et de l'OTAN.

18. *New-York Times*, 24 janvier 80
19. Idem
20. Idem
21. Idem
22. *New-York Times*, 24 janvier 80
23. Idem

R. Reagan



Une politique qui prépare une crise encore plus grave

Sur le plan économique, cette nouvelle poussée du militarisme américain est une autre fuite en avant de la bourgeoisie pour tenter de sortir de la crise économique et consolider les profits. Intervenant à la veille d'une récession, et au moment où le dollar américain continuait sa dégringolade, cette augmentation massive du budget militaire, qui pour la première fois depuis 1969 dépassera l'augmentation du produit national brut, est susceptible de relancer temporairement l'économie des USA et des pays alliés engagés dans le même mouvement. En même temps, la "crise du pétrole", qui déjà a amené une augmentation considérable des profits des compagnies américaines de pétrole, risque encore d'être utilisée pour consolider à nouveau les profits. On sait que les milliards de dollars engloutis en dépenses improductives lors de la guerre du Vietnam ont constitué une des raisons majeures de la crise inflationniste qu'on connaît depuis lors. Aussi, le nouveau programme de dépenses militaires, combiné à la majoration artificielle des prix des ressources énergétiques, ne pourra avoir d'autre effet, à moyen terme, que de créer les conditions pour un approfondissement plus important encore de la crise économique et de l'inflation. A moins, bien entendu, que la guerre, et la destruction massive des moyens de production qu'elle implique, ne vienne créer les conditions, pour les vainqueurs, d'une nouvelle période de "paradis pour les profits"...

Car, telle est, en effet, la loi de l'impérialisme où la guerre, sur le plan politique et militaire, n'est que l'extension de la guerre économique que se livrent les grands groupes monopolistes dont les Etats des grandes puissances sont les représentants politiques. De la même façon que les plus grands monopoles se renforcent à même la faillite des concurrents, de la même façon les plus grands impérialistes se renforcent à même la défaite des puissances impérialistes plus faibles. Et dans les deux cas, c'est sur le dos de la classe ouvrière et des peuples que se livre cette bataille de bandits. Il aura fallu 50 millions de morts lors de la Deuxième Guerre mondiale pour que les impérialistes américains puissent profiter de l'affaiblissement des impérialistes d'Europe et du Japon. De nouveau, le monde est trop étroit, et les masses populaires trop pauvres, pour permettre à la machine industrielle capitaliste de tourner au même rythme, et avec les mêmes profits.

Voilà pourquoi, pour les impérialistes russes, américains et leurs alliés, endettés jusqu'au cou et armés jusqu'aux dents, la guerre pour contrôler de nouveaux pays, de nouveaux marchés, de nouvelles ressources naturelles, constitue la seule alternative pour sortir de la crise.

Le prolétariat doit-il se ranger dans un camp ou un autre?

Il doit donc être clair que l'impérialisme occidental, USA en tête, entend riposter à l'offensive de l'impérialisme soviétique en se lançant à pas accélérés dans les préparatifs de guerre. Pour cela, les USA entendent diriger la consolidation de tout un réseau d'alliances réactionnaires destinées à tenir les peuples en laisse. Car, c'est bel et bien la classe ouvrière des pays impérialistes, et les peuples opprimés en général, qui vont faire les frais de cette nouvelle politique militariste de l'impérialisme.

Cette nouvelle situation a fourni à tous les opportunistes et faux socialistes l'occasion qu'ils attendaient pour cautionner, les uns l'invasion de l'Afghanistan et les autres, bien plus nombreux il faut le constater, la nouvelle stratégie de l'impérialisme occidental. C'est ainsi par exemple que le représentant officiel du révisionnisme chinois au Canada, le Parti communiste ouvrier (PCO), est parti en campagne électorale en reprochant à Joe Clark et aux conservateurs d'être *"mous face à l'agression soviétique (24)"*! Qu'est-il donc arrivé au *"seul parti qui défend une politique étrangère indépendante des Etats-Unis et de l'Union soviétique" (25)* ?

Le PCO aurait-il oublié que son programme demande le retrait du Canada de l'OTAN et de NORAD?

Il est arrivé ce qu'il arrive le plus souvent aux nationalistes bourgeois. A la veille des élections, ils proclament haut et fort l'indépendance du pays, et le lendemain ils sont les premiers à faire accepter la défense des intérêts impérialistes canadiens dans le monde en alliance avec l'impérialisme américain. C'est ce qu'avait fait, avant le PCO, le premier ministre Mackenzie King qui au lendemain de l'élection de 1940 oubliait ses promesses électorales pour proclamer la conscription. C'est la même politique que suit Ed Br0adbent qui durant la dernière campagne électorale a promis aux bourgeois du pays qu'il ferait retirer du programme du NPD l'article qui réclame le retrait du Canada de l'OTAN... une revendication "désuète" qui ne correspond plus aux réalités "nouvelles". Cela ne l'empêche pas lui non plus de lutter contre les monopoles américains.

Pour le prolétariat, suivre cette voie, c'est se condamner, un jour ou l'autre, à servir de chair à canon pour faire marcher la machine impérialiste. C'est se condamner à accepter dans la même logique les mesures de crise qui accompagnent inévitablement la politique de guerre.

Les impérialistes canadiens n'ont peut-être pas engagé les préparatifs pour conscrire le peuple comme aux USA, mais faudrait-il attendre qu'ils le fassent pour réagir? Certes non. Les bourgeois du Canada sont dès aujourd'hui engagés dans l'augmentation des budgets militaires et toute une campagne visant à soutenir l'effort américain. Ce n'est pas pour rien que le premier ministre Trudeau a jugé bon le soir même de son élection de rappeler au peuple canadien que notre voisin du sud était "le plus grand ami du Canada". La réponse du prolétariat ne doit donc pas se faire attendre.

Les impérialistes veulent préparer le peuple à la guerre. Leur message est clair. Préparons-nous à leur répondre non. Non aux budgets militaires, non aux coupures de toute sorte, non à la campagne chauvine pour la défense du "monde libre".

Il ne s'agit pas d'être alarmiste. Il s'agit de comprendre où résident les intérêts du prolétariat dans toute cette affaire, c'est-à-dire du côté des peuples du monde et non des impérialistes.

---

24. *La Forge*, vol. 5, no 3, p. 3
25. *La Forge*, vol. 5, no 4, p. 2

Le mouvement national québécois dans les années 60

Manifestation contre le bill 63 en 1969.

Le gouvernement du Parti québécois s'apprête d'ici quelques mois à poser sa question au peuple québécois. Cette question tant attendue on la connaît maintenant. Il s'agit de demander aux Québécois de donner un mandat au gouvernement de négocier une souveraineté qui dépend de la volonté ou non du gouvernement fédéral d'accepter aussi une association économique avec le Québec. Et comme si ce n'était pas suffisant, le PQ a bien pris le soin d'ajouter que de toute façon, la réponse à cette question n'engageait en rien le statut politique du Québec. Ce n'est qu'après un processus de négociations qui peut durer des années que le peuple aura enfin à se prononcer sur une proposition dont la nature précise sera définie entre bourgeois du Québec et bourgeois du Canada anglais.

Le marchandage politique qui a entouré la présentation de la question, de même que sa formulation ont soulevé l'indignation. Des fédéralistes, et même des indépendantistes de longue date comme Pierre Bourgeault et Pierre Vallières (*) ont critiqué l'opportunisme politique évident qui se cache derrière cette manoeuvre. Après 111 ans de Confédération, le Québec n'a jamais eu l'occasion une seule fois de se prononcer sur son avenir politique, sur son appartenance ou non au Canada, et voilà que le PQ, depuis qu'il est au pouvoir, ne cesse de reporter l'échéance de ce choix.

Pour plusieurs, la question référendaire, c'est la goutte qui a fait déborder le vase. Cette question n'est pourtant que l'aboutissement d'une démarche qui a amené le PQ depuis 1968, l'année de sa fondation, à mettre un terme à tous les espoirs qu'il avait suscités parmi le peuple québécois.

Les militants progressistes, les étudiants, les femmes, les travailleurs qui manifestaient à la fin des années 60 dans les rues de toutes les villes du Québec contre l'oppression nationale ont aujourd'hui raison d'être déçus. Le jeu du PQ vient plus que jamais d'apparaître au grand jour: récupérer le vaste mouvement national qui s'est développé dans les années 60 au profit des intérêts des bourgeois francophones du Québec. Et les Québécois s'aperçoivent aujourd'hui que ces intérêts se réalisent dans le marchandage des droits nationaux pour lesquels ils ont lutté.

Si le bilan des 20 dernières années de lutte contre l'oppression nationale au Québec peut paraître amer pour plusieurs, il convient surtout de bien comprendre les causes de cette situation où on a vu la lutte des couches populaires contre l'oppression nationale récupérée au profit du marchandage électoral le plus abject. Il convient surtout d'en tirer les leçons afin que l'histoire ne se répète plus.

C'est ce que nous tenterons de faire dans cet article en retraçant les principales manifestations du mouvement national québécois durant les années 60, ainsi que les facteurs qui ont amené le PQ à l'ériger en dirigeant incontesté de la lutte contre l'oppression nationale au Québec. Comme l'affirme si souvent le PQ lui-même, son projet de classe prend racine au début des années 60 au moment de ce qu'on a appelé la "Révolution tranquille".

"Maîtres chez nous"

La "Révolution tranquille" est cette période de l'histoire du Québec qui a vu succomber le régime Duplessis de l'Union nationale et lui succéder "l'équipe du tonnerre" de Jean Lesage.

Les transformations engendrées par la "Révolution tranquille" prennent leur source dans le développement économique qui va suivre au Canada la Deuxième Guerre mondiale. Sorti intact de cette guerre, totalement engagé dans "l'aide" à la reconstruction de l'Europe, le capitalisme canadien va connaître une période d'expansion intense. C'est à cette époque qu'on assiste à l'ouverture de la voie maritime du St-Laurent; à l'ouverture des mines du Nord-Est québécois, Shefferville, Gagnon, etc. Cette période coïncide avec la pénétration de plus en plus massive du capital américain plus massive du capital américain au Canada. Les investissements américains augmentent au Canada de 1950 à 1960 de 250%. Ces grandes transformations ne manqueront pas de modifier considérablement la structure des classes au Québec. Progressivement, les campagnes sont désertées au profit des villes, l'agriculture prend de moins en moins d'importance au profit de l'industrie, de l'extraction des matières premières et surtout des services. Progressivement donc, le régime Duplessis qui s'était toujours appuyé en bonne partie sur les agriculteurs, verra sa clientèle diminuer. Cette période de développement économique a fait naître de nouveaux espoirs parmi les bourgeois du Québec en même temps qu'elle verra se développer de nouvelles couches du prolétariat et de la petite bourgeoisie qui seront les acteurs principaux des transformations importantes qui vont marquer les années 60.

Plus qu'un changement de gouvernement au pouvoir, le début des années 60 représente une période durant laquelle l'Etat bourgeois, et en particulier son palier provincial au Québec, va s'adapter aux nouveaux besoins d'expansion du capitalisme, amorcée durant la période d'après-guerre. On assiste à une vaste entreprise de modernisation des rouages de l'Etat québécois, en particulier dans les domaines de l'éducation, des affaires sociales, de l'économie et de la finance.

C'est davantage dans le domaine économique que les réformes du gouvernement Lesage auront le plus de conséquences à long terme. En 1961, le Conseil économique du Québec a pour mandat d'élaborer un plan d'aménagement économique. C'est de ce plan que surgiront les principales réformes économiques du gouvernement libéral de 1961 à 1966.

La pièce maîtresse de ce plan, c'est la nationalisation de l'électricité en 1962 dont le principal artisan sera René Lévesque.

Cette nationalisation concentre entre les mains de l'Etat un puissant instrument de développement économique qui est devenu aujourd'hui le plus gros monopole d'Etat au pays. Elle libère du même coup une masse importante de capitaux qui pourront être investis dans des secteurs plus rentables que l'électricité. Les éléments francophones parviennent à profiter de 30% à 33% des achats totaux de l'Hydro-Québec en 1964 (**) et le groupe Power Corporation obtient, grâce à cette opération, les liquidités nécessaires pour diversifier ses opérations.

Pour financer ses opérations, le gouvernement québécois va créer en 1965 la Caisse de dépôts et de placements qui administre les fonds perçus par la Régie des rentes et la Régie de l'assurance récolte. A l'été 1969, on percevra ainsi 1 million de dollars par jour ouvrable.

(*) Deux personnalités connues dans les milieux nationalistes québécois. Le premier fut président du Ralliement pour l'indépendance nationale (RIN) dans les années 60, puis militant du PQ; le second fut membre du Front de libération du Québec (FLQ) et se rallia par la suite au PQ.

(**) Selon les données recueillies par Carol Jobin, *Les enjeux économiques de la nationalisation de l'électricité*, Ed. Albert Saint-Martin, Montréal, 1978, p. 114.

En 1960, René Lévesque s'adresse à un congrès de la Fédération du travail du Québec afin de recueillir le soutien des travailleurs à la "Révolution tranquille".

Toutes ces transformations, ainsi que celles qui auront lieu dans le domaine des affaires sociales et de l'éducation vont contribuer à grossir considérablement les effectifs de l'appareil d'Etat. On assiste à l'accroissement du nombre de fonctionnaires en même temps qu'à leur prolétarisation plus poussée.

Ce rappel très sommaire des principales réalisations de la "Révolution tranquille" devrait être suffisant pour nous convaincre que la bourgeoisie québécoise aborde les années 60 avec de grands projets. Ces projets vont constamment se buter aux structures fédérales existantes d'autant plus que depuis la fin de la guerre, le gouvernement fédéral tente d'élargir ses pouvoirs de juridictions à des domaines jusque là réservés aux provinces comme les communications et les richesses naturelles, etc. Déjà le gouvernement Lesage était entré en contradiction avec le gouvernement fédéral sur de nombreuses questions. La création de la Régie des rentes faisait suite au refus de Lesage d'adhérer au Canada Pension Plan. C'est par la voie de négociations constitutionnelles que le gouvernement Lesage tentera constamment de rapatrier plus de pouvoir au Québec. Ce n'est donc pas sans raisons que le PQ appelle aujourd'hui les Québécois à poursuivre ce qui a été amorcé par la "Révolution tranquille". Les bourgeois du Québec ont vu là les immenses perspectives que leur offrait le pouvoir politique en terme de développement économique.

Mais plus important encore, ces bouleversements vont amener au Québec un bouillonnement sans précédent de toutes les luttes syndicales, sociales et nationales. Si bien qu'à peu près toutes les classes vont se mettre en mouvement et formuler leur revendications. C'est autour de la lutte contre l'oppression nationale que vont se cristalliser ces luttes pour donner naissance à un vaste mouvement national embrassant de très larges couches du mouvement ouvrier, de la jeunesse, des femmes et de la petite bourgeoisie. Ce mouvement va culminer à la fin des années 60. Mais dès le début de la décennie, le mouvement nationaliste québécois commence à se manifester.

"Le Québec aux travailleurs", "Le Québec aux Québécois"

Ces deux slogans résument bien le contenu du mouvement national québécois des années 60, de même que les tendances qui vont progressivement s'y affronter. Faut-il rappeler que sous ces mots d'ordres, ce ne sont pas des dizaines, mais des centaines de milliers de travailleurs, de jeunes, de femmes qui se sont mobilisés pour revendiquer la fin de l'oppression nationale du Québec, le droit de parler français au travail, la fin du chauvinisme, de la discrimination et des privilèges accordés à la nation canadienne-anglaise.

Ce mouvement va aussi se conjuguer au développement de la lutte des travailleurs contre l'exploitation capitaliste, pour les droits syndicaux, à la lutte des étudiants pour la liberté d'expression et contre une école chargée de produire des chômeurs et des travailleurs dociles; au soutien internationaliste à la lutte des peuples indochinois, des Noirs américains, etc.

* * *

Dès novembre 1972, les déclarations chauvines de Donald Gordon, président du Canadien national, qui affirmait pouvoir se passer des francophones dans son entreprise, avaient déclenché des manifestations dans à peu près tous les coins du Québec. On assiste en 1963 aux premières vagues du Front de libération du Québec (FLQ) qui fait sauter quelques statues de la reine ou de Dollard des Ormeaux. On a connu aussi le "samedi de la matraque" en 1964 lors de la visite de la reine à Québec. Ces premières manifestations du mouvement nationaliste des années 60 montrent un aiguisement certain de la lutte contre l'oppression nationale au Québec. Mais le mouvement nationaliste québécois demeure néanmoins un mouvement limité à certains éléments de la petite bourgeoisie. Ses revendications sont étroitement nationalistes. On s'attaque à la reine, aux symboles de la domination anglophone et non pas aux capitalistes. Le mouvement nationaliste est loin d'être associé alors aux luttes du mouvement ouvrier. Bien au contraire, les directions syndicales accordent alors leur appui entier aux réformes du gouvernement Lesage et se méfient comme de la peste du mouvement nationaliste largement identifié au régime obscurantiste de Duplessis.

Cette première période du mouvement nationaliste des années 60 correspond aussi à la création du Ralliement pour l'indépendance nationale (RIN). Fondé en 1962, le RIN est le premier parti politique ouvertement indépendantiste sur la scène québécoise. Son programme n'a rien de très "révolutionnaire". Le RIN réclame la rupture de tous les liens fédéraux afin d'assurer le développement d'un capitalisme québécois authentiquement indépendant. L'influence du RIN demeure encore marginale, il ne récolte que 8% des suffrages aux élections de 1966 et ne réussit pas à pénétrer le mouvement ouvrier dont une fraction (la FTQ) donne son appui au très fédéraliste NPD issue entre autre du CTC en 1960.

Ainsi, au début des années 60, le mouvement indépendantiste exerce-t-il très peu d'influence sur le mouvement ouvrier. Et à cause de cela justement, il demeure un mouvement qui n'arrive pas vraiment à prendre son envol.

Ce n'est que dans les années qui vont suivre que le mouvement national québécois, d'une force marginale, va devenir un puissant mouvement qui ralliera de larges secteurs de la population québécoise. Le mouvement va se radicaliser, en même temps qu'il va tenter d'imposer sa solution à toutes les contradictions que rencontre le mouvement ouvrier québécois et la société québécoise.

* * *

Dès le milieu des années 60, les illusions de la "Révolution tranquille" sont en train de s'effriter dangereusement. De 1966 à 1970, c'est la récession économique; le chômage monte de 4.7% à tout près de 8% et la hausse des prix atteint le cap des 3%. Pour le gouvernement québécois le temps est venu de mettre un terme aux "réformes", et le peuple québécois s'aperçoit qu'il a été berné une fois de plus.

La Commission Laurendeau Dunton révèle que les Québécois sont de plus en plus l'objet de discrimination dans l'emploi et au travail. Il n'y a que les Italiens et les Autochtones qui ont des revenus plus bas. Les universités et les collèges anglophones jouissent de privilèges financiers révoltants, l'assimilation apparaît comme un phénomène réel lié aux conditions économiques. Et pardessus le marché, on se prépare à fêter le centenaire de l'oppression nationale des Québécois.

Les travailleurs de la fonction publique qui ont gagné le droit de grève en 1966 se font imposer lois spéciales, décrets et injonctions l'un après l'autre dès qu'ils tentent de l'exercer, sans compter qu'on emprissonne leurs dirigeants. Ce ne sont donc pas les nombreux comités paritaires (gouvernement/syndicat) créés durant la "Révolution tranquille" qui y ont changé quelque chose. Les étudiants, même instruits, n'ont d'autre perspective que le chômage, et à l'école ils vivent des conditions économiques loin endessous du seuil de la pauvreté. Là aussi la collaboration de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) avec le ministre de l'Education pour refondre le système de prêts et bourses n'y a rien fait. On avait promis aux Québécois qu'ils seraient "Maîtres chez eux", en fait, ce sont toujours les capitalistes qui sont "Maîtres chez eux". Là aussi la création de monopoles d'Etat québécois pure laine n'y a rien fait.

Les travailleurs québécois et les couches populaires font donc l'expérience de l'échec du réformisme prôné par la "Révolution tranquille". La leçon est amère et mènera à la radicalisation de toutes les luttes ouvrières et populaires qui se rassemblent autour de la lutte contre l'oppression nationale.

De 1966 à 1970, on assiste à un développement important des grèves ouvrières parmi lesquelles les luttes des employés du secteur public jouent un rôle important.

Le 24 juin 1968, aux célébrations de la St-Jean Baptiste, des centaines de militants nationalistes, dont ceux du RIN, attaquent l'estrade d'honneur à coup de pavés. Sur l'estrade, à côté de l'élite locale, on retrouve celui qui mène depuis des semaines une campagne électorale axée sur la négation de l'existence de la nation québécoise: P.E. Trudeau qui allait le lendemain redevenir premier ministre du Canada. Durant l'année 28 le Québec est traversé par une vague d'occupations qui gagne tous les cégeps de la province où le mouvement nationaliste est très influent.

Le 24 juin 1968, les manifestants nationalistes s'attaquent à l'estrade d'honneur lors du défilé de la St-Jean Baptiste à Montréal. Sur l'estrade, bravant les manifestants: P.E. Trudeau, qui sera réélu premier ministre le lendemain. La manifestation sera réprimée violemment.

Au printemps 1968, un événement illustre plus que tout autre le caractère que prend le mouvement national durant ces années: la manifestation monstre devant l'université anglophone de Montréal, McGill.

Cette manifestation qui regroupera plusieurs milliers de manifestants est au point de départ organisée par le Front de libération populaire (FLP), une organisation qui se réclame du socialisme, sous le thème "McGill aux travailleurs". C'est le FLP qui fera tout le travail de mobilisation en dénonçant cette institution privilégiée par rapport aux universités francophones et qui est un haut lieu de formation des futurs dirigeants du pays et de cadres d'entreprises canadiennes et américaines.

Quelques jours avant la manifestation, sa direction passe entre les mains de la Ligue d'intégration scolaire (LIS), une organisation réactionnaire et nationaliste qui s'est illustrée par les affrontements avec les immigrants italiens de St-Léonard en banlieue de Montréal sur la question de l'unilinguisme français. Dès lors, on ne parle plus de "McGill aux travailleurs", mais de "McGill français". Les milliers de manifestants qui se sont rendus sur la rue Sherbrooke pour manifester contre une université au service des capitalistes et qui jouit de privilèges discriminatoires vont se retrouver derrière des dirigeants qui n'ont plus rien à voir avec le mouvement ouvrier et encore moins avec la lutte contre le capitalisme et qui vont leur demander, non plus de lutter contre les privilèges, mais de faire de McGill une université francophone à 100% au nom de la pureté de la langue française en territoire québécois. Cela donne une bonne idée de la récupération qui allait suivre.

En 1969, ce ne sont plus des dizaines, mais des centaines de milliers de manifestants qui descendent dans la rue contre le Bill 63, un bill laissant le libre choix aux parents de la langue d'enseignement de leurs enfants, mais qui en pratique aussi ne touche pas aux privilèges dont jouit la langue anglaise au Québec au plan scolaire et économique. Contrairement à la période précédente, le mouvement ouvrier sera présent dans ces manifestations et les centrales syndicales prendront position contre le bill 63.

En octobre 1969, à l'occasion de la grève des policiers de la ville de

Montréal, les garages du monopole canadien anglais Murray Hill sont mis à sac par les manifestants du Mouvement de libération du taxi. Le mouvement donne lieu à une émeute qui s'étend dans la ville et un manifestant est tué (*). Les événements prennent fin au moment où on s'apprêtait à appeler l'armée.

Ces événements sont le lot quotidien de la lutte politique au Québec et vont progresser jusqu'en octobre 1970 où le manifeste du FLQ — qui ne s'attaque plus aux statues de la reine mais aux dirigeants à la Bourse, aux politiciens — recueillera la sympathie de nombreux Québécois.

Ce rappel devrait être suffisant pour démontrer que durant toutes ces années, ce ne sont pas les parlementaires, ni les ministres négociateurs délégués aux conférences fédérales provinciales, mais bien le peuple qui se bat dans la rue contre l'oppression nationale. Il illustre que les victoires remportées dans la lutte contre la discrimination nationale l'ont été par la lutte, jamais autrement. Ce ne sont pas les députés du PQ qui ont aidé les ouvriers de l'usine General Motors à Ste-Thérèse à gagner le droit de parler français au travail, c'est la mobilisation des travailleurs.

Il est rare d'entendre rappeler ces événements pourtant importants qui ont marqué la lutte contre l'oppression nationale durant toutes les années 60. On dirait parfois qu'on a oublié les centaines de manifestants de cette époque et la répression qui s'est abattue sur eux. Ainsi, le livre blanc du PQ sur la souveraineté-association garde-t-il le silence complet sur toute cette période de la lutte contre l'oppression nationale au Québec. Le livre blanc préfère même nous vanter les luttes "épiques" du gouvernement Bourassa pour *"un nouveau partage des compétences qui eût permis la reconnaissance constitutionnelle de la nation québécoise et lui eût assuré les moyens de satisfaire à ses aspirations"* (1). Le PQ a probablement oublié que c'est ce même gouvernement Bourassa qui appela l'armée canadienne au secours en 1970 et que c'est une police bien québécoise qui a réprimé violemment les manifestations du 24 juin 68, de Murray Hill, etc. Il ne fallait pas s'attendre à autre chose d'un parti qui allait avoir pour rôle historique de saboter tout mouvement populaire de lutte contre l'oppression nationale comme on le verra plus tard.

Devant le Parlement de Québec durant les manifestations du bill 63.

Ce qu'illustre aussi le mouvement national de cette période, c'est que dans toutes ces manifestations, dans toutes les occupations, etc., le mouvement de lutte contre l'oppression nationale s'est de plus en plus étroitement associé à la lutte des travailleurs. Dans les luttes ouvrières, on se bat pour les droits nationaux et contre les multinationales américaines et canadiennes. Dans les luttes contre l'oppression nationale, on veut libérer la nation pour que le Québec appartienne aux travailleurs. Ce sont ces idées qui dominent les mobilisations populaires, les idées de la lutte pour **l'indépendance et le socialisme** comme l'illustre l'histoire du RIN à partir de 1966.

Le RIN ira de scissions en scissions. Dans le RIN se côtoient des éléments ouvertement bourgeois comme Marcel Chaput, des partisans de l'électoralisme et de l'indépendantisme "efficace" comme Pierre Bourgeault et des indépendantistes socialistes radicaux qui veulent utiliser le RIN pour faire triompher les intérêts des travailleurs. Ce sont ces derniers qui organisent des manifestations larges qui mènent souvent à l'affrontement avec les forces de l'ordre, comme la manifestation du 24 juin 1968. Le RIN sera constamment divisé entre la voie électorale et celle de l'action politique plus radicale pour qui l'indépendance n'est qu'un moyen pour en finir avec le capitalisme. On entre donc au RIN autant pour promouvoir l'indépendance du Québec que pour défendre le mouvement ouvrier et lutter contre l'oppression nationale.

Comment expliquer qu'une idée comme celle de l'indépendance, jusque là défendue par d'ardents réactionnaires, soit devenue, dans les années 60, capable de mobiliser largement le mouvement ouvrier et progressiste? Comment explique que durant ces années le mouvement indépendantiste ait pu s'imposer non seulement comme la solution à l'oppression nationale, mais aussi à l'exploitation des travailleurs?

(*) **On découvrira plus tard qu'il s'agissait d'un policier infiltré parmi les manifestants.**

1. *La nouvelle entente Québec-Canada, proposition du gouvernement du Québec pour une entente d'égal à égal: la souveraineté-association*, **Cahier spécial du journal La Presse, 2 novembre 1979, p. 12**

La naissance d'un courant: "indépendance et socialisme"

Au seuil de la "Révolution tranquille", rares étaient les défenseurs de l'indépndance politique du Québec. Cette idée n'était en fait reprise que par quelques nostalgiques de la mère patrie française et adorateurs du chanoine Lionel Groulx (*). Ce mouvement n'a aucune base sociale réelle dans la société québécoise et se limite au

(*) **Historien nationaliste québécois auteur de plusieurs ouvrages dont "Notre maitre le passé". Lionel Groulx ne cachait pas ses affinités politiques avec les fascistes de Salazar au Portugal.**

cercle restreint des lecteurs de la revue **Laurentie** et de l'Alliance laurentienne animés par Victor Barbeau. L'Alliance laurentienne regroupe d'anciens partisans de Duplessis déçus par l'échec partiel des luttes de Duplessis afin de rapatrier totalement les pouvoirs de taxation et d'imposition au Québec. Ils voient donc dans l'indépendance du Québec un puissant levier économique ainsi qu'une façon d'établir le conscensus national comme l'avait fait au Portugal le fasciste Salazar.

Mais, dans les années 60, cette situation va se transformer profondément. On verra le vieux nationalisme s'associer de plus en plus à la lutte contre le capitalisme et pour le socialisme.

Cette transformation commence par l'influence qu'aura au Québec le grand mouvement de décolonisation entrepris en Asie et en Afrique. Dans ces continents, des dizaines de pays vont accéder à l'indépendance et rejeter le joug colonial, souvent par la lutte armée contre l'impérialisme. Cet exemple a inspiré profondément les jeunes nationalistes québécois de l'époque qui cherchent une solution à l'oppression nationale centenaire du Québec, comme il a inspiré à des degrés divers le mouvement de la jeunesse dans le monde entier. Les milieux intellectuels de l'époque vont donc tenter d'appliquer les théories issues de ce mouvement révolutionnaire à la situation du Québec. On compare le Québec à l'Algérie et le gouvernement d'Ottawa à la domination coloniale française. C'est de là que date l'idée suivant laquelle le Québec est une colonie de l'impérialisme canadien et américain, une idée encore reprise aujourd'hui par plusieurs. Ce mouvement n'est pas seulement québécois; dans le reste du pays on assimile le Canada à une colonie des USA. On en vient à oublier le caractère impérialiste de la bourgeoisie canadienne, y inclus ses éléments francophones. Plus tard, le mouvement noir américain aura aussi une influence considérable sur les organisations progressistes québécoises comme en témoigne le titre de l'ouvrage bien connu de Pierre Vallières "Nègres blancs d'Amérique".

C'est à cette école qu'ont été formés les premiers militants progressistes des années 60 au Québec qui vont exercer une influence importante dans la lutte nationale et créer les premières organisations se revendiquant du socialisme. Tout cela se produit dans un contexte où le révisionnisme et le nationalisme ont emporté depuis déjà plusieurs années le Parti communiste canadien qui de toute façon n'avait jamais réussi à étendre vraiment son influence au Québec.

En 1960, Raoul Roy, ex-militant du PCC qui fonde la **Revue socialiste** et l'Action socialiste pour l'indépendance du Québec, fait office de pionnier. La **Revue socialiste** n'aura guère d'influence, mais pour la première fois s'y trouve formulée une thèse qui aura une influence politique jusqu'à nos jours. Pour la **Revue socialiste** *"le destin des prolétaires de langue française est indissolublement soudé au sort de la nation canadienne (française) (...). Sous le système capitaliste, le Québec sera graduellement inondé et enseveli sous les flots de la colonisation bourgeoisie expansionniste impérialiste (...)"* (1).

Mais c'est avec la fondation de la revue **Parti pris** que la thèse de la lutte pour l'indépendance et le socialisme commence véritablement à étendre son influence, en particulier dans la jeunesse et les milieux intellectuels québécois.

Il est intéressant de noter que la revue **Parti Pris** naît en octobre 1963 en démarcation avec un autre courant qui a influencé les milieux politiques opposés au régime Duplessis, la revue **Cité libre** animée entre autre par P.-E. Trudeau. Contrairement à **Cité libre**, **Parti Pris** affirme ouvertement le caractère progressiste du nationalisme; la revue prend parti pour un socialisme vaguement défini et pour l'indépendance du Québec. Le projet se précise.

Il s'agit pour **Parti Pris** de soutenir dans un premier temps l'indépendance pour ensuite parvenir au socialisme par on ne sait trop quel processus. Un débat qui animera jusqu'à aujourd'hui les milieux progresssites vient d'être posé: faut-il soutenir le projet indépendantiste, même si c'est au prix du soutien à la bourgeoisie, afin de favoriser la lutte pour le socialisme?

La revue *Parti Pris* sera la première à mettre de l'avant la nécessité de soutenir la bourgeoisie nationaliste du Québec afin de réaliser l'indépendance et le socialisme.

Contrairement à **Parti Pris**, la revue **Révolution québécoise** fondée en 1964 par Pierre Vallières et Charles Gagnon opère une première démarcation avec ce courant. La revue reproche très justement à **Parti Pris** de *"croire qu'il sera plus facile de supplanter la bourgeoisie nationale canadienne-française après la sécession"* (2). Même si elle n'en maintient pas moins la nécessité de lutter en même temps pour l'indépendance et le socialisme, **Révolution québécoise** réfute pour la première fois l'idée suivant laquelle le soutien à un parti bourgeois pourrait correspondre aux intérêts du mouvement ouvrier. Et de cette première démarcation très embryonnaire vont découler deux formes d'action politique.

D'une part, **Parti Pris** donne naissance au Mouvement de libération populaire (MLP) dont l'existence

1. *Manifeste politique* — **propositions programmatiques — dans la Revue socialiste, no 1, avril 1959, pp. 14-15**
2. **Jean Rochefort, *Aux camarades de Parti Pris*, dans Révolution québécoise, Vol. 1, no 3, novembre 1964, p. 13**

sera vouée à tenter tour à tour de "gauchir" le Parti socialiste du Québec (PSQ) (*) et le Ralliement pour l'indépendance nationale (RIN). C'est la même tactique qui en amènera plusieurs au début des années 70 à faire la même chose au sein du PQ, ou à lui accorder leur appui "critique". On verra plus loin le résultat pratique de ce point de vue dont plusieurs des défenseurs se sont aujourd'hui taillé une carrière dans le gouvernement du PQ.

D'autre part, on assiste au développement de différentes organisations qui vont progressivement poser la question d'une organisation révolutionnaire pour le mouvement ouvrier et tenter de se démarquer du nationalisme. En 1966, des militants rejoignent le FLQ qui, à partir de cette année, s'attaque aux symboles de l'exploitation capitaliste au Québec. En 1968 se crée le Front de libération populaire (FLP) qui vivra jusqu'en 1970 et qui lui aussi posera la question d'une organisation politique du mouvement ouvrier.

C'est dans ce courant que va naître en 1972 l'Equipe du journal EN LUTTE! sur la base justement de la démarcation d'avec le nationalisme bourgeois et de la social-démocratie. Il faudra attendre le premier congrès d'EN LUTTE! pour que celui-ci rejette tout projet d'indépendance du Québec, même agrémenté du socialisme, et entreprenne d'édifier un parti communiste capable d'unir les luttes de l'ensemble du prolétariat canadien.

Tout cela, bien sûr, ne s'est pas fait de façon linéaire et sans confusion. Mais dès la fin des années 60 on commence à voir l'échec complet de ceux qui durant ces années ont tout misé sur "l'appui critique" au nationalisme ou à la social-démocratie. C'est le PQ lui-même qui allait en faire la démonstration la plus éclatante.

(*) Parti social-démocrate né en juin 1963 suite à une sciesion au sein du NPD-Québec.

La récupération tranquille

Au début des années 60, le Parti libéral du Québec (PLQ) avait incarné et dominé le mouvement nationaliste au Québec avec son mot d'ordre "Maîtres chez nous". Mais, dans les années qui suivirent, ni Daniel Johnson (Union nationale) et son "Egalité ou indépendance", ni Robert Bourassa (PLQ) et sa "souveraineté culturelle" n'avaient réussi à assagir un mouvement qui de plus en plus s'était éloigné du terrain parlementaire pour emprunter des formes de lutte plus radicales.

La "Révolution tranquille" avait révélé les immenses possibilités qu'offrait l'appareil d'Etat pour le développement du capital autochtone. Le lien fédéral, tel qu'il existe, avait constamment freiné ce développement plein et entier des bourgeois francophones du Québec. Ce qu'il faut donc, c'est modifier la structure politique afin qu'elle reflète les nouveaux développements du capital autochtone et qu'elle lui permette de remporter de nouveaux succès. Cela, le gouvernement Lesage l'avait déjà vu, lui qui s'engage dans toute une série de négociations constitutionnelles pour un nouveau partage des pouvoirs entre Ottawa et Québec.

Mais le mouvement nationaliste qui ne s'embarrasse pas de négociations crée une pression évidente sur les membres les plus nationalistes du gouvernement Lesage. Le mouvement national représente une force extrêmement puissante qui se retrouve plus ou moins sans direction unifiée. D'autre part, les négociations constitutionnelles sont loin de promettre des résultats tangibles rapidement. Comme cela s'est produit souvent dans l'histoire du Québec, des politiciens bourgeois vont voir toute la force de pression que peut leur procurer le mouvement populaire. Ils vont donc tenter d'en gagner la direction pour faire aboutir leurs revendications.

Avec la scission de René Lévesque du PLQ, pour la première fois un politicien bourgeois de renom accrédite la thèse de l'indépendance du Québec, la "souveraineté", tout en cherchant à préserver le marché canadien, "l'association". René Lévesque était d'ailleurs l'homme tout à fait désigné pour cette mission: journaliste extrêmement populaire parmi le peuple, il avait soutenu les grévistes de l'amiante en 1949, il s'était illustré dans la grève des journalistes de Radio Canada en 1959, mais c'était surtout l'artisan de la nationalisation de l'électricité.

Au moment où René Lévesque publie son manifeste, **Option Québec**, et où il fonde le Mouvement souveraineté-association qui allait devenir le PQ en 1968, rares étaient les bourgeois qui osaient se récla-

Le Parti québécois s'est progressivement érigé en dirigeant incontesté du mouvement populaire de lutte contre l'oppression nationale.

mer d'un mouvement indépendantiste beaucoup trop associé aux luttes des travailleurs et qui de plus réclamait la rupture du marché canadien, un marché essentiel au développement de ces mêmes bourgeois.

La mission du PQ était toute tracée: récupérer ce mouvement populaire en pleine ébullition en entretenant l'espoir de la libération des travailleurs après "l'indépendance" et de la fin de l'oppression nationale par l'acquisition de la "souveraineté politique", pour en faire un mouvement acceptable aux yeux de la bourgeoisie. C'est ce que disaient déjà les signataires d'**Option Québec** dans des mots plus compliqués quand ils affirmaient que *"le social nourrit le national jusqu'à ce que le national apparaisse comme la clé indispensable d'un mieux-être social"* (3).

De 1968 à 1970, toutes les forces nationalistes québécoises vont se fondre dans le PQ. Le Ralliement national (RN), parti indépendantiste issue d'une scission du Crédit social est le premier à rallier, suivi de peu par le RIN dont le radicalisme ne plait guère à René Lévesque et qui sera acculé à la dissolution. Ses militants rallient le parti individuellement. Emporté par la vague, **Parti Pris** suspend sa parution en 1968 et plusieurs de ceux qui préconisaient l'appui critique au RIN soutiennent maintenant l'appui critique au PQ. En 1970, c'est Pierre Vallières, ex-militant du FLQ qui rejoint le PQ en invoquant "l'urgence de choisir".

Au même moment, le PQ profitera des dissensions internes qui vont amener la dissolution du FLP et de la désorganisation complète des forces progressistes suite à la répression d'octobre 1970. Le PQ commence aussi à tisser des liens avec la haute gomme syndicale. Parmi les fondateurs du PQ et principaux supporteurs, on retrouve J. Gérin Lajoie et Théo Gagné des Métallos et Emile Boudreau de la FTQ.

Pour attirer tout ce monde à lui, la fraction des ex-libéraux regroupés autour de René Lévesque devra faire des concessions et entretenir l'illusion que son parti peut effectivement amener la fin de l'oppression nationale au Québec et la libération des travailleurs. Le parti n'est pas encore au pouvoir, il peut se permettre de se donner des structures plus démocratiques qui lui permettront d'attirer une clientèle plus radicale et entretenir l'espoir de pouvoir "gauchir" le parti.

Le programme du PQ reprend essentiellement les thèses d'**Option Québec** de développement du capital québécois francophone, des Caisses populaires Desjardins, des entreprises d'Etat. Mais pour attirer une clientèle qui depuis plusieurs années a assimilé le projet indépendantiste au rejet du capitalisme, il faut assaisonner le tout d'un ton favorable aux travailleurs et aux aspirations anti-impérialistes des nouveaux membres.

Peut-on imaginer aujourd'hui que le programme du PQ en 1971 affirmait ce qui suit: *"Nous saluons la lutte de libération des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine; nous dénonçons l'exploitation des richesses des pays du tiers-monde par les capitalistes nord-américains et européens; nous dénonçons les affairistes qui se font, dans le cadre de la francophonie, les agents de l'impérialisme"* (4). Ce n'est pas ce genre de discours que tenait René Lévesque il y a deux ans à Paris en recevant la Légion d'honneur des mains de Giscard d'Estaing.

Suivaient toute une série de promesses qu'un Québec "souverain-associé" s'engageait à respecter: justice sociale; refus du néo-colonialisme, retrait de l'OTAN et de NORAD.

Sur les droits syndicaux, le programme affirmait la nécessité de *"faire disparaître les restrictions désuètes qui gênent encore son expansion (du syndicalisme — NDLR)"* (5).

C'est l'époque aussi où les députés Burns et Charron participent à la manifestation de 1971 en soutien aux travailleurs de La Presse malgré une décision contraire de l'exécutif national. C'est l'époque où le PQ reproche au gouvernement Bourassa son intransigeance à l'égard du Front commun et où il participe à la manifestation du 1er mai 1973. Tout cela s'explique d'autant plus qu'à l'intérieur des centrales syndicales on se prononce ouvertement pour le "socialisme démocratique" à la CSN et pour un "socialisme québécois" à la FTQ.

Tout cela ne durera que le temps d'un ou deux programmes, le temps pour le PQ de s'ériger en dirigeant de tout ce qui lutte contre l'oppression nationale au Québec. C'est ce que René Lévesque appelle *"cette immaturité que traverse inévitablement un jeune parti, et qui plus est, un parti de changement"* (6). Une "immaturité" bien commode pour assurer un large appui au PQ dans les masses populaires, mais encore trop encombrante pour se rallier les faveurs de la bourgeoisie.

On connaît bien la "maturité" politique qui allait gagner le PQ. Coup sur coup, l'équipe des ex-libéraux de Lévesque décide qu'elle a assez laissé de corde et qu'il est temps de sortir le poisson de l'eau et de mettre fin aux illusions.

Le programme se transforme progressivement, en particulier sur la question de l'accession à la souveraineté. De l'accession unilatérale dès la prise du pouvoir, le nouveau stratège du parti, Claude Morin (lui aussi issu du gouvernement Lesage), introduit l'idée d'un premier référendum. L'idée est acceptée avant même que le congrès n'ait l'occasion de se prononcer. En 1973 les dirigeants du parti écrivent: *"Aujourd'hui je vote pour la seule équipe prête à former un vrai gouvernement. En 1975, par référendum, je déciderai de l'avenir du Québec. Une chose à la fois"* (7). Cette position est adoptée au congrès de 1975. Dans son Livre blanc de novembre 79, le PQ disait qu'*"un vote affirmatif des Québécois sera donc, dans les faits, un mandat 6, par le moyen de négociations, confié au gouvernement du Québec de réaliser, par le moyen de négociations, cette nouvelle entente"* (8). Aujourd'hui, il est question d'un deuxième référendum qui, lui, décidera vraiment du statut

3. **Jean Blais,** *Préface à Option Québec*, **Editions de l'homme, Montréal, 1968, p. 12**
4. *Programme officiel du Parti québécois*, **Montréal, 1971, p. 28**
5. *Programme officiel du Parti québécois*, **Montréal, 1968, p. 31**
6. **René Lévesque,** *La passion du Québec*, **Ed. Québec/Amérique, Montréal, 1978, p. 118**
7. **Cité par Vera Murray,** *Le Parti québécois: de la fondation à la prise du pouvoir*, **Montréal, 1979, p. 20**
8. *La nouvelle entente Québec-Canada...*, **ouv.cité, p.22**

politique du Québec,... si bien sûr le PQ est reporté au pouvoir entre temps.
Aujourd'hui, il est question d'un deuxième référendum qui, lui, décidera vraiment du statut politique du Québec,... si bien sûr le PQ est reporté au pouvoir entre temps.

Les illusions qu'aura semées le PQ auront duré juste assez de temps pur assagir le mouvement national québécois et gagner au PQ l'appui d'une large couche du mouvement ouvrier. Il fallait donc faire croire qu'on voulait mettre fin à l'oppression nationale par le moyen de l'indépendance politique et favoriser l'émancipation des travailleurs. Par le fait même, le PQ sabotait le développement des luttes contre l'oppression nationale et rendait ce mouvement respectable aux yeux de la bourgeoisie.

Car, en effet, non seulement apprend-on aujourd'hui que le PQ n'a pas de solution à l'oppression nationale autre que la poursuite des négociations constitutionnelles qui durent depuis déjà 20 ans, mais aussi que le PQ a en pratique freiné tout mouvement de lutte contre l'oppression nationale. On a canalisé toutes les forces vives des années 60 vers le soutien à un parti bourgeois, on a remplacé la force du nombre et celle de la mobilisation par celle du bulletin de vote. Avec le résultat qu'aujourd'hui on ne se mobilise plus contre les manifestations d'oppression nationale qui n'ont pourtant pas disparues comme par enchantement avec l'arrivée au pouvoir du PQ.

Il est bien plus facile aujourd'hui pour le gouvernement fédéral de laisser planer le danger d'un référendum canadien que ça l'aurait été dans les années 60. Les privilèges accordés dans l'emploi, la négation du droit de parler sa langue au travail, le double réseau scolaire qui favorise les écoles anglaises, tout ça, ça existe encore au Québec, il ne faudrait pas l'oublier.

Ce qui a changé au Québec, c'est que la Fédération des caisses populaires Desjardins s'est hissée au 7e rang de toutes les entreprises non manufacturières au Québec. C'est que l'Hydro-Québec est en train d'exporter sa technologie jusqu'en Chine et que les petits biscuits Vachon sont de plus en plus "populaires". C'est ça qui a changé au Québec et rien de plus.

Pourquoi un mouvement qui avait secoué toutes les classes de la société québécoise a-t-il donc été récupéré de la sorte? Comment expliquer qu'aujourdhui la majorité des luttes contre l'oppression nationale soient laissées presque entièrement entre les mains des ministres et hauts fonctionnaires du PQ? Il y a là des réponses à chercher.

L'histoire devrait-elle se répéter?

On peut bien sûr expliquer la récupération du mouvement national québécois des années 60 par le jeu habile du PQ et de ses dirigeants. Mais cela n'est pas suffisant. S'agirait-il d'être doué d'intelligence et d'arriver au bon moment dans l'histoire pour pouvoir saboter la lutte du peuple? Non, il faut chercher les causes de tout cela dans l'orientation même qui a dominé la lutte contre l'oppression nationale durant ces années.

On pourra invoquer que les grandes luttes de 1967-70 n'étaient pas dirigées par un parti politique et on aura raison. Mais on ne pourra pas nier que malgré les courants divers et les tendances qui s'y sont affrontées, un courant principal a dominé ce mouvement: c'est celui de la lutte pour l'indépendance et le socialisme. En effet, tous les groupes qui ont joué un rôle non négligeable dans ces luttes se sont au moins entendus sur un postulat de base: la nécessité de réaliser l'indépendance et le socialisme au Québec.

On a d'abord cru comme **Parti Pris** qu'il fallait réaliser l'indépendance d'abord et le socialisme ensuite. On a cru que l'indépendance ouvrirait la porte au socialisme. Le résultat c'est qu'on a réalisé ni l'un ni l'autre. C'est avec ce genre d'arguments qu'on a canalisé les énergies de centaines de progressistes vers le soutien à un parti bourgeois. Le socialisme, ça a toujours été pour plus tard et jamais une lutte à entreprendre dès aujourd'hui.

Et quand bien même le PQ, ou un autre parti, aurait voulu réaliser l'indépendance, peut-on imaginer que les conditions de la lutte pour le socialisme seraient meilleures aujourd'hui? Peut-on imaginer que les bourgeois du Québec une fois à la tête d'un Etat indépendant seraient plus intéressés à la révolution prolétarienne que ne le sont aujourd'hui les bourgeois de tout le Canada? Peut-on imaginer qu'ils seraient moins disposés à réprimer la lutte du prolétariat que ne l'était l'armée canadienne en octobre 70?

On n'a qu'à voir l'itinéraire qu'ont suivi plusieurs des plus ardents défenseurs de cette idée dans les années 60 pour en comprendre toute la supercherie: Pierre Maheu, ex-dirigeant de Parti Pris et auteur en 1979 de la première ébauche du livre blanc du PQ; Gérald Godin, lui aussi de Parti Pris et député du PQ; Andrée Feretti, ex-dirigeante du FLP et toujours dans la "gauche" du PQ; Claude Charron, ex-dirigeant de l'UGEQ, leader parlementaire du PQ. Non, il y a de moins en moins de monde qui croient à cette idée que l'indépendance permettrait de faire avancer la lutte pour le socialisme. Et c'est en bonne partie le PQ qui s'est lui-même chargé de la démolir.

Nous ne sommes pas les seuls à avoir tenté de tirer le bilan des 20 dernières années de lutte contre l'oppression nationale au Québec. Certains cependant n'en dégagent pas les mêmes conclusions. Parmi ceux-là, il faut compter les organisations trotskystes et les auteurs d'un récent **Appel pour un Québec socialiste, démocratique, indépendant** signé par Yvon Charbonneau, ex-président de la Centrale des enseignants du Québec (CEQ); Lucie Dagenais de la CSN; Jacques Dofny et Alfred Dubuc, anciens militants du PSQ; G. Raymond Laliberté (lui aussi ex-président de la CEQ) et

Marcel Pépin (ex-président de la CSN).

Les auteurs de ce document qui mettent de l'avant la formation d'une "organisation politique des travailleurs québécois" constatent avec raison que *"A côté des partisans du statu quo constitutionnel et des tenants de certaines réformes au régime fédéral, ne sommes-nous pas de plus en plus en présence d'un gouvernement québécois qui a déjà disposé sous le mode de l'"association" d'une souveraineté que le Québec n'a même pas encore conquise?"* (9).

Leur conclusion:

"Ces deux dimensions d'un même projet (indépendance et socialisme — NDLR), loin de se contredire comme on a souvent voulu le faire croire, s'appellent au contraire l'un l'autre. Car il nous semble, si les Québécois ne peuvent se doter d'un régime socialiste que dans l'indépendance politique de leur territoire national, que seule une organisation politique socialiste est en mesure de créer le rapport de forces nécessaire à la pleine libération du Québec" (10).

Il s'agit en fait de réaliser l'indépendance et le socialisme au Québec en même temps. L'idée est attrayante, mais elle n'en est pas moins tout aussi antihistorique et erronée que la précédente.

Les auteurs de ce document viennent de tirer, avec 15 ans de retard sur l'histoire, une conclusion que déjà **Révolution québécoise** avait entrevue. Il leur aura fallu 12 ans d'expérience du PQ, il aura fallu la récupération du mouvement populaire des années 60 pour leur ouvrir les yeux. Or, maintenant que cette idée n'est plus défendable au sein du mouvement ouvrier, maintenant que le courant d'unité au sein du prolétariat canadien dans la lutte contre le capitalisme commence à devenir une force réelle, les voilà qui se raccrochent à un projet qui lui aussi n'a rien de nouveau et avec lequel le mouvement révolutionnaire devait aussi rompre au début des années 70.

L'histoire tend en effet à montrer que ni les bourgeois francophones du Québec et encore moins le prolétariat québécois n'ont d'intérêt objectif à l'indépendance.

Ci-haut: (à gauche) Gérald Godin, ex-membre de *Parti Pris*, ex-défenseur de l'indépendance et du "socialisme" au Québec aujourd'hui député du PQ. (A droite) Pierre Vallières, ex-militant du FLQ qui s'est rallié au PQ en 1970.

Faudrait-il que l'histoire se répète à nouveau pour s'apercevoir que le mouvement populaire des années 60 et 70 a vu se lever contre lui **toute la bourgeoisie canadienne**, francophone et anglophone et que les causes de nombreux échecs résident justement dans le fait que le mouvement ouvrier québécois a affronté seul une bourgeoisie dont la domination, elle, s'étend de Halifax au Yukon. Il faudrait donc suivant cette logique repasser dans les mêmes vieux sentiers. Il faudrait que les Québécois luttent pour un Québec indépendant et socialiste, il faudrait que la nation Dènée lutte pour des Territoires du Nord-Ouest indépendants et socialistes, sans compter les Acadiens, les Inuits et les autres... A qui peut bien servir une telle stratégie, sinon à ceux-là même qu'on prétend combattre?

Ce n'est pas de cette façon qu'on fera une *"brèche dans l'Etat canadien bourgeois"* (11). On ne mettra pas fin à l'oppression nationale de cette façon, car l'oppression nationale c'est le résultat de la domination sur tout le territoire canadien d'une minorité de capitalistes. Disons-le clairement, la tâche des ouvriers canadiens, c'est de s'attaquer à la source des problèmes. Le prolétariat canadien ne remportera pas de victoires, autant dans la lutte contre le capitalisme que dans la lutte contre l'oppression nationale, si il combat le même ennemi dans des directions différentes. La seule "brèche" qu'il pourrait ainsi réaliser, c'est dans ses propres rangs qu'il risque de la faire.

* * *

C'est à la lumière de l'histoire et de ses résultats qu'il faut juger de la thèse "indépendance et socialisme" et non en théorie seulement. Et l'histoire a démontré justement que la lutte contre l'oppression nationale a remporté des victoires quand le prolétariat a rejeté toute voie de compromis, toutes les propositions d'alliance avec sa bourgeoisie au nom de l'unité de la nation. Le prolétariat québécois n'a pas à unir la nation autour d'un projet d'indépendance quel qu'il soit. La lutte contre l'oppression nationale du Québec doit être menée contre toute la bourgeoisie canadienne, y compris ses éléments francophones. Contre ceux-là même qui l'ont réprimée depuis des années. Et cela, le prolétariat québécois continuera de le faire en s'unissant avec la seule classe qui a intérêt à mettre fin à toute forme d'oppression nationale et à en déraciner la cause, le capitalisme. Cette classe, il n'y en a qu'une, c'est la classe ouvrière de tout le Canada.

---

9. Y. Charbonneau, L. Dagenais, J. Dofny, A. Dubuc, G. R. Laliberté, M. Pépin, *Appel pour un Québec socialiste, démocratique, indépendant*, document ronéotypé, novembre 1979, p. 9
10. Idem, p. 10
11. Idem, p. 11

La lutte contre la collaboration de classe dans le mouvement syndical canadien

L'article qui suit vise à faire connaître certaines des plus importantes luttes qui se sont menées depuis un an dans le mouvement syndical contre la collaboration de classe. Il procède ensuite à une critique de la stratégie industrielle du NPD et des boss syndicaux, ce projet de classe de l'aristocratie ouvrière, et en démontre les dangers pour la classe ouvrière. L'article conclut enfin sur les perspectives de la lutte.

Nadine Hunt, présidente de la Fédération du travail de la Saskatchewan au congrès de 1979: "On nous accuse de ne pas avoir soutenu les luttes ouvrières; on nous accuse de concilier avec le gouvernement NPD; on nous accuse de ne pas mobiliser sur les questions politiques et syndicales importantes..."

L'année 1980 a mal commencé pour la classe ouvrière du Canada. Coup sur coup, elle s'est fait imposer le bill Michelin en Nouvelle-Ecosse et a ainsi vu ses droits à la syndicalisation encore réduits, et, il y a quelque temps, Jean-Claude Parrot, le président du Syndicat des postiers, était jeté en prison pour trois mois.

Ces deux batailles importantes n'ont pas été momentanément perdues par le seul effet du hasard. C'est la conséquence inévitable de la direction qui a été donnée au mouvement syndical pour riposter à l'attaque de plus en plus sauvage de la bourgeoisie. En effet, malgré la résistance ouvrière, presque toutes les nouvelles mesures réactionnaires de la bourgeoisie se sont maintenues et ont été appliquées: restrictions au droit de syndicalisation et de grève, coupures dans les domaines de la santé, de l'assurance-chômage et des services sociaux. La classe ouvrière a ainsi connu des reculs tant sur le plan de ses droits démocratiques qu'à celui de son niveau de vie, de ses conditions de vie et de travail. Il faut rappeler cela, même très brièvement, car ceux qui auraient dû diriger la contre-attaque ont des comptes à rendre là-dessus.

La montée de la résistance

Quand Nadine Hunt, présidente de la Fédération du travail de la Saskatchewan, commence son discours d'ouverture du dernier congrès de la fédération ainsi: "On nous accuse de ne pas avoir soutenu les luttes ouvrières; on nous accuse de concilier avec le gouvernement NPD; on nous accuse de ne pas mobiliser sur les questions politiques et syndicales importantes...", cela veut certainement dire quelque chose.

Peu de temps auparavant, à l'autre bout du pays, c'était Gerald Yetman, président de la Fédération du travail de la Nouvelle-Ecosse, qui commençait son discours au congrès annuel de la fédération en attaquant très violemment ceux qui se permettent de critiquer l'exécutif pour des raisons analogues. Un délégué s'est aussitôt levé: "Est-ce que ça veut dire que nous n'avons pas le droit de vous critiquer? Vous devez répondre de vos actes devant nous!" et il s'est attiré immédiatement l'appui de la salle.

Ces deux exemples traduisent bien la situation qui se développe actuellement, même si c'est à des degrés divers, dans tout le mouvement syndical canadien. C'est là un phénomène relativement nouveau que de voir des bureaucrates du sommet de la hiérarchie syndicale ainsi acculés à la défensive. Quand on songe que McDermott, le président du CTC, a dû passer une partie de l'automne à se cacher et à éviter les congrès des fédérations provinciales pour ne pas se trouver face à face avec les syndiqués, cela est très significatif.

Cela indique le renforcement du courant de résistance dans la classe ouvrière, un courant qu'il faut apprendre à discerner même sous des dehors apparemment calmes, même quand les boss syndicaux paraissent avoir les choses bien en main.

Un bilan qu'on a intérêt à cacher

La classe ouvrière n'a pas reculé faute d'avoir combattu. Les plus récentes statistiques nous montrent au contraire que pour les huit premiers mois de 1979, le nombre de jours-hommes en grève et lock-out a augmenté de 25% par rapport à la même période en 1978. Et déjà en 1978, ce nombre avait doublé par rapport à 1977, année où il y avait

eut fort peu de grèves, notamment à cause de la loi sur le gel des salaires. La classe ouvrière du Canada se trouve donc aujourd'hui près de rejoindre ses records des années 75 et 76, ce qui fait de nouveau du Canada l'un des pays au monde où les grèves sont les plus nombreuses.

Le problème n'est pas dans le manque de combativité. La classe ouvrière veut lutter et elle lutte. Mais qu'ont fait les boss syndicaux là-dedans? Ce n'est pas sans raison qu'ils cherchent par tous les moyens à esquiver les critiques.

En Saskatchewan, malgré plusieurs appels d'aide de la part du syndicat des fonctionnaires provinciaux, alors engagé dans une bataille contre le gouvernement NPD au sujet des heures de travail, l'exécutif de la Fédération du travail n'a pas bougé. Il était probablement trop occupé à converser avec les ministres et les sous-ministres qu'il rencontre au sein des 21 comités gouvernementaux auxquels la fédération participe, sans compter que l'exécutif envisage de participer bientôt à 13 autres de ces comités et aux conseils d'administration de quelques corporations de la Couronne.

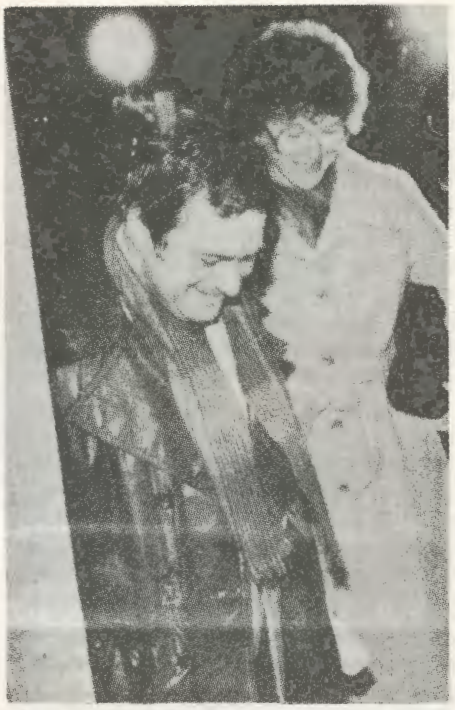
Mais ne soyons pas injustes. La fédération a tout de même soutenu trois luttes au cours de l'année passée, et elle n'y a pas été de main morte: elle n'a pas craint de faire des représentations aux députés; elle n'a pas eu peur d'aller rencontrer les conseillers municipaux. Elle a même organisé à une reprise une ligne de piquetage!

En Ontario, alors que plus de la moitié des grèves se mènent pour la reconnaissance syndicale férocement attaquée par les patrons et la police provinciale, qu'a fait la direction de la Fédération du travail de l'Ontario? (FTO) Elle a courageusement écrit un mémoire au gouvernement, avec 18 recommandations propres à assurer la paix sociale. Mieux encore, Cliff Pilkey lui-même, le président de la fédération, a rencontré l'attorney général de la province pour lui dire en pleine face qu'il ne fallait pas utiliser les fonds publics pour envoyer la police briser les grèves.

S'agirait-il de cas spéciaux? Non. Ce sont des exemples parmi des dizaines d'autres qui montrent comment les boss syndicaux à travers tout le pays ont freiné la riposte et l'ont canalisée dans des voies suicidaires.

La lutte des postiers: un catalyseur

Pour une partie de plus en plus grande du mouvement syndical, de telles trahisons ne sont plus acceptables. Le soutien à la lutte des postiers en particulier a largement contribué à unifier dans une certaine mesure cette opposition. Ainsi, dans tous les congrès des fédérations du travail qui eurent lieu l'automne dernier, c'est avec un grand enthousiasme que des résolutions d'appui ont été systématiquement votées. Même les plus corrompus des bureaucrates syndicaux qui n'ont absolument rien fait pour aider les postiers lorsque ceux-ci avaient le plus besoin d'aide, même ces gens-là doivent aujourd'hui se poser en champions de toujours de la lutte des postiers. Plus personne aujourd'hui ne semble avoir assisté à cette rencontre de l'exécutif du CTC où il fut décidé à l'unanimité de retirer tout soutien aux postiers. Louis Laberge de la Fédération du travail du Québec (FTQ) est de ceux-là qui prétendent maintenant avoir toujours soutenu les postiers. C'est sur cette même question que McDermott a été violemment condamné au congrès du Syndicat



Si J.-C. Parrot, président du Syndicat des postiers, a été emprisonné pour avoir défendu les travailleurs, il y a certainement des responsables de cela dans le mouvement ouvrier...

La lutte des postiers est devenue depuis presque deux ans une force d'unification de tout le mouvement d'opposition à la collaboration de classe.

canadien de la fonction publique (SCFP).. On a réclamé sa tête en menaçant du même sort tous ceux qui suivraient la même voie de trahison des luttes immédiates. C'est pourquoi, par la suite, aux congrès des fédérations de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, les boss syndicaux ont dû dissocier la question de McDermott de celle de l'appui aux postiers, pour en faire deux questions tout à fait distinctes, pour éviter une nouvelle condamnation.

Mais si on parle encore de la lutte des postiers un an et demi après qu'elle se soit déroulée, si cette lutte a servi de point de ralliement à tout le courant d'opposition jusqu'à ébranler les plus hautes instances de la bureaucratie syndicale, il ne s'agit pas d'un simple concours de circonstances. C'est qu'en fait la lutte des postiers a dévoilé au grand jour le fossé qui sépare les intérêts poursuivis par les directions syndicales et ceux des travailleurs en lutte. La lutte des postiers n'a pas fait que révéler la trahison des luttes immédiates par les boss syndicaux, elle a posé ouvertement la question de savoir à qui doivent servir les syndicats, à défendre les intérêts des ouvriers ou à pactiser avec la bourgeoisie et ses ministres. Du même coup était posée toute la question de l'appui pour ainsi dire historique du mouvement syndical canadien au NPD et à sa politique social-démocrate. Ce n'est qu'à la lumière de ces événements qu'on peut comprendre les principaux terrains sur lesquels se développe aujourd'hui la résistance dans le mouvement syndical à la politique de collaboration de classe.

Des trahisons qui ne sont plus acceptées

Les événements qui ont entouré et suivi la lutte des postiers en octobre 78 donnent une idée de la force du courant d'opposition, un courant qui a réussi à remporter plusieurs victoires contre la ligne de collaboration de classe. On ne compte plus les résolutions-guimauve qui ont été retournées à l'exécutif pour qu'elles reviennent sur le plancher du congrès avec "plus de dents". On ne se satisfait pas de ces résolutions qui n'engagent à rien, qui ne sont que des voeux pieux et qui ne prévoient aucune action concrète de riposte. Au congrès du SCFP, la pression de la base en ce sens a été si forte que l'exécutif a dû — sous peine d'être totalement démasqué — rédiger en hâte, à la dernière journée du congrès, un plan d'action pour l'année qui vient. A la FTQ, on rejette une résolution de l'exécutif qui aurait accepté certaines restrictions au droit de grève. En Ontario, on ne se contente pas d'une résolution d'appui générale aux grévistes de Boise Cascade: on y ajoute des modalités concrètes d'appui, notamment la formation d'un comité qui devra populariser la lutte. En Nouvelle-Ecosse, c'est un mandat de déclencher une grève générale qui a été donné pour faire retirer le bill Michelin. En un mot, partout le courant d'opposition se rallie autour des mots d'ordre d'action et de riposte, de soutien à ceux qui sont en lutte, toutes choses que les boss syndicaux n'ont pas mises de l'avant au cours de la dernière année. C'est qu'ils avaient mieux à faire...

Au congrès de la Fédération du travail de la Colombie-Britannique en 1979, la lutte des femmes a occupé une place importante.

La lutte des femmes de plus en plus présente

Parmi la riposte grandissante du mouvement ouvrier canadien, il faut accorder une importance particulière au développement de la lutte des femmes. Dans plusieurs provinces, au Québec dans le Front commun, à Fleck à Puretex et à Radio Shack en Ontario, les femmes n'ont pas été absentes de la montée de la résistance du mouvement ouvrier canadien. Cela s'est reflété dans les congrès syndicaux où la question a été largement présente dans plusieurs cas. Au congrès de la Fédération du travail de la Colombie-Britannique en particulier cette question a traversé tout le congrès: égalité au travail, égalité des salaires, reconnaissance du droit à l'avortement, lutte contre la discrimination faite aux Amérindiennes et contre le chauvinisme à l'intérieur même des syndicats. A la FTQ, le congrès a voté une résolution s'opposant à l'exploitation des femmes par le travail à domicile. A la FTO on a dénoncé l'exploitation des travailleuses domestiques.

Là aussi il a fallu affronter les boss syndicaux et la collaboration de classe. En avril 78 les délégués à la conférence annuelle des travailleuses de la Fédération du travail de la Saskatchewan ont critiqué le soutien de la fédération au NPD et le peu d'ardeur à défendre les intérêts des travailleuses. En avril 79, 300 travailleuses de la FTO affrontaient

les dirigeants de la centrale en votant en faveur d'une campagne de défense du droit de grève et de soutien aux postiers.

Si bien que les bureaucrates ont dû réagir en mettant de l'avant plus que jamais les comités pour l'action positive, tentant ainsi de mettre l'accent sur la promotion individuelle des femmes à des postes supérieurs plutôt que sur la lutte collective pour la défense de leurs droits.

Le tripartisme est mort, vive le tripartisme

En 1978, le congrès du CTC avait clairement rejeté le tripartisme, ce qui n'a pas empêché le CTC de s'engager par la suite, sans faire de bruit, dans 23 comités tripartites avec le gouvernement et le patronat. Dans chaque fédération du travail, on a suivi la même voie. Les exécutifs ont même lancé une nouvelle offensive pour embellir le tripartisme, et le faire accepter par la classe ouvrière. En Saskatchewan, on lui attribue la hausse du salaire minimum. En Nouvelle-Ecosse, on tente d'attribuer les gains faits lors de la grève de l'Université Dalhousie à la participation des boss syndicaux au Labour-Management Committee (un comité tripartite). Il a fallu que les ouvriers rétablissent les faits: c'est leur propre mobilisation sur les lignes de piquetage, à laquelle les boss syndicaux n'ont pas contribué, qui a permis la victoire. En Ontario, le comité d'éducation a reçu le mandat d'établir la liste de tous les syndiqués impliqués dans des comités gouvernementaux (où, selon les cas, on retrouve aussi le patronat). La situation semble si "avancée", que le comité prévoit avoir besoin de près de deux ans pour établir cette liste! Grace Hartman, la présidente du SCFP, essaie de faire passer le tripartisme par un autre biais. "Ce que le congrès du CTC de 1978 a rejeté, nous dit-elle, c'est le tripartisme économique et non le tripartisme social". Jeu de mot qui lui permet de siéger tranquillement à un comité tripartite sur la santé-sécurité, comme quoi, dépendant des questions en jeu, on pourrait collaborer avec la bourgeoisie. Louis Laberge n'est pas en reste. Il a pour sa part l'honneur de placoter régulièrement avec des représentants de l'Alcan et de la Noranda à l'Institut national de la productivité établi par le Parti québécois.

Cette offensive en faveur du tripartisme vient très nettement du sommet de la hiérarchie syndicale, mais elle s'est frappée à un mur de résistance, surtout lors des congrès syndicaux de l'automne dernier. A plusieurs endroits, comme en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, au Québec, au congrès du SCFP, le tripartisme a été fortement pris à partie et de nombreuses résolutions l'ont condamné. Le danger de glisser petit à petit vers le tripartisme n'est pas écarté pour autant, mais on peut dire que les syndiqués n'ont pas manqué une occasion pour contrer ce mouvement.

Sur quoi les boss syndicaux ont-ils mobilisé le mouvement ouvrier depuis la dernière année? Que font-ils quand ils ne soutiennent pas les luttes ouvrières?

NPD: à vendre

Il en va de même de l'appui au NPD. Ce ne sont pas les efforts des boss syndicaux pour le vendre au mouvement ouvrier qui ont manqué. Pendant toute la campagne électorale du printemps 79, c'est l'ensemble des appareils syndicaux des diverses fédérations, sauf celle du Québec, qui a été mobilisé derrière le NPD.

Du coup, non seulement l'argent des syndiqués a été utilisé à cette fin, mais la grande majorité des permanents syndicaux ont alors entièrement laissé tomber le soutien aux luttes pour se consacrer aux élections. Plus que jamais le mot d'ordre a été: ne vous battez pas, votez! Beaucoup d'ouvriers ont ainsi pu comprendre ce que voulait dire en pratique l'appui au NPD.

D'autres mythes sur le NPD ont aussi commencé à s'effriter passablement. Il y a quelques mois, les boss syndicaux faisaient encore valoir que le NPD, c'était la garantie de toujours conserver son droit de grève. Le retour au travail forcé des

fonctionnaires provinciaux en Saskatchewan a donné un dur coup à cette idée. Même chose pour les coupures: le mouvement ouvrier sait de plus en plus que la situation là où le NPD est au pouvoir n'est pas différente d'ailleurs. Tout cela fait en sorte qu'un courant d'opposition, parfois assez fort, à l'appui total au NPD que prêchent les bureaucrates syndicaux, se dessine. Au SCFP et en Saskatchewan en particulier, ce mouvement prend une grande ampleur. C'est sur la base de ses gestes anti-ouvriers que le NPD est de plus en plus démasqué. Même si cela n'implique généralement pas le rejet total du NPD mais plutôt un soutien conditionnel, il s'agit néanmoins d'une rupture importante si on en juge par rapport à toute la campagne d'intoxication des boss syndicaux.

Encore ici, une bonne indication sur l'existence de ce courant d'opposition nous est donnée par le fait que les bureaucrates ont dû modifier leur tactique. Le NPD qui était auparavant le "parti des travailleurs" devient un "parti qui n'est pas parfait" (!), on met l'accent sur la nécessité de s'impliquer activement dans le NPD pour le transformer de l'intérieur, ce qui est une façon d'admettre implicitement que le NPD se trouve souvent bien loin des intérêts de la classe ouvrière.

Au Québec, l'appui ouvert au Parti québécois a dû lui aussi se transformer en une certaine distance vis-à-vis le PQ dont les lois anti-ouvrières ne sont pas plus populaires que celles du NPD. En Ontario, on tente de montrer que l'appui au NPD ce n'est pas nécessairement le sabotage des luttes et l'électoralisme à la planche. Bref, voilà autant de signes de la présence d'un courant d'opposition au NPD au sein de la classe ouvrière.

Démocratie et collaboration de classe

Dans ce contexte d'opposition à des points importants du programme des boss syndicaux, la lutte pour la démocratie syndicale a pris une place toute particulière. Elle est le terrain d'une lutte aiguë. D'une part, les boss syndicaux défendent leur hégémonie sur le mouvement syndical, et ils cherchent même à augmenter cette emprise. L'antidémocratisme sera alors une arme entre leurs mains pour écraser l'opposition. A l'inverse, le courant d'opposition cherche à faire entendre sa voix et à influer sur la direction que prend le mouvement syndical.

En Saskatchewan, on a vu au cours de l'année dernière l'exécutif tenir plusieurs rencontres à huis clos, loin du contrôle de la masse des syndiqués, pour peu que les sujets portent à controverse.

La démocratie syndicale lors des congrès syndicaux eux-mêmes fut par ailleurs toujours attaquée. En Colombie-Britannique, on filtre certains délégués et on contrôle étroitement les votes de chacun. Partout on ne fournit les documents du congrès, parfois très volumineux, qu'à l'inscription même du congrès, ce qui enlève toute possibilité de préparation et d'organisation des délégués qui s'opposent à la ligne des directions syndicales.

Le courant d'opposition a réussi en général à contrer les manoeuvres pour limiter la démocratie syndicale. Il a aussi mis de l'avant des propositions pour augmenter cette démocratie: création de journaux syndicaux qui serviraient à faire connaître les luttes et à les unifier, contrôle accru sur les faits et gestes des officiers syndicaux élus, plus grande représentativité des différentes tendances dans les comités des fédérations et à leur exécutif. Les enjeux étaient clairs: il s'agissait de la possibilité pour les synndiqués de contrôler leurs propres syndicats et de s'opposer à la collaboration de classe qui y triomphe encore.

La question nationale

L'antidémocratisme ce n'est pas seulement la manipulation des votes et des congrès eux-mêmes. Ça a aussi été tous les efforts des dirigeants syndicaux pour empêcher que les délégués débattent des questions de fond, et parmi ces questions il y a la question nationale. Au Manitoba par exemple, les délégués ont dû assister sans possibilité de réplique au discours de Don Montgomry, secrétaire trésorier du CTC, vantant les mérites d'un Canada uni et fédéraliste.

Malgré ces tentatives d'éviter que la question ne soit débattue, plusieurs délégués l'ont soulevée. Au congrès du SCFP on s'est opposé à tout référendum canadien, au Manitoba on a réussi à faire adopter une résolution de soutien aux travailleurs du Front commun. En Colombie-Britannique, l'Association des enseignants de Surrey a adopté une résolution reconnaissant "le droit du Québec à l'autodétermination jusqu'à et y inclus la sécession si le peuple du Québec en décide ainsi". Elle a de plus invité la Fédération des enseignants de la Colombie-Britannique à reprendre cette résolution et l'a fait parvenir à tous les syndicats locaux d'enseignants au Québec. Finalement, les manifestations de soutien à la lutte des Autochtones ont aussi été nombreuses, au Manitoba et en Colombie-Britannique par exemple.

Mais, si on ne se fiait qu'au déroulement des congrès syndicaux on pourrait croire que la question du Québec est peu présente dans le mouvement syndical au Canada anglais. Ce que cela manifeste surtout c'est la politique du silence que les boss syndicaux ont adoptée sur cette question, alors même que de nombreux syndicats locaux ont soumis des résolutions en soutien aux droits nationaux du Québec, résolutions qui n'ont la plupart du temps pas pu atteindre le plancher des congrès, alors qu'en même temps les dirigeants syndicaux se préparent à mobiliser le mouvement ouvrier derrière la pétition chauvine "d'un groupe de Canadiens à un autre" ("People to People"). On ne peut donc conclure que les jeux sont faits sur cette question cruciale pour l'unité même du mouvement ouvrier canadien.

Un mouvement d'opposition à développer

Sur tous ces points importants, comme sur d'autres, le courant qui s'oppose à la collaboration de classe se développe et voit de mieux en mieux dans la ligne suivie par les boss syndicaux la cause première des reculs que la classe ouvrière a dû subir récemment.

La lutte devient très vive par moments car les bureaucrates sont

En Saskatchewan, les grévistes de la fonction publique affrontent le gouvernement NPD.

plus unis que jamais à l'échelle du pays, justement pour faire face à la menace qui plane sur leur tête. Le courant d'opposition pour sa part est loin d'être aussi organisé. La plupart du temps en effet il se trouve sans direction et sans organisation, ce qui handicape beaucoup ses possibilités de lutte. Il n'y a en fait qu'en Saskatchewan où un tel courant est structuré autour du Trade Union Group (*), lequel bénéficiait au dernier congrès de la fédération de l'appui de tout près de la moitié des délégués.

Les boss syndicaux pour leur part ne sont pas des individus isolés. Ils peuvent compter sur l'appui indéfectible de l'aristocratie ouvrière dont ils défendent le programme. En Saskatchewan, ils ont empêché l'élection ne fut-ce que d'un seul membre de l'opposition à la tête de la fédération. Tout près de la moitié des délégués se retrouvent ainsi sans aucune espèce de représentation à l'exécutif. Voilà jusqu'où les bureaucrates syndicaux sont prêts à aller pour maintenir leur contrôle sur le mouvement syndical.

Les appels à l'unité que les boss syndicaux ont multipliés ces derniers mois sonnent donc creux. Pour eux, l'unité, c'est la non-contestation de leur ligne de collaboration de classe et le maintien de leur hégémonie. En pratique, cela signifie la répression des éléments progressistes et des communistes; ça veut dire aussi le maraudage et les attaques violentes contre tous les syndicats indépendants et progressistes qui refusent de se mettre sous leur coupe. En Colombie-Britannique, ce furent les attaques contre l'AUCE (Association of University and College Employees), en Saskatchewan les attaques contre le RWDSU (Retail, Wholesale and Department Store Union), au Québec les attaques contre la Confédération des syndicats nationaux. Des attaques qui ont été partout combattues par le courant d'opposition pour qui l'unité est un thème cher, mais qui ne signifie pas du tout la même chose que pour les boss syndicaux. L'unité, c'est l'unité du prolétariat dans sa lutte contre les attaques de la bourgeoisie, indépendamment de l'affiliation syndicale.

Malgré ces développements réels et plus importants que jamais du mouvement d'opposition à la collaboration de classe, il n'en demeure pas moins que les collaborateurs, les traîtres aux luttes du prolétariat, ont encore la main haute sur le mouvement syndical. En Saskatchewan, là où le mouvement est plus organisé, on n'a pas réussi à renverser la clique de Nadine Hunt. En 78, le CTC s'est débarrassé de Joe Morris en critiquant le tripartisme, pour se retrouver encore aujourd'hui à la veille du congrès du CTC à devoir rejeter McDermott et la même politique de tripartisme qui a continué à s'appliquer depuis 2 ans. On doit constater aussi que suite au congrès du SCFP les boss syndicaux semblent, du moins en apparence, avoir réussi à dissocier le rejet de McDermott du soutien aux postiers et de toute sa politique de collaboration de classe.

Cela doit nous faire comprendre que le mouvement d'opposition qui s'est manifesté doit être poursuivi et approfondi plus que jamais. La question qui se pose aujourd'hui à ce mouvement, ce n'est pas tant de rejeter McDermott, mais tous ceux qui s'apprêtent à prendre sa succession avec la même politique bourgeoise qui domine le mouvement ouvrier depuis des années. Et pour cela, il faut identifier clairement le projet de classe que véhiculent les boss syndicaux.

Le projet de classe des boss syndicaux

La pratique des boss syndicaux, dont on vient de voir différents traits, ne tombe pas du ciel. Ce n'est pas un ensemble de trahisons sans aucune logique. Au contraire, c'est qu'en fait le sort de la classe ouvrière les intéresse infiniment moins que la santé de l'économie canadienne. Mais ça ne peut pas se dire aussi brutalement. La présence et la force du courant d'opposition les empêchent de s'y opposer de front. Ils ont donc plutôt choisi de s'appuyer sur les problèmes bien réels des masses pour ensuite faire valoir leur projet comme la solution miracle à ces problèmes. Les boss syndicaux parlent des coupures, du chômage, de l'inflation, ils n'en ont même jamais autant parlé, mais

---

(*) Le TUG est un regroupement de plusieurs syndicats locaux au sein de la Fédération du travail de la Saskatchewan, organisé sur la base d'une plate-forme d'opposition à la collaboration et au soutien inconditionnel au NPD et revendiquant un plus grand soutien aux luttes et la démocratie syndicale.

c'est pour récupérer la lutte sur ces terrains, la canaliser à leur façon.

Il y a en effet deux façons de voir les choses. Sur les coupures par exemple. Ou bien on lutte massivement et par des actions directes contre toutes les mesures qui restreignent les services, on force la bourgeoisie à les rétablir et à les améliorer. Ou bien, comme le font les boss syndicaux, on prend prétexte de la lutte contre les coupures pour mettre de l'avant la nécessité de renforcer l'Etat bourgeois, son rôle dans l'économie, etc. Face aux fermetures d'usines de plus en plus nombreuses, ou bien on riposte par des manifestations, des occupations, on exige de la bourgeoisie des compensations, ou bien on fait comme les boss syndicaux et on profite des fermetures pour mettre de l'avant des politiques énergétiques qui rendront la bourgeoisie canadienne plus concurrentielle et qui assureront le développement économique.

Le programme des boss syndicaux, ce qui les intéresse pour vrai, c'est la stratégie industrielle. Son expression récente la plus élaborée nous a été fournie par un document récent de la Fédération du travail de l'Ontario, **Enoncé de politique sur le nationalisme économique et la propriété étrangère**. Quand on dit que les boss syndicaux présentent leur stratégie industrielle comme la solution à tous les problèmes de la classe ouvrière, ce n'est ni une exagération, ni une caricature. Voici ce que cette stratégie serait en mesure de nous apporter aujourd'hui même, sous le capitalisme:

"le plein emploi dans une économie en croissance, une stabilité raisonnable des prix, une redistribution des revenus croissants, la protection de l'environnement, la sécurité au travail, des mesures sociales pour en finir avec la mauvaise santé, l'insécurité et l'indigence, une amélioration de la qualité de la vie".(1).

A cela on pourrait rajouter que la stratégie industrielle serait censée régler la question du Québec, qui d'après les boss syndicaux réside essentiellement dans un développement économique insuffisant, ce qu'une stratégie industrielle corrigerait bien sûr. En bref, il s'agit d'une vaste manoeuvre pour embellir l'impérialisme.

D'un coup, voilà toutes les luttes contre le chômage, pour l'indexation, contre les coupures, pour la santé-sécurité, etc., récupérées. Qui a encore besoin d'aller lutter dans les rues pour défendre ses droits et ses conditions de vie? La stratégie industrielle est une façon bien meilleure de régler tout cela. Comme le dit le document de l'Ontario, la clé des problèmes c'est: la revision de la politique des investissements; l'intervention accrue de l'Etat pour régulariser les cycles économiques et éviter les crises; la sélection plus sévère des investissements étrangers; un plus grand contrôle du "peuple" sur les activités des multinationales; des nationalisations dans divers secteurs, dont les ressources naturelles; le renforcement de Petrocan et une politique de l'énergie; davantage de règlementations pour l'entreprise privée; l'encouragement aux investisseurs canadiens; l'augmentation de la compétitivité du Canada par le développement de l'industrie secondaire et sa diversification; la renégociation des accords internationaux de libre-échange...

On dirait des ministres des finances et des hommes d'affaires qui discutent de la meilleure façon de faire fructifier leur capital et de faire face à la concurrence étrangère.

Et, dans le fond, c'est exactement de cela qu'il s'agit. Les problèmes des travailleurs sont rendus bien loin. Ce n'était qu'un prétexte afin d'obtenir le soutien populaire à leur plan de développement de l'impérialisme canadien. Leur souci va à la productivité et à la planification économique. Aujourd'hui, la crise frappe, notamment en Ontario, et les privilèges d'autrefois sont menacés. Alors, l'aristocratie ouvrière choisit son camp.

L'aristocratie ouvrière est en effet une couche du prolétariat dont le sort est irrémédiablement lié à celui de l'impérialisme canadien. Pour l'aristocratie ouvrière et ses représentants dans le mouvement syndical, le développement du caractère concurrentiel du Canada sur les marchés internationaux, cela signifie la possibilité d'obtenir des miettes plus substantielles de la part des impérialistes. Cela veut dire des privilèges accrus, de meilleures conditions salariales, des pouvoirs plus grands dans l'organisation du travail et la possibilité pour certains de prendre un fauteuil au Parlement ou dans un comité gouvernemental. Mais pour la masse des ouvriers, le projet de l'aristocratie ouvrière ne peut signifier que l'accroissement de

1. **FTO,** *Statement on Economic Nationalism and Foreign Ownership,* **27-30 novembre 1979, p. 2**

Les travailleurs du Syndicat de la fonction publique du Canada ont demandé à leur dernier congrès la tête de McDermott.

l'exploitation et la perte de ses droits les plus fondamentaux. Car les privilèges obtenus par cette mince couche du prolétariat canadien, ne le sont justement qu'en échange des services rendus à l'impérialisme, en échange de la répression des luttes pour de meilleures conditions salariales, en échange de la paix sociale imposée à l'ensemble du mouvement ouvrier.

Mais les boss syndicaux ne présentent pas les choses ainsi. Ils s'acharnent à convaincre tous et chacun que le sort de la classe ouvrière dans son ensemble dépend de la prospérité de "sa" bourgeoisie. C'est sur cette idée archi-opportuniste que les bureaucrates fondent leur pouvoir, et c'est cette idée qui est l'explication fondamentale de toute leur ligne et de toute leur pratique. C'est une stratégie consciemment dirigée contre la révolution prolétarienne. La lutte contre la collaboration de classe devra déraciner totalement ce point de vue pour vraiment triompher.

Que signifie en effet la stratégie industrielle pour la classe ouvrière?

Si on souscrit réellement à l'objectif d'accroître la capacité concurrentielle du Canada, la stratégie industrielle ne peut conduire ailleurs qu'au sabotage des luttes ouvrières. Augmenter la compétitivité sous le capitalisme, ce n'est pas un simple tour de passe-passe technique pour mieux placer les investissements; cela s'appuie nécessairement et inévitablement sur une plus grande exploitation de la classe ouvrière, sur l'abaissement des salaires, sur des cadences accélérées. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à regarder l'attitude actuelle des boss syndicaux face au projet de rentabilisation au CN-CP. Ils souscrivent entièrement à ce projet qui vise à augmenter la compétitivité des compagnies, même si pour les ouvriers cela implique des centaines de mises à pied. En Nouvelle-Ecosse, le NPD est d'accord avec le projet de rentabilisation de l'aciérie de Sydney, même si ce projet entraîne là aussi des centaines de mises à pied. Il n'y a réellement pas d'autres façons pour l'impérialisme d'augmenter sa capacité concurrentielle que de le faire sur le dos de la classe ouvrière. Ce n'est pas pour rien que le NPD prévoit de grands programmes de mobilité de la main-d'oeuvre. L'objectif poursuivi par la stratégie industrielle conduit à l'étouffement de la résistance. A-t-on jamais vu un pays accroître sa compétitivité grâce au nombre de luttes ouvrières qui s'y déroulent? Ce serait plutôt le contraire.

Il faut voir que la protection et le développement de la capacité concurrentielle du Canada conduit aussi en droite ligne à l'oppression nationale. Les boss syndicaux n'adhèrent pas pour rien à la pétition chauvine intitulée "d'un groupe de Canadiens à un autre" ("People to People"). Le Canada doit rester fort et uni si on veut mobiliser efficacement toutes les ressources naturelles et affronter les marchés étrangers. Le Grand Nord doit être ouvert à pleine porte aux pipelines et l'exploitation minière et là non plus les droits nationaux des Autochtones ne pèsent pas lourd dans la balance.

Le développement du capitalisme canadien a toujours reposé sur sa capacité de maintenir uni son marché intérieur et d'avoir la main haute sur les ressources qui s'y trouvent. On n'a qu'à se rappeler la répression des Métis de l'Ouest pour voir comment la bourgeoisie n'entend pas lâcher sur cette question. Soutenir le développmt des ressources naturelles du pays et de l'industrie, cela signifie en pratique, qu'on le dise ou non, la nécessité de renverser tous les obstacles qui se dressent sur cette voie. La nécessité donc de nier les droits nationaux des peuples autochtones, de piller leurs richesses naturelles, de démanteler par la force leur société et leurs traditions, de les réduire au chômage et au bien-être social. La nécessité aussi de maintenir des salaires inférieurs au Québec, la discrimination dans l'emploi et surtout de s'opposer à son droit à l'autodétermination.

Ces positions entrent inévitablement en contradiction avec le soutien réel qui se manifeste dans le mouvement ouvrier aux droits des nations et minorités nationales du Canada. Le résultat de la stratégie des boss syndicaux est bien connu et on doit en comprendre toute la gravité: c'est la division des forces du mouvement ouvrier, une division bien plus réelle et plus importante que celle que McDermott tente d'attribuer au mouvement d'opposition et aux communistes.

Ultimement, si la classe ouvrière finit par adhérer au point de vue que son sort est lié à celui de "sa" bourgeoisie, et qu'il faut en protéger la capacité concurrentielle contre les étrangers, elle en arrivera nécessairement à appuyer cette même bourgeoisie quand celle-ci remplacera la concurrence pacifique par cette autre forme de concurrence qu'est la guerre. Ici non plus nous ne parlons pas d'un danger hypothétique, mais d'un danger bien réel que l'expérience historique confirme. Le moment venu les bureaucrates syndicaux se sont toujours faits les plus ardents défenseurs de la guerre impérialiste au sein du mouvement ouvrier, comme les dirigeants de l'AFL-CIO commencent d'ailleurs déjà à le faire aux Etats-Unis en soutenant la "doctrine Carter".

Une autre chose que les boss syndicaux ne disent pas à propos de leur stratégie industrielle, c'est qu'elle mène à coup sûr au tripartisme. On parle en effet de planifier les investissements, de planifier ceci et cela, c'est l'un des aspects majeurs de la stratégie. Si nous regardons ce qu'ils font dès aujourd'hui du mouvement syndical, on peut voir qu'ils lui donnent déjà la mission de gérer une partie de l'économie. Les bureaucrates syndicaux n'écrivent pas tant de mémoires au gouvernement pour rien. Ils ne siègent pas sur tant de commissions pour rien non plus. La stratégie industrielle implique en fait non seulement la planification des capitaux, mais aussi la planification du mouvement ouvrier. Grâce à ces manoeuvres les bureaucrates syndicaux se voient accorder d'importants privilèges politiques dans la prise de décision au sein des comités tripartites. Le prix? Un mouvement syndical asservi qui ne dérangera pas la planification.

Si, d'autre part, on regarde la stratégie industrielle sous un autre angle, on verra qu'elle enlève pour ainsi dire toute raison d'être aux syndicats locaux. L'expérience nous montre en effet qu'une stratégie industrielle, ça se pond et ça se met

en application aux plus hauts niveaux de la hiérarchie syndicale. C'est une affaire de spécialistes et de technocrates et ça entraîne nécessairement un transfert des pouvoirs de décision de la base vers le sommet où l'on s'occupe de ces "grandes questions". Souscrire à la stratégie industrielle revient à souscrire au plan antidémocratique des boss syndicaux qui consiste à enlever le maximum de pouvoirs aux syndicats locaux pour les concentrer dans un appareil central tout-puissant. Désormais les questions de salaires, d'indexation, de coupures, etc., ne se discuteraient plus qu'à ce niveau, en collaboration avec les patrons et l'Etat.

La stratégie industrielle possède enfin une autre caractéristique: elle ne peut être mise en oeuvre que par l'Etat. Pour cela il faut donc qu'il y ait au pouvoir un parti politique approprié, le NPD. Stratégie industrielle et soutien inconditionnel au NPD sont indissociables. Les boss syndicaux font-ils autre chose?

Dans le mouvement syndical en ce moment, la perspective de la stratégie industrielle rencontre peu d'opposition. Certaines campagnes comme celle pour sauver Petrocan ou pour sauver l'aciérie de la Nouvelle-Ecosse rencontrent même un certain succès. Les boss syndicaux comme Shirley Carr du CTC jouent systématiquement sur le nationalisme canadien pour vendre leur projet. On les voit se lancer dans de grandes envolées à la défense de l'économie canadienne contre les étrangers, et chercher à soulever les foules en criant que "s'ils ne sont pas contents, qu'ils s'en aillent".

Pendant ce temps ils réussissent à camoufler les liens étroits qui existent entre leur trahison actuelle de la classe ouvrière et leur stratégie industrielle. Ces trahisons des luttes auxquelles on assiste aujourd'hui, cet antidémocratisme, cet élan vers le tripartisme, cette négation des droits nationaux, cet appui au NPD, c'est déjà le résultat de la mise en application de leur stratégie industrielle et du point de vue qui la fonde.

A l'intérieur du mouvement ouvrier la question de la stratégie industrielle ne se pose pas du tout de la même façon. Les boss syndicaux cherchent à gérer l'économie impérialiste. Le reste leur importe peu. Pour les travailleurs, ce n'est pas de cette façon qu'on pose en général la question. Ceux-ci partent du chômage, de l'inflation, des coupures et cherchent ardemment une solution. Les bureaucrates syndicaux arrivent alors avec leur solution miracle qui peut avoir l'air plausible à première vue. C'est ce qui fait qu'elle rencontre encore peu d'opposition.

Pour développer cette opposition, la classe ouvrière ne peut certainement pas compter sur tous ces groupes opportunistes qui prétendent offrir une alternative à la politique des boss syndicaux. Qu'a répondu le Parti communiste du Canada à la stratégie industrielle présentée au congrès de la Fédération du travail de l'Ontario? Que c'était un très bon document, avec ces réserves qu'il faudrait y ajouter quelque chose sur la politique énergétique, songer à quelques nationalisations de plus et bien sûr, radicalisme oblige, prévoir plus d'action. Le PCC est fondamentalement d'accord, mais il y a quelques virgules qui le fatiguent.

Le Parti communiste ouvrier n'a pas répondu différemment. Son délégué à la Fédération du travail de l'Ontario a déclaré que le document sur la stratégie industrielle était un document "intéressant", de toute évidence séduit par le ton anti-impérialiste américain. Lui aussi a quelques virgules à changer de place: il faudrait "scraper" le Pacte de l'auto plutôt que de le renégocier. Mais pour le reste, ça va. Sauver Petrocan, c'est très bon...

Congrès de la Fédération du travail de la Saskatchewan en 1979 où l'opposition s'est organisée au sein du Trade Union Group.

La politique prolétarienne dans les syndicats

Malgré sa dispersion donc, le courant qui s'oppose à la collaboration de classe manifeste son existence et sa force. Il a obligé les traîtres et les opportunistes ou bien à se démasquer carrément comme des collaborateurs, ou bien à le flatter dans le sens du poil pour tenter de le récupérer.

On a parfaitement raison de dire que ce que nous avons, nous l'avons gagné par nos luttes et non en faisant la cour aux gouvernements. Ce point de vue est juste, et il s'oppose à celui que les boss syndicaux

diffusent partout. Pour eux, la lutte de la classe ouvrière est à peu près inutile si elle n'a pas d'amis au Parlement. C'est le discours que tient notamment la "très combative" Shirley Carr du CTC. Il faut qu'à l'autre bout de la ligne, au Parlement, il y ait des "oreilles attentives". Pour eux, les votes sont tout et les luttes rien. A tel point qu'au Manitoba par exemple, les boss syndicaux ont qualifié l'attitude des postiers de réactionnaire parce qu'ils ne s'occupaient pas de politique, c'est-à-dire parce qu'ils refusaient de mettre tous leurs efforts dans l'élection du NPD.

Le courant d'opposition a bien vu la faillite de cette "solution". Mais comment s'y opposer? Quoi mettre à la place? Face aux boss syndicaux qui disent "engagez-vous en politique" avec de plus en plus d'insistance, la réponse des travailleurs progressistes consiste souvent à refuser le soutien inconditionnel au NPD, ou à dire non et à refuser tout engagement politique, à moins qu'on ne qualifie de "politique" toute ligne de piquetage et toute grève.

Ces positions s'expliquent facilement. Voilà 40 ans que la classe ouvrière ne s'est jamais rien fait présenter d'autre qu'une politique bourgeoise, que de l'électoralisme sordide fait de tractations, d'illusions sur la puissance du bulletin de vote, de mensonges, de revirements de bord selon le vent, de promesses trahies et de flatteries. Depuis 40 ans, sous la direction du CCF, du NPD, du PCC et des boss syndicaux, la politique, c'est ça.

Cette politique-là, on a parfaitement raison de la rejeter car c'est la même politique que celle qui est faite de collaboration de classe, de tripartisme, d'antidémocratisme et de sabotage des luttes, d'oppression nationale et de division du prolétariat. C'est la politique bourgeoise dans les syndicats.

La question qui confronte aujourd'hui le mouvement d'opposition, c'est de rompre totalement avec la politique bourgeoise qui domine le mouvement syndical, avec tout soutien, même conditionnel, à cette politique qui veut mettre le prolétariat à la remorque de ses exploiteurs. S'opposer à cela, ne signifie donc pas l'apolitisme, cela signifie au contraire s'impliquer activement dans la lutte pour que triomphe la politique prolétarienne et pour que le mouvement ouvrier remporte des victoires plus grandes. Et ce ne sont pas les occasions qui manquent pour le faire.

Déjà le mouvement ouvrier a commencé à rejeter le tripartisme défendu souvent à mots couverts par les boss syndicaux. Il faut continuer à le faire en identifiant clairement la politique qui se cache derrière tous les McDermott du mouvement syndical canadien.

Il ne faut pas non plus se laisser distraire par le silence apparent que le NPD et les bureaucrates syndicaux tentent de maintenir sur la question nationale québécoise. Derrière ce silence se cache l'appui à la politique chauvine de la bourgeoisie et à des pétitions comme celle "D'un groupe de Canadiens à un autre". Il faut tout faire pour que cette question ne soit pas laissée entre les mains des hautes sphères du CTC et qu'on en discute véritablement. A la position qui prône l'unité du Canada impérialiste et la division du mouvement ouvrier, il faut opposer une position qui reconnaît par des gestes concrets le droit des Québécois de décider de leur propre avenir, même si cela devait entraîner la sécession. Il faut opposer la seule unité qui nous intéresse, celle du mouvement ouvrier. Aux pétitions chauvines, il faut opposer celles du prolétariat, des messages de soutien au droit à l'autodétermination du Québec, des appuis concrets aux travailleurs québécois, etc.

Cette unité est d'autant plus essentielle à un moment où l'Etat canadien s'attaque par la répression politique aux droits les plus fondamentaux du mouvement ouvrier: droit de grève, de négociations, d'association, etc. Si présentement Jean-Claude Parrot, président des postiers, purge une peine de 3 mois de prison, il y a des responsables à tout cela qui devront le payer. La riposte unifiée à la répression politique implique aussi le rejet de ceux qui depuis le début collaborent à cette répression, NPD en tête.

Finalement, les événements récents ont fourni une occasion de choix à tous les partis bourgeois, y compris le NPD, pour se serrer les coudes avec la bourgeoisie et soutenir ses efforts de guerre, de renforcement de l'armée canadienne et des forces de l'OTAN. L'opposition syndicale doit prendre clairement position contre tous ces efforts, elle doit montrer qu'elle n'entend soutenir aucune agression impérialiste d'où qu'elle vienne et surtout pas l'appui total du gouvernement canadien à la politique de guerre américaine. Si aux USA on se prépare déjà pour la conscription, au Canada on se prépare aussi à faire accepter les coupures, la paix sociale et les restrictions aux droits de toute sorte au nom de la "défense du monde libre". Disons-le clairement aux bourgeois et au NPD que de "monde libre" il n'y en aura jamais pour les ouvriers sous le capitalisme et que le mouvement ouvrier n'entend pas sacrifier ses droits au profit des ambitions impérialistes canadiennes dans le monde.

Agir autrement, se replier sur nos luttes, sur notre combativité, sans poser la question du pouvoir politique, penser qu'un programme indépendant pour le mouvement ouvrier suffira à abattre toute la ligne bourgeoise, c'est une erreur. Ça revient à laisser la politique à la bourgeoisie, au NPD, aux libéraux, aux conservateurs, au PCC et c'est laisser le pouvoir aux boss syndicaux dans les syndicats. C'est condamner la classe ouvrière à n'être jamais autre chose qu'une éternelle opposition qui défendra ses droits dans la rue contre un ennemi qui conservera le pouvoir politique, le contrôle de l'appareil d'Etat avec sa police, ses lois et ses tribunaux.

Voilà ce qui fait que la question de la nécessité du parti prolétarien pour la classe ouvrière n'est pas une question en dehors des luttes qui se mènent. C'est au contraire une nécessité qui en découle et qui apparaît comme la seule réponse aux questions qui se posent dans le courant d'opposition sur la voie à suivre.

Aussi, la prochaine fois qu'un boss syndical dira: "Engagez-vous en politique", répondez-lui: "Oui, on va en faire de la politique. Mais ce ne sera pas la vôtre. Ce sera contre la vôtre, jusqu'à ce qu'il n'en reste plus rien".

Le CTC dans le mouvement syndical canadien

L'article qui suit vise à compléter l'article précédent sur la collaboration de classe dans les syndicats en fournissant un portrait factuel du mouvement syndical canadien. Cet article est aussi publié en vue du prochain congrès du Congrès du travail du Canada (CTC). Il fournit de l'information statistique essentielle sur le mouvement syndical au Canada et sur le CTC en particulier. Il permet aussi de présenter brièvement le fonctionnement du CTC, de donner de l'information sur les fédérations provinciales qui lui sont affiliées et de fournir des détails supplémentaires sur le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), le plus gros syndicat affilié au CTC. C'est d'ailleurs ce même syndicat qui a mis la question de la démission de McDermott sur la sellette. Bien sûr, comme toute présentation sommaire de données précises, cet article a ses limites. C'est pourquoi nous encourageons les lecteurs qui chercheraient plus d'information sur le mouvement syndical au Canada à noter et consulter les documents de référence que nous avons utilisés pour rédiger cet article.

Les travailleurs syndiqués au Canada

Les statistiques les plus récentes dont nous disposons à l'heure actuelle portent sur l'année 1978. A ce moment-là, 3.3 millions de travailleurs étaient syndiqués au Canada. Ce nombre représente 39% de la main-d'oeuvre salariée de cette année-là. A noter que les travailleurs agricoles ne sont pas calculés dans cette main-d'oeuvre. Le mouvement de syndicalisation s'est développé de façon constante pendant les années 70, contrairement à d'autres époques. Par exemple, dans les années 20 et 30, le nombre de syndiqués a diminué ou est demeuré stagnant; les années 40 ont marqué un essor remarquable de la syndicalisation, le nombre de syndiqués a presque triplé en une décennie; pendant les années 50, le taux de syndicalisation a considérablement ralenti et dans les années 60, il est demeuré relativement stagnant (1).

Le taux de syndicalisation varie d'une industrie à l'autre. Par exemple, en 1977, le plus haut taux de syndicalisation se retrouvait dans l'industrie de la pêche (88% de la main-d'oeuvre salariée), dans l'administration publique (69%), la construction (58%), les transports, les communications et autres services (53%) et dans l'industrie forestière (50%); les taux les plus bas se retrouvaient dans les secteurs des institutions financières (2%), de la vente dans le gros et le détail (8%) et des industries de service (22%) (2).

Dans les dernières années, le nombre de femmes syndiquées a augmenté de façon rapide: dans les dernières 15 années, leur nombre a triplé et, dans la seule période d'après-guerre, leur nombre s'est décuplé. Pourtant, en 1977, les femmes syndiquées ne représentaient que 28% du nombre total des travailleurs syndiqués, alors qu'elles constituaient 38% de la main-d'oeuvre. Ces chiffres reflètent le fait que les femmes sont souvent reléguées aux secteurs marginaux de l'économie où l'exploitation est encore plus intense (3).

Le tableau 1 nous donne la répartition des travailleurs syndiqués par province en 1977.

1. **Travail Canada,** *Organisations de travailleurs au Canada, 1978*, **Tableau 1. L'édition 1976-77 de cette publication présente les statistiques du nombre de membres par syndicat jusqu'en 1911.**
2. **Statistiques Canada, (71-202),** *Corporations and Labour Unions Returns Act (CALURA) 1977, Part II — Labour Unions*, **p. 77**
3. *CALURA*, **op. cit., p. 48**

Tableau 1
Répartition du nombre de syndiqués par province en 1977

Province	Nombre de	%
Terre-Neuve	57,000	2.0
Ile du Prince-Edouard	8,500	0.3
Nouvelle-Ecosse	82,000	2.9
Nouveau-Brunswick	69,000	2.4
Québec	779,000	27.6
Ontario	1,057,000	37.5
Manitoba	118,000	4.2
Saskatchewan	77,000	2.7
Alberta	179,000	6.4
Colombie-Britannique	390,000	13.8
Yukon	2,000	0.1
Territoires du N-O	3,500	0.1
Canada	2,822,000 (4)	100

Source: Tableaux 15a) et 15b) de CALURA 1977, Statistiques Canada (71-202).

En 1978, 53% des travailleurs étaient syndiqués dans des syndicats canadiens et 47% dans des syndicats américains (syndicats internationaux) (5). Il est à noter qu'au Canada le nombre de travailleurs syndiqués dans des syndicats américains baisse continuellement depuis la Deuxième Guerre mondiale: par exemple, en 1949, 70% des travailleurs syndiqués au Canada appartenaient à des syndicats américains. La présence des syndicats américains se fait sentir surtout dans l'industrie de la construction, dans les métiers, les mines et le pétrole, les manufactures et l'industrie forestière (6). (Voir tableau 2)

Le Congrès du travail du Canada

Le Congrès du travail du Canada (CTC) est né en 1956 suite à la fusion du Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC) et du Congrès canadien du travail (CCT), les deux plus importantes centrales syndicales du pays à l'époque. Ces deux centrales étaient respectivement liées à la Fédération américaine du travail (AFL) et au Congrès des organisations industrielles (CIO) des Etats-Unis. D'ailleurs, la fusion du CMTC et du CCT a suivi de près la fusion de l'AFL-CIO aux Etats-Unis. Le CTC, tout en maintenant des liens importants avec l'AFL-CIO, principalement par le biais des syndicats internationaux qui le dominent, demeure une centrale fondamentalement indépendante. Le CTC concentre le gros de ses énergies sur les luttes ouvrières, la politique, l'économie et les réformes sociales au Canada. Au niveau international, il prend souvent des positions qui vont à l'encontre de celles de l'AFL-CIO (par exemple, le CTC continue à jouer un rôle actif dans la Confédération internationale des syndicats libres, qui compte quelque 60,000,000 de membres, alors que l'AFL-CIO s'en est retiré).

Le CTC entretient cependant des liens très étroits avec un parti politique au Canada, le Nouveau parti démocratique (NPD). En 1958, le congrès du CTC adoptait une résolution appelant à la création du NPD. En 1961, lors du congrès de fondation du NPD, plus de 35% des délégués étaient membres du CTC. Depuis lors, le chef du NPD prend la parole à tous les congrès du CTC, le CTC fournit une partie importante du financement du NPD et certains de ses membres (surtout chez les métallos et les Travailleurs unis de l'auto (TUA)) ainsi que les boss syndicaux fournissent une part importante de la main-d'oeuvre nécessaire pour organiser les campagnes électorales. Depuis l'élection de McDermott comme président du CTC en 1978, les liens formels avec le NPD sont devenus beaucoup plus ouverts et actifs.

En 1978, le CTC regroupait 74 syndicats internationaux (qui représentent 66% des travailleurs affiliés au CTC) et 23 syndicats canadiens (34% des travailleurs affiliés). Le CTC comptait aussi 111

Tableau 2
Travailleurs syndiqués par affiliation en 1978

Congrès	Nombre de syndiqués	%
Congrès du travail du Canada (CTC)	2,204,000	67.2
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	178,000	5.4
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	38,000	1.2
Confédération des syndicats canadiens (CSC)	26,000	0.8
AFL-CIO (uniquement)	11,000	0.3
Syndicats indépendants	822,000	25.1
Total	3,278,000	100

Source: Travail-Canada, *Organisations de travailleurs au Canada*, 1978, Tableau 2

4. Notez que ce chiffre est plus bas que le 3.3 millions donné plus avant. C'est ce dernier qu'il faut retenir. La différence est due non seulement au fait que l'une des statistiques s'applique à 1977 alors que l'autre s'applique à 1978 mais aussi que ces deux statistiques nous proviennent de deux ministères différents au fédéral. Les chiffres avancés par CALURA excluent certains syndicats marginaux de la compilation. Cependant, ce fait ne devrait pas influencer les statistiques sur la répartition du nombre de syndiqués par province.
5. *Organisations de travailleurs au Canada, 1978*, op. cit., Tableau 3
6. *CALURA*, op. cit., p. 77

syndicats à charte directe ayant un effectif global de 13,000 membres. Au total, cela fait 2.2 millions de travailleurs répartis dans environ 8,500 syndicats locaux ([7]). On retrouve aussi 10 fédérations provinciales au sein du CTC et 118 conseils du travail locaux ([8]).

Le tableau des budgets nous donne une idée de la force des différentes composantes du CTC.

Tableau 3
Budgets du CTC, de la FTO et du SCFP

Congrès du travail du Canada (CTC)	**$4,500,000.**
Fédération du travail de l'Ontario (FTO)	**$850,000.**
Syndicat canadien de la fonction publique SCFP	**10,300,000.**

Le congrès du CTC élit 20 permanents qui, avec un représentant de chacune des fédérations provinciales (habituellement le président), forment le Conseil exécutif. Il s'agit là de la plus haute instance décisionnelle du CTC entre chaque congrès. Le conseil exécutif est tenu de se réunir au moins quatre fois par année. En plus, on retrouve aussi le comité exécutif, une instance décisionnelle plus pratico-pratique constituée de l'exécutif et des 6 vice-présidents généraux, qui se réunit au moins 6 fois par année. L'exécutif, qui s'occupe des problèmes quotidiens, est composé du président (salaire de $50,000., sans compter ses dépenses), d'un secrétaire-trésorier (salaire de $46,500.) et de deux vice-présidents exécutifs (payés $45,000. chacun) ([9]).

Le Congrès (ou Assemblée), qui est la plus haute instance décisionnelle du CTC, se réunit à tous les deux ans et rassemble 2,500 délégués. Chaque syndicat local peut envoyer un délégué au congrès. Si un syndicat compte plus de 1,000 membres, il peut envoyer un autre délégué pour chaque 1,000 membres de plus. Chaque syndicat affilié, fédération provinciale et conseil du travail local peuvent envoyer deux délégués chacun et les quatre membres de l'exécutif sont automatiquement délégués. De façon générale, 95% des délégués sont nommés par les syndicats locaux. (Voir tableau 4)

Tableau 4
Les syndicats CTC ayant plus de 50,000 membres en 1978

Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)	**231,000**
Métallurgistes unis d'Amérique (MUA)	**199,000**
Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC)	**154,000**
Syndicat international des travailleurs unis de l'automobile, de l'aéronautique et de la machinerie agricole (TUA)	**130,000**
Syndicat national des fonctionnaires provinciaux (SNFP)	**128,000**
Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique (FUCHA)	**89,000**
Fraternité internationale des ouvriers en électricité (SITE)	**64,000**
Union internationale des journaliers d'Amérique du Nord (UIJAN)	**61,000**
Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique (SITBA)	**57,000**
Syndicat canadien des travailleurs du papier (SCTP)	**57,000**
Union internationale des employés des services du Canada (SIESC)	**55,000**
Association internationale des machinistes et travailleurs de l'aéronautique (AIM)	**54,000**
Union internationale des employés de commerce (UIEC)	**52,000**
Travailleurs canadiens de l'alimentation et d'autres industries (ICAI)	**50,000**

Les 14 syndicats les plus importants représentent 63% des membres du CTC. Evidemment, ce ne sont pas toujours les plus gros syndicats qui influencent le plus le développement du mouvement syndical: par exemple, le Syndicat des postiers du Canada (SPC) ne compte que 23,000 membres.

Les fédérations sont définitivement des instances subordonnées du CTC. Leur existence juridique dépend du CTC qui leur octroie une charte et qui a aussi le pouvoir de suspendre une fédération donnée, de la dissoudre et de lui enlever sa charte. (Voir tableau 5)

L'article XV, section 3, des statuts du CTC précise que le Conseil exécutif du CTC régit fondamentalement tous les aspects des activités d'une fédération donnée. Le Conseil exécutif "édicte les règlements régissant la conduite, les travaux, les affaires, les finances et les biens des fédérations de travailleurs et des conseils locaux du travail et fixe la marche à suivre en ce qui concerne l'imposition de mesures disciplinaires à ces organismes ou à leurs dirigeants". Les décisions prises par le Conseil exécutif peuvent être mises en appel devant le Congrès mais elles restent en vigueur en attendant les résultats de l'appel ([10]).

7. *OTC, 1978*, **op. cit., Tableau 4 et** *CALURA*, **op. cit., p. 44**
8. *OTC, 1978*, **op. cit.**
9. **CTC,** *Statuts*, **édition de 1976**
10. **CTC,** *Statuts*

Tableau 5
Membership des fédérations provinciales du travail en 1978

Terre-Neuve	**35,000**
Ile du Prince-Edouard	**3,000**
Nouvelle-Ecosse	**55,000**
Nouveau-Brunswick	**41,000**
Québec	**284,000**
Ontario	**715,000**
Manitoba	**73,000**
Saskatchewan	**54,000**
Alberta	**96,000**
Colombie-Britannique	**215,000**

Source:
Travail Canada, *Organisations de travailleurs au Canada, 1978*

Tableau 6
Membres du SCFP par province en 1977

Province	Locaux	Nombre de syndiqués
Terre-Neuve	29	3,700
Ile du Prince-Edouard	16	1,200
Nouvelle-Ecosse	82	7,000
Nouveau-Brunswick	131	16,000
Québec	219	43,000
Ontario	478	98,000
Manitoba	72	15,000
Saskatchewan	151	14,000
Alberta	88	21,000
Colombie-Britannique	118	26,000
Canada	1,384	243,000

Source: Statistiques Canada (71-202 Supplément); *CALCURA 1977*

La Fédération du travail du Québec (FTQ) fait exception à ces règlements. En effet, suite à une lutte incessante menée par la FTQ depuis le début des années 60, cette fédération dispose maintenant d'un statut spécial qui, à plusieurs niveaux, lui donne des pouvoirs semblables à ceux d'une centrale syndicale. La comparaison du budget de la FTQ et de celui de la FTO nous donne une bonne idée des implications de ce statut particulier: en 1978, le budget de la FTO n'était que 13% plus élevé que celui de la FTQ, alors que la FTO compte deux fois et demie plus de membres que la FTQ.

En 1967, la FTQ adoptait des statuts qui tranchaient avec le modèle établi par le CTC pour toutes les fédérations provinciales. Ces nouveaux statuts constituent à bien des niveaux une déclaration d'autonomie et ce n'est que tout récemment que le CTC les a acceptés ([11]). Les statuts de la FTQ définissent le congrès de la FTQ comme la plus haute instance décisionnelle alors que dans le cas de la FTO, par exemple, le Conseil exécutif du CTC peut non seulement renverser les décisions de l'exécutif de la FTO mais aussi toute décision exigeant une majorité des 2/3 lors d'un congrès de la FTO ([12]).

En 1973, la FTQ décidait d'accepter que des groupes de travailleurs s'étant désaffiliés de leur syndicat international puissent se syndiquer directement à la FTQ (électricité, textile, produits chimiques et pétrole, brasseries, pâtes et papier, communication, radio et télévision, etc.). Les autres fédérations provinciales n'ont le droit d'accepter que des travailleurs déjà affiliés au CTC.

En 1974, "les délégués présents au congrès du CTC nous (la FTQ) accordaient, presqu'à l'unanimité (85%) et malgré l'opposition farouche de tous les officiers du CTC, les délégations de juridiction que nous réclamions (éducation et conseils du travail) ainsi qu'une formule de péréquation". Cela impliquait qu'en pratique, la FTQ contrôlerait directement les conseils de travail à la place du CTC. La même chose s'appliquait dans le cas de l'éducation syndicale. Le fait a aussi entraîné qu'en 1979, la FTQ recevait $44,000. de subventions du CTC.

Mais malgré la décision prise par le congrès, les dirigeants du CTC réussirent à remettre l'application de cette décision pendant quatre ans. En 1977, le congrès de la FTQ votait une résolution condamnant "l'attitude intransigeante" des dirigeants du CTC. Ce n'est qu'en 1978, lors du congrès du CTC, alors que la FTQ menaçait de quitter le CTC à cause de la question nationale du Québec, que les dirigeants du CTC ont finalement accepté de concéder le statut spécial en pratique. Comme par hasard, une résolution de compromis sur la question nationale du Québec a été acceptée avec l'appui vigoureux de Laberge, président de la FTQ, et Gérin-Lajoie, directeur provincial des métallos...

Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)

Le SCFP a été créé en 1963 suite à la fusion des syndicats du secteur public. En 1975, le SCFP était le plus gros syndicat au pays. Le tableau 6 indique le nombre de locaux et de membres par province en 1977.

Le SCFP a syndiqué les travailleurs du secteur public (municipal, provincial et fédéral) et parapublic (écoles, hôpitaux, bibliothèques, sociétés d'Etat, etc.) à travers le pays. 40% de ses membres sont des femmes et 40% du total des syndiqués habitent l'Ontario.

La syndicalisation des travailleurs manuels dans le secteur public (transport, électricité, gaz, etc.) a commencé à peu près en même temps que celle des travailleurs faisant le même type de travail dans le secteur privé, voilà environ une quarantaine d'années. Mais la syndicalisation des travailleurs gouvernementaux (municipal, provincial et fédéral) est un phénomène relativement récent qui date des années 60 (Saskatchewan: 1943, Québec: 1964, fédéral: 1967, Colombie-Britannique: 1973, etc.). Pourtant en 1977, les travailleurs du secteur public étaient syndiqués dans une proportion de 69%, le plus haut niveau de syndicalisation de quelque secteur que ce soit de l'économie canadienne.

---

11. FTQ, *La FTQ et la question nationale*, document du congrès de 1979, p. 7
12. FTO, *Statuts*, 1979, voir articles VI:2, II:2 et XI
13. *La FTQ et la question nationale*, op. cit., p. 7
14. FTQ, *Le monde ouvrier*, janvier 1978, numéro spécial pour le 15e congrès, p. 10

L'unité du mouvement marxiste-léniniste international Une question politique immédiate

Où sont les communistes (marxistes-léninistes) d'Iran, d'Afghanistan capables d'offrir une réelle alternative à la "révolution islamique"? Où est le parti marxiste-léniniste dans ces pays qui est sensé diriger la révolution vers la victoire du socialisme? D'ailleurs, votre "socialisme" à la russe... Non merci, l'Afghanistan est en train d'y goûter et on aime mieux garder ce qu'on a de "liberté" sous le capitalisme que de tout perdre. Voilà les questions, les doutes et le scepticisme qu'on entend régulièrement quand ce n'est pas une opposition farouche à ce qu'on identifie à tort comme étant du socialisme. L'offensive de l'impérialisme à tous les niveaux — avec ses alliés sûrs parmi les réformistes et révisionnistes — réussit pour le moment à détourner la lutte des peuples de la voie de la révolution prolétarienne et de l'édification du socialisme.

Dans une situation où les préparatifs de guerre des bourgeoisies impérialistes prennent une place de plus en plus importante, le prolétariat et les peuples se retrouvent sans réelle direction prolétarienne à l'échelle internationale capable de guider leurs luttes vers une victoire décisive sur l'impérialisme. Néanmoins, c'est dans le mouvement marxiste-léniniste tel qu'il existe et se développe dans plusieurs pays que l'on trouve les forces qui cherchent résolument à faire triompher la voie du socialisme et de la dictature du prolétariat, la seule voie qui assurera une libération totale du système d'exploitation capitaliste.

Quelle est donc la situation actuelle au sein du mouvement marxiste-léniniste international? A-t-il une réelle influence sur le cours des événements, sur le développement de la lutte de classe dans chaque pays et à l'échelle mondiale? Comment parvenir à résoudre ses principales contradictions, ses plus grandes faiblesses? Telles sont les questions auxquelles les communistes doivent aujourd'hui répondre devant le prolétariat, car il est temps que le socialisme cesse d'être cette vague aspiration qu'on atteindra "inévitablement" un jour, malgré les revers et les détours tout aussi "inévitables".

Un mouvement qui existe mais qui demeure dispersé

On n'a qu'à constater le peu d'influence du mouvement communiste international (MCI) dans le soutien aux principales luttes révolutionnaires dans la dernière année — en Iran, au Nicaragua, au Salvador, au Zimbabwe, par exemple — pour reconnaître que, malgré la solidarité impulsée par plusieurs marxistes-léninistes à travers le monde, ces efforts ne sont pas parvenus à briser le mur du silence sur la lutte de ces peuples, à démasquer les mensonges de la presse bourgeoise, et encore moins à contrecarrer l'aide piégée apportée par des puissances impérialistes qui brûlent du désir d'y remplacer l'impérialisme dominant.

Dans plusieurs pays d'Afrique et du Moyen-Orient, on doit constater que l'influence des marxistes-léninistes est très faible, sinon inexistante, face par exemple à la volonté des révisionnistes soviétiques de placer les mouvements révolutionnaires de libération sous leur coupe.

Si on tourne notre attention vers les pays capitalistes ou impérialistes tels la France, l'Allemagne, l'Italie, le Canada, les Etats-Unis, il faut reconnaître d'emblée que l'influence du point de vue marxiste-léniniste parmi le prolétariat et les masses laborieuses de ces pays est encore très minime par rapport à celle de la

social-démocratie et du révisionnisme moderne.

Mais en même temps, ce serait nier la réalité que de ne pas reconnaître l'existence de forces marxistes-léninistes dans un très grand nombre de pays. Si leur influence dans la lutte de classe demeure encore faible à quelques exceptions près, notamment celle du Parti du travail d'Albanie qui dirige la lutte pour l'édification du socialisme, ces forces existent bel et bien et se développent dans la lutte révolutionnaire elle-même. En Iran, plusieurs organisations marxistes-léninistes jouent un rôle important dans la lutte armée des paysans kurdes par leur agitation au sein de la nation perse pour contrer la campagne chauvine menée par le régime en place. Ils ont aussi développé leur influence parmi les ouvriers du pétrole, parmi les étudiants, etc. Les marxistes-léninistes iraniens ne sont pas unis au sein d'une même organisation et sur un programme commun, mais 12 organisations ont commencé à tenir des conférences régulières dans le but de bâtir l'unité des marxistes-léninistes (1). Au Venezuela, en Equateur, au Brésil, au Chili et dans d'autres pays d'Amérique latine et centrale, les marxistes-léninistes non seulement existent, mais sont aussi très activement impliqués dans la lutte contre l'impérialisme américain, contre ses manoeuvres de "démocratisation" de régimes militaires et dans certains cas sont aussi engagés dans la lutte armée aux côtés des paysans et des travailleurs (2). En Tunisie, en Haute-Volta, au Dahomey, au Sénégal, en Angola et ailleurs en Afrique, le développement du mouvement marxiste-léniniste est une réalité de plus en plus concrète qui se manifeste à des degrés divers, allant d'activités de propagande relativement simples à une implication active dans la lutte contre la répression ouvrière et syndicale, comme en a témoigné récemment le journal EN LUTTE! dans le cas de la Tunisie (3).

Sans énumérer ici tous les pays où l'existence de forces marxistes-léninistes nous est connue, une chose apparaît évidente: c'est que le mouvement marxiste-léniniste international est une réalité de plus en plus vivante et concrète dans la lutte du prolétariat et des peuples du monde.

Mais en même temps, une autre chose apparaît toute aussi évidente pour qui se donne la peine d'analyser la réalité pour ce qu'elle est. C'est l'état de désunion et de division du mouvement dans plusieurs pays, comme en Iran, en France, en Angleterre, en Italie, aux USA, en Turquie, pour ne nommer que ceux-là, état qui coïncide avec sa faiblesse face à la bourgeoisie et aux agents réformistes et révisionnistes. C'est, plus important encore, l'inaptitude du MCI dans son ensemble à agir comme force politique unifiée et organisée à l'échelle internationale contre l'impérialisme, une force dont le programme et l'action constitueraient une arme puissante aux mains du prolétariat et des peuples en lutte.

On peut certainement dire que cette faiblesse et cette dispersion résultent de la lutte que la bourgeoisie a menée, des succès qu'elle a remportés historiquement contre le mouvement communiste, entre autres dans la chasse aux sorcières des années 30-40-50. Mais il y a aussi le fait que le mouvement communiste a dégénéré, que la grande majorité des partis autrefois communistes, et en premier lieu le Parti communiste (bolchévique) d'Union soviétique, se sont transformés en instruments politiques de pacification et de collaboration avec la bourgeoisie et l'impérialisme, en pompiers de la révolution; laissant ainsi le mouvement ouvrier désorienté pour poursuivre la lutte pour le socialisme. Et même si la reconstruction du mouvement communiste a été mise de l'avant et que la lutte contre le révisionnisme s'est menée depuis longtemps, on ne peut pas dire que les communistes à travers le monde aient entrepris de façon systématique de reconstruire leur unité, c'est-à-dire de reconstruire le mouvement comme une force réelle, comme une force politique et organisationnelle — et non seulement comme une force de dénonciation des idées réactionnaires et réformistes à travers le monde.

Combattre les points de vue contraires à l'unité

Parler de désunion à l'heure actuelle et insister sur cette caractéristique du MCI peut paraître exagéré quand, d'année en année et même de 6 mois en 6 mois, le MCI semble remporter des victoires contre toute nouvelle forme de révisionnisme et d'opportunisme. Hier c'était contre la dite "théorie des trois mondes", plus récemment c'était contre la "pensée mao zédong", et de plus en plus c'est devenu contre les "dénigreurs" de Staline... et ça devrait peut-être continuer ainsi tant que l'"identité parfaite de vues" ne sera pas atteinte... parmi un certain nombre de communistes dans le monde tout au moins. Il existe en effet une tendance au sein du MCI à nier l'existence d'organisations marxistes-léninistes en dehors de celles qui partagent en tout point les conclusions auxquelles cette tendance parvient de 6 mois en 6 mois.

Le Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) (PCE (m.-l.) est une des organisations souvent à l'avant-garde des nouvelles "démarcations de principe" au sein du MCI. A la lecture des travaux sur la situation du MCI entourant son IIIe Congrès, tenu en novembre 1979, on

1. **EN LUTTE! a publié en février 1980 une brochure, en anglais et en français, sur la lutte révolutionnaire du peuple iranien. Elle s'intitule "*Guerre de religion ou révolution populaire en Iran! Qui dit vrai?*". Il s'agit de la reproduction d'articles parus dans le journal EN LUTTE! après le voyage en Iran d'un militant de notre Organisation il y a quelques mois. On y retrouvera plusieurs faits sur les positions et l'action des organisations marxistes-léninistes en Iran de même qu'un éditorial de l'Union des communistes iraniens, datant d'avril 79, sur "la révolution en Iran et ses développements politiques".**
2. **Plusieurs publications des marxistes-léninistes d'Amérique latine et centrale sont disponibles aux librairies L'Etincelle. La plupart ne sont disponibles qu'en espagnol seulement, mais certains textes ont aussi été traduits en français ou en anglais.**
3. **Nous nous référons en particulier ici à la publication d'organes tel *La Flamme* publié par le Parti communiste du Dahomey; tel ECH-CHOOLA, publié par le Groupe communiste (marxiste-léniniste) tunisien ECH-CHOOLA; tel *Le Prolétaire*, publié par l'Union de lutte communiste de Haute-Volta, pays dans lequel on retrouve aussi une autre organisation qui se réclame du marxisme-léninisme, le Parti communiste révolutionnaire voltaïque. Pour ce qui est de la lutte menée par les communistes tunisiens, on pourra se référer au numéro 182 (27 novembre 79) du journal EN LUTTE!.**

serait forcé d'admettre que le type de lutte contre le révisionnisme qui sert le mieux l'unité des communistes et les intérêts du prolétariat international en ce moment serait celle qui consiste à s'attaquer à la pensée mao zédong et à ériger Joseph Staline sur un piédestal:

"Dans ses sessions dédiées à l'étude de la situation internationale, notre Congrès a porté une attention spéciale à analyser, démasquer et dénoncer la pensée mao zédong comme courant révisionniste et antimarxiste dont le but est de miner et freiner le plus possible le développement victorieux du mouvement marxiste-léniniste international; nous considérons en outre que de dénoncer et de combattre résolument le maoïsme est aujourd'hui une question d'importance vitale pour les marxistes-léninistes". (4)

A cela, s'ajoute la contre-partie de la même logique:

"Le IIIe Congrès considère qu'en ce moment, la question du camarade Staline constitue un élément décisif qui sépare les authentiques révolutionnaires des révisionnistes et des contre-révolutionaires." (5)

Le PCE(m.-l.) n'est pas la seule organisation à considérer les choses de cette façon. On retrouve des affirmations semblables dans la presse de plusieurs autres partis et organisations marxistes-léninistes, à commencer par celle du Parti du travail d'Albanie. Or, c'est une chose de parvenir à la conclusion que Mao n'était pas un marxiste-léniniste — une chose d'autant plus discutable que beaucoup d'analyses sur le sujet se sont éloignées considérablement d'un point de vue matérialiste sur l'histoire de la révolution chinoise — mais c'en est une autre que d'imposer en pratique une telle condamnation (accompagnée par la glorification de Staline) comme critère de démarcation entre marxisme-léninisme et révisionnisme. A en juger par les effets de ces prises de positions et les gestes pratiques auxquels elles conduisent, notamment au Camp anti-impérialiste de la jeunesse en Espagne l'été dernier (6), ce n'est pas à l'unité qu'aboutit un tel point de vue, mais à la division constante sur la base de démarcations idéologiques et politiques qui ont des apparences d'intransigeance dans la défense du marxisme-léninisme et dans la lutte contre le révisionnisme, mais qui curieusement ne supportent aucune critique sans crier à la provocation ou à la traîtrise. Si le type d'internationale que veut créer le PCE(m.-l.) — car son congrès de novembre 1979 s'est donné la responsabilité (avec les partis du monde) de préparer les conditions pour la construction d'une nouvelle internationale communiste (7) — doit être jugé à la lumière des gestes posés et des intentions exprimées, il est dangereux que cette internationale vienne sceller non pas l'unité politique et organisationnelle de tous les communistes du monde, mais davantage la consolidation d'une fraction du MCI, à l'insu de l'ensemble et du prolétariat international.

Face à cette tendance au sein du mouvement, on en retrouve maintenant une autre qui en est en fait la contrepartie exacte: les partis et organisations qui cherchent à consolider leur unité sur la base de la défense de la pensée maozédong et de la riposte contre les "opportunistes et révisionnistes du PTA et de ses supporteurs" — les qualificatifs pleuvent à souhait dans ce genre de lutte. On retrouve l'expression la plus claire de ce point de vue dans les positions d'une organisation américaine, le Parti communiste révolutionnaire des Etats-Unis (PCRUSA):

"Le Deuxième Congrès de notre parti a appelé à intensifier les efforts pour prendre contact, mener la lutte et construire une unité de principe avec les forces marxistes-léninistes d'autres pays, sur la base de la définition et de la défense de lignes claires de démarcations (...). En même temps, face à la floraison complète de tendances opportunistes dans la ligne du parti albanais et sa dégénérescence dans la contre-révolution, nous n'avons pas seulement mené une lutte résolue pour défendre les contributions immortelles de Mao Zedong contre les attaques provenant de ce bastion, mais nous avons commencé à faire une critique approfondie (et continue) du révisionnisme dogmatique (dogmato-révisionnisme) du parti albanais et de ses supporteurs. (...) le nombre de partis et d'organisations qui ont pris clairement position pour défendre Mao Zedong et ses contributions au marxisme-léninisme tout en s'opposant et en démasquant les dirigeants révisionnistes de Chine va en augmentant. Mais en même temps, les contacts et le niveau d'unité, en théorie et en pratique, parmi ces forces (et d'autres qu'on ne connaît peut-être pas présentement) est encore extrêmement primitif. Pour ces raisons positives et négatives, la nécessité d'un saut qualitatif dans cette situation se manifeste très ouvertement (...) Cela appelle un progrès pas à pas (mais constant) vers une unité continue et concrète, en théorie et en pratique, à tous les niveaux — idéologique, politique et organisationnel." (8)

La réaction du PCRUSA peut paraître extrême dans le mouvement à l'heure actuelle, mais elle n'en demeure pas moins l'expression d'un courant qui, au sein du MCI, cherche à se consolider lui aussi par l'imposition de critères de démarca-

---

4. *Message du IIIe congrès aux partis frères*, publié dans Vanguardia Obrera, organe du Comité central du Parti communiste d'Espagne (m.-l.), 10-16 novembre 1979, p. 11 (notre traduction).
5. *Résolution du IIIe Congrès sur Staline*, publié dans Vanguardia Obrera, ouvr. cité, p. 12 (notre traduction).
6. EN LUTTE! a relaté ces événements dans son journal no 174 (2 octobre 1979). A l'occasion de ce camp, des organisations marxistes-léninistes et anti-impérialistes se sont vues interdire l'accès au camp et le droit d'y diffuser leurs points de vue par les organisateurs du camp qui regroupaient des organisations de jeunesse liées à un certain nombre de partis marxistes-léninistes d'Europe. Les organisateurs refusaient que des points de vue divergents du leur, sur la question de Mao entre autres, puissent être exprimés ouvertement à ce camp. Les organisateurs ont même eu recour à la police et aux attaques physiques pour expulser les "indésirables".
7. Voir entre autres *Vanguardia Obrera*, 10-16 novembre 1979, p. 17. La nécessité de reconstruire une nouvelle internationale a aussi été réaffirmée par d'autres organisations présentes au IIIe Congrès du PCE(m.-l.), notamment dans les messages du Parti communiste du Japon (gauche) et du Parti communiste d'Allemagne (marxiste-léniniste).
8. *Documents de la 3e session plénière du deuxième Comité central du PCRUSA*, publié dans Revolution, organe du Comité central du Parti communiste révolutionnaire des Etats-Unis, Vol. 4, no 10-11, octobre-novembre 1979, p. 11 (notre traduction).

tion qui sont sensés être déterminants pour la reconstruction de l'unité des communistes.

Or, sous ces références superficielles à un dirigeant ou à un autre se cachent des positions importantes sur des questions aussi cruciales que l'édification du socialisme, le rôle du parti, son lien avec les masses, le rôle d'une internationale. Le malheur, c'est qu'on veut faire adhérer les communistes à de telles positions importantes sans débat et sur la seule base de la croyance aveugle en des individus qui n'ont certainement pas été exempts d'erreurs.

Faut-il s'étonner qu'en plus on assiste à un surquestionnement de la part de certaines autres organisations marxistes-léninistes sur l'existence même du mouvement communiste international? La découverte d'erreurs dans la ligne et l'action de certains partis devient le prétexte pour remettre en question avec un simplicité étonnante leur caractère marxiste-léniniste. Il n'y a plus de marxiste-léniniste que soi-même, finalement, puisqu'en examinant le passé et le présent de tous les autres partis, on constate qu'ils avaient adopté des positions erronées, il y a 3 ans, 10 ans, 20 ans! La conséquence de cette attitude à l'égard de la nature du mouvement est facile à deviner: isolement et repliement sur soi, ou avec un petit nombre de communistes d'autres pays qui partagent avec soi la défense de la ''pureté'' du marxisme-léninisme. Il ne nous resterait plus qu'à mettre le marxisme-léninisme dans une bouteille et de la jeter à la mer.

Remettre la lutte contre le révisionnisme sur ses pieds

Le mouvement communiste existe, malgré ses faiblesses, malgré les caractéristiques négatives qu'on retrouve en son sein. Il existe des organisations qui ont en commun d'adhérer au marxisme-léninisme, de reconnaître la nécessité de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat pour parvenir au socialisme et qui sont activement engagées dans la lutte de classe, à un degré ou à un autre. Si l'on refuse de partir du point de vue qui consiste à dire: quels sont ceux qui sont pour Mao, quels sont ceux qui sont contre?; quels sont ceux qui sont pour Staline, quels sont ceux qui sont contre? Alors on s'aperçoit que le MCI ne peut absolument pas être confiné aux partis "reconnus" ou encore à des tendances qui apparaissent consolidées. On s'aperçoit en plus que cette façon étroite d'examiner le mouvement, d'en définir les contours et d'imposer ses lignes de démarcation — faute de servir les intérêts véritables des communistes et du prolétariat international — n'est pas partagée par tous et est même combattue de plus en plus ouvertement.

Dans le no 180 du journal EN LUTTE! (13 novembre 1979), nous avons reproduit la position des marxistes-léninistes du Venezuela sur la situation du mouvement communiste (marxiste-léniniste) international. En voici quelques extraits significatifs:

"Concernant la lutte idéologique qui existe présentement au sein du mouvement marxiste-léniniste international en lien avec l'évaluation de Mao Zedong, nous croyons que cette lutte ne doit pas se réduire à un simple verdict positif ou négatif sur la personnalité et les contributions de Mao Zedong. Pour nous, cette lutte idéologique doit constituer un pas important pour clarifier dans son ensemble le problème de la révolution prolétarienne, en recourant pour cela à la théorie marxiste, sans préjugé d'aucune sorte. C'est seulement de cette façon que l'on pourra contribuer à la consolidation et à l'enrichissement du marxisme-léninisme comme théorie scientifique du prolétariat et de sa révolution.

Au cours de cette lutte, les partis marxistes-léninistes doivent combattre les analyses superficielles qui conduisent au subjectivisme et à l'unilatéralisme. De plus, il est essentiel que les divers partis marxistes-léninistes s'apportent une aide mutuelle pour élaborer ces analyses. La hâte qui conduit à considérer comme fondamentales les déclarations, sans prendre en considération la pratique politique qui se développe, doit être bannie. Pour faire

face à l'étude de ces problèmes et des autres auxquels le mouvement communiste marxiste-léniniste international est confronté, notre organisation part du point de vue selon lequel la communauté de partis marxistes-léninistes se guide sur les principes généraux, qui se concrétisent dans chaque réalité particulière. Cela oblige à tenir compte du développement inégal et multiple de notre communauté de partis. Partir du fait que l'unanimité serait possible sur des problèmes particuliers ne relevant pas des principes serait nier la lutte idéologique qui existe au sein de chacun des partis." (9)

Pour l'essentiel nous partageons ces réserves et critiques. Nous les partageons parce qu'il s'agit là d'une attitude plus matérialiste dans la défense du marxisme-léninisme, dans la critique du révisionnisme et dans l'étude des enseignements de l'histoire, une attitude qui permettra d'accélérer véritablement la défaite du révisionnisme.

L'attitude qu'on adopte parfois dans la critique du révisionnisme n'est d'ailleurs pas sans liens avec les manifestations de sectarisme qu'on retrouve dans le mouvement. Il existe plusieurs exemples d'une façon incorrecte de regarder le mouvement à l'heure actuelle, mais aussi d'examiner son passé. Prenons l'exemple de la Chine et de son parti. On dira que finalement le Parti communiste chinois est tombé dans le révisionnisme et il faut analyser cela. On arrive alors à la conclusion qu'il n'est pas tombé dans le révisionnisme il y a seulement deux ans, mais que si on regarde vraiment les choses, déjà en 1935, c'étaient les idées opportunistes et bourgeoises qui dominaient dans ce parti (10). C'est la conclusion à laquelle sont arrivés le Parti du travail d'Albanie, le Parti communiste d'Espagne (m.-l.) et plusieurs autres dont le faux Parti communiste du Canada (m.-l.) — qui était il y a quelques années à peine la plus grande idole au Canada de "notre" président Mao et de sa pensée. On pourrait penser qu'une telle conclusion ne concerne qu'un seul parti, membre de l'Internationale communiste jusqu'à sa dissolution en 1943, soit dit en passant, et n'en ayant jamais été expulsé non plus.

Mais voilà que le même genre d'analyse se répète, cette fois à propos du Parti communiste du Vietnam. On dira que le parti du Vietnam est engagé dans la voie de la collaboration avec l'impérialisme soviétique et que cela aussi doit être analysé. Et on arrive au même genre de conclusions que sur la Chine: le Parti communiste du Vietnam était déjà contaminé dès sa création dans les années 30 (11).

Il ne s'agit pas de nier que des questions importantes soient posées dans ces analyses, des questions qui justement doivent être l'objet de la lutte collective des marxistes-léninistes pour tirer les enseignements de l'histoire et parvenir à une critique articulée et complète du révisionnisme. Nous sommes engagés nous-mêmes dans l'étude et l'analyse du révisionnisme et de ses formes particulières à des périodes données de l'histoire et notre Comité central a décidé de publier une brochure spéciale sur le sujet dans les mois qui viennent.

Cependant on se demande parfois, à la lecture de certaines analyses, de quel point de vue on part dans la critique du révisionnisme et où on veut aller. Si l'étude du révisionnisme devait consister à aligner certaines citations sans les apprécier dans leur contexte historique, dans le pays concerné et à l'échelle du monde, on a l'impression qu'on pourrait prendre quelques citations de Lénine, les tirer hors de leur contexte et déclarer avec la plus grande certitude qu'il était déjà révisionniste lui aussi, qu'il était évident que le capitalisme allait réapparaître inévitablement en Union soviétique!

Ce genre de méthode d'analyse s'éloigne du matérialisme historique et dialectique: cela est une première chose et les marxistes-léninistes ne sauraient avancer dans l'analyse et la critique du révisionnisme en poursuivant dans cette voie. Deuxièmement, ce genre d'analyses s'éloigne du but poursuivi par la lutte contre le révisionnisme et pour l'unité des communistes: celui de servir les intérêts du prolétariat international en procédant de façon objective à l'examen des erreurs et leçons positives de l'histoire pour en tirer les enseignements — l'orientation, le programme — dont l'application assurera une victoire décisive des luttes révolutionnaires du prolétariat et des peuples contre le capitalisme et l'impérialisme.

Si nous rejetons les positions qui consistent à faire de la pensée maozédong ou de la question de Staline des critères de démarcation, ce n'est pas parce qu'il s'agirait de rechercher un juste milieu entre Mao et Staline. Non, c'est parce que la tâche des communistes est celle de résoudre les problèmes centraux posés par le développement de la lutte révolutionnaire des peuples d'Iran, d'Afghanistan, etc. et ce, aujourd'hui même. En quoi un jugement définitif et complet sur Mao et Staline ferait-il avancer aujourd'hui la lutte révolutionnaire en Iran?

Si on cherche à unir les communistes pour assurer la victoire de la révolution, alors l'étude des contributions de Mao ou de Staline, comme celle d'autres dirigeants du prolétariat devra être faite dans ce but.

C'est aussi pour cette raison que nous croyons que les marxistes-léninistes doivent s'unir sur un programme communiste et non pas sur les contributions de l'un ou l'autre dirigeant du prolétariat révolutionnaire.

---

9. *Sur la ligne générale révolutionnaire*, publié dans Que Hacer?, organe du Comité national des comités de luttes populaires, Venezuela, édition spéciale d'octobre 1979, p. 10 (notre traduction).

10. Voir Enver Hoxha, *L'impérialisme et la Révolution*, Editions "8 Nëntori", Tirana, 1979, en particulier la deuxième partie de l'ouvrage qui porte davantage sur la critique du révisionnisme chinois. Cet ouvrage est disponible en plusieurs langues. Les publications du PTA sont toutes disponibles aux librairies L'Etincelle en anglais et en français. La condamnation de la pensée maozédong est aussi mise de l'avant par le PCE(m.-l.), par le Parti communiste portugais (reconstruit) depuis son dernier congrès au printemps 1979, par le Parti communiste du Dahomey, par le Parti communiste des ouvriers de France, par le Parti communiste d'Allemagne (marxiste-léniniste), par le Parti communiste des Etats-Unis (marxiste-léniniste), etc.

11. Voir *Vietnam, révolution avortée!*, publié dans Revolution, vol. 4, no 7-8 (juillet-août 1979) en anglais. Publié aussi en espagnol dans Revolucion, vol. 4, no 10-11, octobre-novembre 1979.

Sur quelle base et comment parvenir à l'unité des communistes?

Nous avons déjà affirmé dans l'Appel de notre 3e Congrès, tenu en mars 79, que pour parvenir à reconstruire leur unité politique et organisationnelle, les communistes doivent chercher à s'unir sur la base d'un programme communiste pour la révolution mondiale ([12]). C'est sur la base d'un tel programme que doit se faire, à notre avis, la création d'une nouvelle internationale. On ne peut pas dire que le point de vue qui consiste à unir les communistes sur un programme soit très largement partagé dans le MCI. En fait, la majorité des partis et organisations marxistes-léninistes parlent davantage d'unité sur une "ligne générale" sachant parfaitement qu'il y a d'importantes divergences quant au contenu de cette "ligne générale" comme on s'en doute. Cependant, si notre Appel propose l'unité sur un programme, ce n'est pas par simple souci d'originalité par rapport à l'unité sur une "ligne générale". Non, nous appuyant d'une part sur les enseignements de Marx, Engels et Lénine à cet égard et sur l'histoire elle-même du MCI pendant la période où il était uni et organisé au sein d'une internationale; nous appuyant d'autre part sur les insuffisances politiques rencontrées périodiquement par le MCI depuis qu'il n'est plus uni sur un programme commun, mais plutôt sur une "ligne générale" qui a constitué le plus souvent en une analyse de la conjoncture immédiate et une critique des formes les plus récentes du révisionnisme; nous appuyant aussi sur le but poursuivi par la lutte pour l'unité des communistes qui est de faire du MCI une force politique capable d'agir sur les événements à l'échelle internationale et d'entraîner les forces révolutionnaires et progressistes du monde dans la lutte pour le socialisme; il devient alors plus juste de lutter pour que l'instrument politique de l'unité des communistes soit en même temps l'instrument politique du combat révolutionnaire du prolétariat. La base de l'unité des communistes ne sera plus seulement une "ligne générale", mais bien un programme très précis où chaque mot sera une arme acérée aux mains du prolétariat pour la défaite de l'impérialisme et du révisionnisme et la victoire de la révolution prolétarienne.

Ce programme reste à être élaboré. Il le sera dans la lutte à tous les niveaux: au niveau théorique; au niveau des enseignements à tirer de l'histoire du mouvement communiste; au niveau des leçons à tirer de la lutte du MCI aujourd'hui pour édifier de solides partis d'avant-garde du prolétariat dans les différents pays — non pas en marge de la lutte de classe mais à travers les luttes du prolétariat et des peuples —; au niveau de la solidarité internationale entre les prolétaires de toutes les nations et pays du monde etc. Ces divers terrains de polémiques, de débats mais aussi de collaboration pratique dans la lutte vont tous contribuer à des degrés divers à rapprocher le jour où les conditions seront davantage propices pour la création d'une nouvelle internationale communiste. Mais encore faut-il que les marxistes-léninistes unissent leurs efforts pour y parvenir. Encore faut-il que les marxistes-léninistes qui condamnent Mao comme ceux qui aujourd'hui le défendent acceptent de reconnaître que leurs critères ne sont pas ceux qui servent les intérêts supérieurs du prolétariat international. Encore faut-il que tous ceux-là acceptent de considérer l'existence possible de forces communistes dans le monde — et même de plusieurs organisations dans un même pays — en dehors du nombre relativement restreint d'organisations avec lesquelles ils ont des relations officielles.

Encore faut-il que l'ensemble du MCI, reconnaissant sa faiblesse actuelle, accepte le débat et la discussion collectives, entre autres dans le cadre de conférences internationales des marxistes-léninistes, non pas pour sceller une unité précaire fabriquée en l'espace de quelques mois, mais bien pour examiner collectivement, par la critique franche et vigoureuse, les obstacles qui freinent un plus grand développement de son unité.

C'est en effet à la question de son unité que le MCI doit s'attaquer en premier lieu: comment et sur quelle base parvenir à une réelle unité des communistes du monde compte tenu que ceux-ci sont présentement divisés, isolés et ne constituent pas une force d'avant-garde de la révolution à l'échelle internationale?

Les forces communistes — partis, organisations et même petits groupes — existent à travers le monde. Elles ne sont pas unies justement, mais elles existent. Il y a beaucoup de contradictions politiques entre elles, il y a de la dispersion organisationnelle et même des efforts pour consolider diverses tendances au sein du mouvement. Mais c'est à partir de ces forces qu'EN LUTTE! entend contribuer à construire l'unité politique et organisationnelle du mouvement et non pas seulement avec celles avec qui nous sommes d'accord à 100% ou à 90% dès le départ. Il ne s'agit pas d'abandonner la critique des erreurs qu'on découvre dans la ligne ou les pratiques des autres, dans l'histoire du MCI; nous continuerons de mener cette critique de façon franche et ouverte; c'est une attitude qui a toujours caractérisé la classe que les communistes cherchent à servir. Mais en même temps, il est une autre qualité du prolétariat qui est intrinsèquement liée à sa situation de seule classe révolutionnaire jusqu'au bout: c'est son esprit d'unité, c'est sa solidarité au-delà des frontières, au-delà des nationalités, au-delà des divisions semées par la bourgeoisie et l'impérialisme. Les communistes d'aujourd'hui doivent s'en inspirer davantage, non pas en atténuant la critique du révisionnisme, loin de là, mais en menant celle-ci dans le but d'unir toutes les forces marxistes-léninistes véritables qui existent aujourd'hui dans le monde. L'unité des communistes est une question d'importance vitale, car c'est d'elle que dépend l'unité réelle et profonde du prolétariat international.

12. **Voir** *Pour l'unité politique et organisationnelle du mouvement communiste international, Appel du 3e Congrès d'EN LUTTE! aux communistes (m.-l.) du monde*, **mai 1979. On retrouve également les positions d'EN LUTTE! sur la lutte contre le révisionnisme et pour l'unité des marxistes-léninistes dans le no 17-18 de la revue UNITÉ PROLÉTARIENNE contenant les documents du 3e Congrès d'EN LUTTE! (Rapport politique, Programme, Statuts, Appel). L'Appel est aussi publié en espagnol depuis février 1980.**

Le Parti communiste ouvrier nous dévoile ses statuts

Pendant plus de trois années d'existence, la Ligue communiste marxiste-léniniste du Canada (LC(m.-l.)C) a tenu ses statuts cachés. Cela illustre sans doute l'importance qu'elle accordait à cette question que le PCO vient maintenant de sortir de ses tiroirs secrets.

Ce ne sont pourtant pas les questions qui manquaient. Après l'avoir vue dans une usine et des hôpitaux de Montréal faire du maraudage au profit de la CSN, après l'avoir vue tenter d'imposer sa direction à tout prix dans les organisations populaires, après avoir vu son antidémocratisme à l'oeuvre dans les assemblées syndicales, on était justifié de se demander sur quels principes d'organisation et quel style de direction s'appuyait la LC(m.-l.)C.

Mais nos attentes n'auront pas été vaines. Maintenant que le PCO s'affiche le parti de la classe ouvrière, il ne pouvait évidemment cacher plus longtemps ses statuts. L'expérience de l'antidémocratisme, du non-respect des décisions et du programme des partis bourgeois est trop fraîche à la mémoire de chacun pour accepter de rallier une organisation qui cache ses règles d'organisation.

Mais, comme on le verra, le PCO aurait peut-être mieux fait de laisser ses statuts dans le tiroir où ils étaient. Leur lecture attentive nous permet justement de comprendre à quelle source s'inspire le PCO quand il agit de façon aussi antidémocratique au sein des masses. Cela nous permet aussi de comprendre pourquoi ses militants sont si incapables de défendre leur ligne autrement qu'en évitant le débat ou par la répétition de slogans vides de sens.

Mais on retrouve surtout dans les statuts du PCO la justification organisationnelle à l'économisme qui le caractérise tant. Si le PCO s'est donné un programme entièrement fait de revendications particulières à une couche ou l'autre du prolétariat, si ses militants sont incapables de fournir une orientation au prolétariat canadien qui dépasse le terrain de la lutte usine par usine, c'est aussi que ses statuts érigent le localisme en principe. C'est que dans cette organisation la vaste majorité des militants ne sont en fait que des exécutants confinés au travail immédiat sans possibilités réelles de se prononcer sur la ligne et le programme du parti, sans possibilités d'exercer leurs droits et un contrôle réel sur leur direction.

A quoi servent les statuts?

Contrairement à ce qu'affirmait récemment le PCO, les statuts sont bien davantage que les *"règles de fonctionnement de base du parti"* (1).

En fait, les statuts de toute organisation marxiste-léniniste sont un élément central, non seulement de son fonctionnement, de la mise en application de ses orientations, mais aussi de sa ligne politique et idéologique. On ne saurait, en effet, dissocier la ligne, le programme d'une organisation des moyens qui en permettent l'application.

Mais plus encore, **on ne saurait dissocier l'application de cette ligne de son élaboration**. Et, si les statuts définissent les règles générales d'organisation et de fonctionnement, s'ils fixent les structures générales, les responsabilités et les devoirs, c'est pour assurer la réalisation des objectifs révolutionnaires et des tâches qui en découlent, dont la formulation de la ligne n'est certes pas la moindre!

En ce sens, les statuts sont un guide d'action quotidien pour l'ensemble de l'organisation, un instrument auquel tous doivent se référer pour évaluer le travail et résoudre les problèmes.

Si les partis bourgeois se caractérisent par l'absence de démocratie, par le non-respect du programme, par l'absence de discipline, le fractionnisme et les mensonges, l'avant-garde organisée du prolétariat, quant à elle, se caractérise par des règles d'organisation qui lui sont propres, qui correspondent à ses intérêts de classe et qui visent à assurer la réalisation de ses objectifs: le renversement de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat, le communisme.

Or, le principe fondamental d'organisation marxiste-léniniste est le centralisme démocratique. Essen-

1. *La Forge*, 2 novembre 1979, p. 11

tiellement, cela veut dire la centralisation basée sur la démocratie et la démocratie pratiquée sous une direction centralisée [2].

C'est là le facteur de base pour élaborer une juste ligne politique qui ne peut jamais être l'oeuvre de quelques penseurs éclairés, mais qui résulte plutôt des leçons tirées de l'activité révolutionnaire de l'ensemble de l'organisation et des masses en général. Cela suppose donc l'exercice d'une démocratie véritable au sein du parti du prolétariat.

Là où la bourgeoisie en tant que classe a intérêt à la concurrence, au fractionnisme, aux luttes pour le pouvoir et donc à l'antidémocratisme, le prolétariat lui n'a d'autre intérêt que de voir régner dans ses rangs la démocratie la plus large, seule garantie de l'unité réelle dans la lutte.

Et, cette démocratie, contrairement à ce qu'on entend dire, elle se réalise de la façon la plus complète dans les rangs de son parti communiste. Dans le parti du prolétariat la démocratie ce n'est pas une simple question de mots. C'est la participation de **tous** les membres du parti à la vie de l'organisation. Cela va de la définition des orientations majeures et du programme jusqu'à leur mise en oeuvre. De l'élection des dirigeants au contrôle par la base de leur travail. De la mise en application des orientations jusqu'au bilan et aux leçons à tirer de leur application. Du devoir pour tous d'exprimer leur point de vue à l'obligation pour tous d'appliquer les décisions de la majorité ou des instances élues démocratiquement.

On comprend donc pourquoi une organisation communiste ne saurait se contenter de membres qui achètent leur carte avant le congrès et qui s'en retournent ensuite chez eux sans être tenus d'appliquer les orientations adoptées, comme cela se pratique dans tous les partis bourgeois.

C'est cette conception de la démocratie véritable qui explique par exemple que l'adoption du Programme au 3e Congrès de l'OMLC EN LUTTE! ait été précédée de toute une série de conférences publiques. C'est ce qui explique qu'à ce congrès tous les membres et stagiaires aient recu plusieurs mois à l'avance les documents qui devaient y être soumis. C'est ce qui explique que tous les membres aient pu faire parvenir leurs propositions et points de vue aux délégués au congrès, élus démocratiquement dans toutes les cellules. Enfin, c'est surtout ce qui explique qu'aujourd'hui tous les membres de l'Organisation soient tenus d'appliquer les orientations issues du congrès et d'en assurer l'application vivante aux conditions de leur travail sous la direction d'un Comité central élu. C'est ce qui explique que ce Comité central soit tenu de rendre des comptes de son travail régulièrement, généralement par l'entremise de la presse de l'Organisation.

La tenue du congrès de fondation du PCO tranche radicalement avec cette conception. Malgré le peu d'informations disponibles, on sait qu'en à peine deux jours, les délégués ont réussi à adopter le programme, les statuts et le rapport politique du Comité central. Et, pendant ces 48 heures, les délégués ont aussi trouvé le temps de se réunir en atelier et *"d'échanger leurs points de vue et leurs expériences"* [3] en dehors des temps de réunion. Il n'y a pas un seul congrès syndical ou d'un parti bourgeois au Canada qui aurait réussi ce tour de force. Mais voilà, les statuts du PCO véhiculent une conception bien particulière de la démocratie.

Des illusions de démocratie

La possibilité pour les membres d'une organisation d'exercer leurs droits constitue certainement un élément central de l'exercice de la démocratie. C'est pourquoi les statuts du PCO reconnaissent le droit de **tous** les membres de *"déterminer la ligne politique du parti et de contribuer à son élaboration"* [4.] Comme supposément, *"la cellule est l'organisation de base du PCO"* et que *"tous les membres appartiennent à une cellule"* [5], c'est là nécessairement qu'ils y exercent ce droit fondamental. D'autant plus que les statuts prennent le soin d'affirmer que la cellule a pour tâche de *"contribuer au développement de la ligne politique du parti, d'assurer l'éducation marxiste-léniniste de ses membres et faire l'éducation politique de ses sympathisants et des masses"* [6.]

Mais la lecture des statuts nous apprend aussi que lorsque la cellule *"réunit plus de huit membres, elle doit être divisée en unités de base"* [7]. On y apprend aussi que les conférences de cellule réunissent des délégués de ces mêmes unités de base [8].

Où donc **tous** les membres du PCO exercent-ils leurs droits de membres puisque les statuts s'empressent d'ajouter que seuls des délégués ont finalement la possibilité de se prononcer sur toutes les questions et de décider des orientations du travail aux réunions de cellule.

Cette petite règle, en apparence anodine, constitue cependant une entorse majeure à l'exercice de la démocratie véritable. En effet, comment parler de démocratie sans que les membres aient le droit de prendre part aux décisions de leur cellule, sans qu'ils puissent examiner et se prononcer sur toutes les questions relatives à la vie du parti dans ces mêmes cellules, sans qu'ils puissent y élire leurs dirigeants et y contrôler le travail des directions élues en leur demandant des comptes régulièrement. Tous ces droits sont reconnus dans les statuts du PCO, à l'exception près que les membres, et à plus forte raison les stagiaires, sont exclus du seul lieu où ces droits peuvent s'exercer pour tous: la cellule.

En fait, cette infraction aux droits des membres, c'est aussi en fin de compte la négation du rôle des cellules en tant qu'organisations de base du parti. On ne sait plus dans les faits où sont ces organisations de base. S'agit-il des cellules comme le disent les statuts ou s'agit-il de ce qu'on appelle les "unités de base" dont le rôle, la composition, les

---

2. **Voir à ce propos,** *Le centralisme démocratique, principe fondamental d'organisation du parti prolétarien,* **dans** *UNITÉ PROLÉTARIENNE,* **no 19, décembre 1979-janvier 1980, p. 48**
3. *La Forge,* **vol. 4, no 30, 7 septembre 1979, p. 6**
4. *Statuts du PCO,* **chapitre 1, article 3 (2), p. 173**
5. **Idem, chapitre 6, article 1 (1), p. 178**
6. **Idem, chapitre 6, article 3 (1), p. 179**
7. **Idem, chapitre 6, article 1 (4), p. 179**
8. **Idem, chapitre 6, article 2 (2), p. 179. Le texte original se lit comme suit: "Si une Conférence (de cellule — NDLR) est tenue, les délégués sont élus suivant une représentation proportionnelle des différentes unités de base." Aussi incroyable que cela puisse paraître, cette phrase a été oubliée dans la version anglais des statuts du PCO.**

tâches, etc., ne sont pas définis par les statuts?

Les cellules de tout parti communiste sont pourtant sa base fondamentale. C'est par les cellules que le parti assure sa liaison étroite aux larges masses et l'application de ses orientations. Ce sont les cellules qui assurent aussi les liens étroits qui doivent exister entre la direction centrale et l'ensemble des membres, entre la direction et les masses.

Si donc, l'exercice des droits des membres ne se réalise pas en pratique, si donc les cellules du PCO ne sont pas ce lieu où tous les membres peuvent exercer leurs droits et contrôler le travail du parti, si ces cellules sont une simple instance de délégation vidée de son contenu réel, ce sont là des mesures organisationnelles qui contribuent objectivement à éloigner de plus en plus la direction du PCO de ses militants de la base. Cet écart entre la direction et les membres, entre la direction et les masses, c'est aussi la porte toute grande ouverte au développement de la bureaucratie, à l'éloignement de la direction des intérêts des larges masses.

Ce résultat n'est pas étonnant, puisque rompre la démocratie au niveau le plus fondamental de l'organisation du parti, au niveau de ses cellules, c'est par voie de conséquence rompre la démocratie à l'échelle du parti tout entier. On aura beau par la suite élire des délégués aux instances régionales ou de district qui éliront ensuite des délégués au congrès, tout cet échafaudage ne reposera que sur des bases viciées au point de départ.

On verra malheureusement que ce n'est pas qu'au niveau des cellules que les statuts du PCO érigent l'antidémocratisme en principe.

Quand l'exception devient la règle

Une des caractéristiques principales qui saute aux yeux à la lecture des statuts du PCO, c'est la multitude des cas d'exception qui en pratique en contredisent l'application. D'un côté les statuts du PCO réduisent les droits des membres à une formalité, de l'autre ils multiplient les pouvoirs du Comité central, en particulier ses pouvoirs d'exception.

Ainsi, affirme-t-on que le congrès est *"l'organe suprême de direction"*, qu'il *"élit le Comité central (...) et détermine le nombre de ses membres,"* [9] et que *"nul ne peut être membre du Comité central s'il n'est pas membre en règle du parti depuis au moins un an"*. [10]

Mais, toutes ces belles affirmations peuvent s'envoler en fumée à la première occasion venue grâce à une bien commode règle qui stipule que *"dans des circonstances exceptionnelles (comme celles créées par le ralliement d'une autre organisation) les camarades nouvellement entrés dans le parti peuvent être (...) cooptés par le Comité central..."*[11]

Cette règle est d'ailleurs à mettre en rapport avec une mesure d'exception qui permet aussi au Comité central d'accorder *"les pleins droits (...) à un nouveau membre du parti"* qui en théorie *"n'a pas le droit de vote et ne peut pas être élu à des poste électifs tels que secrétaire de bureau de cellule, secrétaire de cellule, secrétaire-adjoint* [12].

Ça parle tout seul, comme dirait l'autre! Quoi de plus pratique, en effet, que de prévoir un cas d'exception pour enfreindre les statuts en vue d'éventuelles négociations pour rallier au "parti d'avant-garde" de futurs éléments "d'exception" impatients de servir la cause du prolétariat pourvu que ce soit dans des conditions exceptionnelles et si possible au Comité central!

On ne peut s'empêcher, devant toutes ces "situations exceptionnelles", de penser aux partis bourgeois qui tentent de s'attirer des personnalités influentes en leur promettant des fonctions ministérielles quand ils sont au pouvoir et en faisant miroiter des nominations à des postes "élevés" quand ils ne le sont pas.

Ces tractations ne sont d'ailleurs pas propres aux partis gouvernementaux. Qu'on se rappelle en effet le PCC (m.-l.) qui ne s'est pas gêné, lui non plus, pour promettre à Jack Scott, dirigeant du Progressive Workers Movement de Vancouver (PWM) le poste de président au sein de son Comité central. Le PCO n'a rien inventé en matière d'opportunisme, si ce n'est d'avoir prévu dans ses statuts des règles d'exception pour en "légaliser" la pratique.

Pire encore, les statuts du PCO donnent à tout moment au Comité central *"le droit de coopter des suppléants élus au congrès en membres de plein droit du Comité central. Il peut également coopter des membres du parti comme suppléants. La décision doit être ratifiée au congrès suivant"* [13].

Résumons brièvement les pouvoirs d'exception qui sont donnés au Comité central du PCO:

1) Droit d'admettre de nouveaux membres dans le parti par la voie du ralliement en bloc d'autres groupes ou organisations, alors que les statuts stipulent que l'admission doit être individuelle et est la responsabilité des cellules.
2) Droit de donner les pleins droits de vote et d'être élu à un membre sans qu'il ait à passer par la période de stage de 6 mois.
3) Droit de coopter de nouveaux suppléants au Comité central.
4) Droit de coopter ces suppléants comme membre de plein droit du Comité central.

A quoi sert-il après tout cela d'affirmer que le congrès est l'instance suprême du PCO et qu'il élit "démocratiquement" les membres du Comité central, sa direction entre les congrès, si celui-ci peut à tout moment outrepasser les décisions du congrès et nommer de son propre chef de nouveaux membres en son sein... pourvu qu'il en rende compte trois ans plus tard?

Les pouvoirs que le PCO a donnés à son Comité central, ce ne sont pas des pouvoirs qui lui permettent d'assurer l'application du

---

9. Idem, chapitre 3, article 1, p. 176
10. Idem, chapitre 4, article 7, p. 177
11. Idem, p. 177. A nouveau, les mots "cooptés par le Comité central" n'existent que dans la version française et ont été oubliés dans la version anglaise des statuts.
12. Idem, chapitre 1, article 5 et note, p. 175
13. Idem, chapitre 4, article 6, p. 177

programme aux conditions concrètes de la lutte de classe ni d'unir le parti dans l'application des orientations du congrès. Ce sont des pouvoirs d'outrepasser les décisions mêmes du congrès, en particulier le droit d'élire ses dirigeants. Des pouvoirs qui laissent libre cours à l'arbitraire, aux luttes pour le pouvoir et entre cliques, à l'élitisme.

L'élitisme institutionnalisé

Les membres du PCO peuvent *"s'adresser directement à tous les organes supérieurs jusqu'au Comité central"* et mieux encore, *"jusqu'au président du Comité central"* et, quand ils reçoivent une sanction, ils ont le droit de *"pouvoir en appeler aux organes supérieurs"*, ce qui veut dire *"jusqu'au Comité central"* mais non pas jusqu'au Congrès ([14]). Et, pour continuer dans la même logique, au chapitre 2 de ses statuts où sont exposés les principes organisationnels qui le régissent, le PCO omet bien sûr de parler de la subordination du Comité central au congrès qui l'a élu et qui, rappelons-le, **est supposé** être *"l'organe suprême de direction du parti"*... Le congrès est disparu mais on voit apparaître monsieur le président en tant qu'"organe supérieur"!

Ce n'est d'ailleurs pas le seul tour de magie que réussit le PCO en matière de structure de direction caractéristique de la hiérarchie bourgeoise. En effet, nulle part dans ses statuts il n'est stipulé que le Bureau politique doit rendre compte de son travail au Comité central qui l'a élu. Il n'est dit nulle part non plus que le Bureau politique doit diriger le travail suivant les décisions du Comité central qui est l'instance de direction supérieure entre les congrès parce que justement il a été élu à ce titre par le congrès lui-même ([15]).

Par contre, les statuts du PCO ont pris bien soin de préciser que le Comité central *"dirige l'ensemble du travail du parti"* ([16]), que *"le Bureau politique dirige le travail du Comité central"* et enfin, que *"le président dirige le travail du Bureau politique et du Comité central"* ([17]). Ainsi, de direction étroite subordonnée au Comité central, le Bureau politique devient dans les faits la direction supérieure entre les congrès, une direction hiérarchique qui, si on se fie aux statuts du PCO, n'a de comptes à rendre à personne, faut-il le souligner!

On a là un bel exemple de la conception qu'a le PCO du centralisme, un centralisme **sans** démocratie où aucun organe dirigeant élu n'a de compte à rendre à personne, exception faite de la cellule, et où en fait la direction n'a plus rien de collégial et n'est fondée que sur la concentration des pouvoirs entre les mains de quelques individus. D'autant plus que les statuts ne fixent aucune responsabilité **précise** au Comité central si ce n'est quelques "désignations" après avoir **affirmé en théorie** qu'il "dirige l'ensemble du travail du parti". D'autant plus que les mots "direction collégiale" ne font pas partie du vocabulaire des statuts du PCO.

Pour permettre à cette pyramide de fonctionner, quelques silences sont évidemment de rigueur. Ainsi, aucun quorum n'est prévu pour les sessions du Comité central, aucune modalité n'est fixée pour retarder la convocation du congrès, aucun délai n'est établi pour faire connaître l'ordre du jour du congrès que la direction du PCO n'est même pas tenue de faire connaître à l'ensemble du "parti".

Tous ces "petits oublis" peuvent permettre au PCO de convoquer des congrès à quelques jours ou semaines d'avis, en regroupant des délégués qui reçoivent l'ordre du jour et les documents sur place. A nouveau, les statuts du PCO nous rappellent les pratiques des boss syndicaux dans les congrès, de même que celles du PCC (m.-l.).

La Forge avait bien raison de nous dire que *"le centralisme combiné à la démocratie nous donne le centralisme démocratique"* ([18]), sauf qu'elle avait oublié de nous avouer que la démocratie au PCO se réduit à un simulacre de démocratie alors que le centralisme semble, lui, être une réalité bien vivante. Mais justement, de quel centralisme et de quelle discipline peut-on bien parler quand la démocratie est réduite en pratique à des phrases creuses?

La discipline des robots

Le "centralisme" du PCO, parce qu'il ne s'appuie pas sur une démocratie **réelle**, se transforme en son contraire: la concentration des pouvoirs entre les mains de quelques individus grâce à une série de règles à sens unique, du haut vers le bas pour ce qui est de la discipline et du bas vers le haut pour ce qui est des privilèges.

Une telle violation institutionnalisée de la véritable démocratie prolétarienne est la recette parfaite pour instaurer un régime de discipline aveugle conditionnée d'abord par l'image que le PCO veut donner, une discipline qui se réduit à l'exécution de tâches et à la répétition inlassable des décrets publiés par **La Forge**.

Cette discipline n'a rien de prolétarienne car elle ne repose ni sur la conscience révolutionnaire, ni sur une adhésion totale à un programme révolutionnaire. Au PCO, comme chez tous les autres révisionnistes, la soumission aux "organes supérieurs" s'est substituée à la discipline révolutionnaire. Et, c'est ce qui explique le style de direction qui caractérise le travail des militants de cette organisation: le mépris des masses, les mensonges et les dénonciations, le harcèlement, les attaques physiques... quand ce ne sont pas les appels aux forces de l'ordre de l'Etat bourgeois qui, elles aussi, obéissent à une hiérarchie toute-puissante qui n'hésite pas, elle non plus, à employer n'importe quel moyen pour arriver à ses fins et faire taire l'"adversaire"!

On aurait tort de confondre la discipline prolétarienne avec "l'efficacité" apparente que peut projeter parfois le PCO. L'armée n'applique pas une discipline prolétarienne

---

14. **Idem, chapitre 1, article 3 (3) et (6), p. 173 et 174**
15. **Voir *Statuts d'EN LUTTE!*, articles 5.8 et 5.9**
16. ***Statuts du PCO*, chapitre 4, article 1, p. 176**
17. **Idem, chapitre 4, article 3, p. 177. Vous l'aurez deviné, l'affirmation suivant laquelle "le Bureau politique dirige le travail du Comité central", n'existe que dans la version française des statuts du PCO.**
18. ***La Forge*, 2 novembre 1979, p. 11**

et pourtant elle sait aussi mobiliser ses forces rapidement.

Ce qui distingue la discipline prolétarienne de la discipline bourgeoise en vigueur au PCO, c'est qu'elle est pleinement consciente parce qu'elle résulte d'une réelle unité de vue basée sur l'expression la plus large de toutes les opinions et sur le contrôle réel de l'ensemble de l'organisation sur les instances de direction qu'elle a élues.

Mais la discipline bourgeoise fondée sur la seule force de l'autorité, sur les décrets et la politique du "crois ou meurs" ne pourra jamais rivaliser avec la discipline du prolétariat conscient. Là où règne la discipline aveugle on voit inévitablement surgir un jour ou l'autre les scissions, les luttes pour le pouvoir, l'arrivisme bourgeois. A l'opposé, là où règne la discipline consciente et librement consentie du prolétariat, l'unité de pensée et d'action indispensable au triomphe de la révolution ira en se renforçant constamment.

Le PCO s'est donné des statuts à l'image de l'antidémocratisme qui caractérise son action dans les masses, un manuel de règles figées nécessaires à la préservation et à la mise en application de son programme révisionniste, une suite de phrases creuses qui ne sont que de la poudre aux yeux pour essayer de tromper la classe ouvrière et les masses canadiennes et les détourner de la voie révolutionnaire.

Le PCO s'est donné des statuts qui font de ses militants et de ses cellules des organisations centrées sur le travail immédiat et local et qui laissent entre les seules mains d'une poignée de penseurs le soin d'examiner les questions politiques importantes. Une organisation "d'exécutants" d'une part et de "commandants" de l'autre. Une organisation qui ne saurait réunir les conditions démocratiques, le centralisme véritable et la discipline prolétarienne nécessaires à la lutte du prolétariat.

Les statuts de l'ex-Ligue illustrent éloquemment qu'il est vrai de dire que le PCO refuse de combattre la politique de la bourgeoisie là où elle se trouve... en l'occurrence en son propre sein!

Commentaires au programme

La production marchande et la naissance du capitalisme

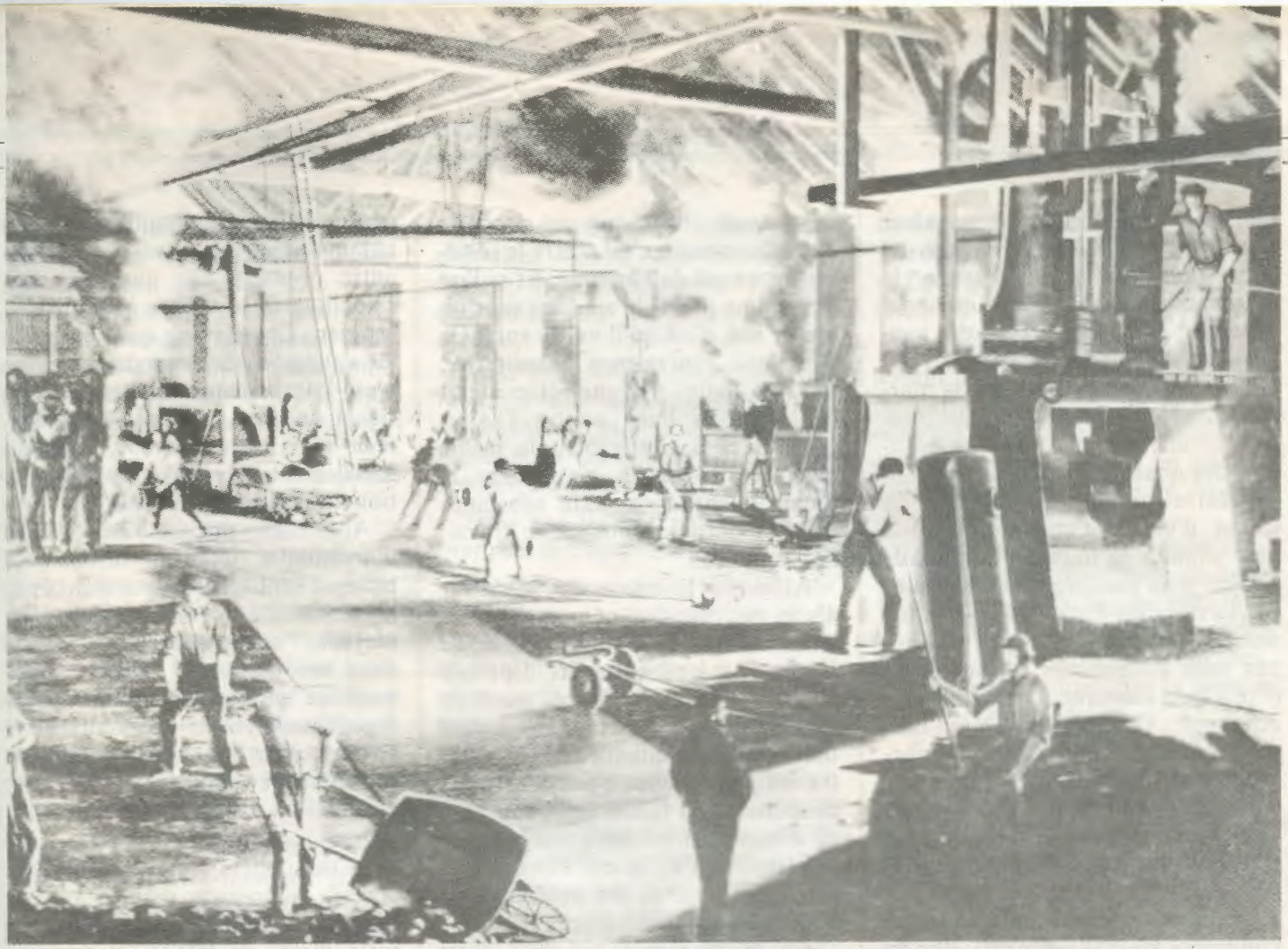
Suite à l'adoption du *Programme pour la révolution prolétarienne* à son IIIe Congrès, notre Organisation a entrepris la rédaction d'un ouvrage important destiné à expliquer en détail les fondements du programme: les *Commentaires au programme pour la révolution prolétarienne*. Comme on pourra le constater par la lecture des extraits qui suivent, la rédaction des Commentaires au programme d'EN LUTTE! vise non seulement à fournir à tous ceux qui s'intéressent au marxisme-léninisme une explication détaillée du programme de notre Organisation, mais elle vise aussi à fournir à chacun un instrument de base de formation politique qui, tout en étant lié étroitement au Programme, puisse aussi fournir une explication approfondie des principes sur lesquels s'appuient l'action des communistes. Et comme l'explication des principes du marxisme-léninisme ne saurait se comprendre en dehors de l'analyse concrète des phénomènes historiques nous avons aussi, dans la rédaction des commentaires, accordé une attention particulière à fournir au lecteur les éléments concrets d'analyse qui fondent nos conclusions.

La revue UNITÉ PROLÉTARIENNE publiera donc durant l'année qui vient, certains des principaux extraits des Commentaires au progamme afin de fournir à ses lecteurs un matériel de formation de première importance sur les principales questions du programme communiste.

Nous souhaitons que cette nouvelle chronique soit suivie avec intérêt par tous nos lecteurs. Nous souhaitons aussi qu'elle permette à de nouveaux lecteurs de s'initier aux fondements du marxisme-léninisme et de notre programme politique, qu'elle leur permette d'en acquérir une compréhension scientifique et approfondie. Les documents publiés dans cette chronique devraient être étudiés par tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin au marxisme-léninisme; on ne devrait pas hésiter à les critiquer, à les mettre à l'ordre du jour de sessions d'étude, à s'en servir dans les milieux scolaires, partout où ils peuvent être utiles.

Nous souhaitons enfin recevoir les critiques et les commentaires de nos lecteurs sur les extraits publiés afin que nous puissions en tenir compte d'ici la rédaction définitive des Commentaires et leur publication intégrale.

Dans ce premier extrait des Commentaires au Programme pour la révolution prolétarienne, nous nous attarderons à bien comprendre les conditions qui ont donné naissance au mode de production capitaliste à travers le développement de la production marchande dans l'histoire. Nous expliquerons en particulier cette affirmation du premier



Progressivement le capital marchand se transformat en capital industriel. C'est de là qu'est issue la grande industrie capitaliste moderne.

article du Programme (1er paragraphe):

"Le mode de production capitaliste s'est développé à partir du XVIe siècle sur la base de la production marchande. Progressivement, une minorité, pour la plupart de riches marchands, s'est emparée des principaux moyens de production, le plus souvent par la violence. Du fait même, s'est constitué le prolétariat, c'est-à-dire la classe de ceux qui, dépossédés des moyens de production, ont été obligés de vendre leur force de travail".

NDLR: Le lecteur voudra bien excuser les différents renvois dans le texte qui réfèrent parfois à des parties non publiées qui précèdent ou qui suivent le présent extrait.

1.1 La production marchande sous le féodalisme: la production marchande simple

A propos du mode de production fondé sur l'esclavage, nous avons dit qu'il s'agissait essentiellement d'une **économie naturelle**. Dans ce mode de production, les produits du travail sont consommés directement par les producteurs. Mais nous avons indiqué aussi qu'il existait un marché et une forme de production marchande déjà sous l'esclavagisme.

A l'époque de la féodalité, on assiste à une extension progressive de la production marchande, — laquelle cependant ne deviendra dominante que sous le capitalisme. Voyons ce qu'a été la production marchande sous le féodalisme et comment elle s'est développée.

A) La marchandise, la loi de la valeur et la monnaie

Nous avons déjà dit que la **production marchande** consiste en ce que le producteur travaille en vue d'**échanger son produit** contre un autre produit, et non pour le consommer lui-même. Nous avons vu aussi que la production marchande est inséparable de la **division sociale du travail**, c'est-à-dire du fait que des producteurs spécialisés dans un type de production doivent s'échanger leurs produits pour satisfaire leurs besoins. Il faut maintenant expliquer ce qu'est la **marchandise** et les lois qui régissent **l'échange de marchandises.**

La marchandise est un produit qui présente deux caractéristiques.

Elle est en même temps une **valeur d'usage** et une **valeur d'échange.**

En tant que **valeur d'usage,** la marchandise est un objet qui peut satisfaire un besoin précis: des souliers, des vêtements, du blé, des outils, etc. On dira donc que la marchandise représente pour le consommateur une **valeur d'usage,** c'est-à-dire des qualités physiques pouvant satisfaire un besoin précis. La valeur d'usage d'une marchandise tient donc à la nature physique de l'objet, à sa matière et à sa forme.

Mais, avons-nous dit, le producteur d'une marchandise ne produit pas pour consommer lui-même les objets qu'il fabrique. Il produit pour échanger. Ce qui intéresse tout d'abord le producteur de marchandises, ce n'est pas la valeur d'usage de son produit, mais bien la valeur d'usage du produit qu'il veut se procurer dans l'échange. Par exemple, celui qui produit des souliers veut se procurer du blé; ce qui l'intéresse, c'est la valeur d'usage du blé. Et inversement, ce qui intéresse le producteur du blé, c'est la valeur d'usage des souliers. On peut donc conclure de ceci que **pour être échangées, des marchandises doivent être de valeurs d'usage différentes**; sinon, l'échange devient inutile.

Mais si les marchandises peuvent être échangées entre elles, c'est qu'elles ont **quelque chose en commun**. On dira, par exemple, qu'une paire de souliers **vaut** un sac de blé — ou qu'un sac de blé **vaut** une paire de souliers. Pourtant, le blé et les souliers sont deux choses bien différentes du point de vue physique. Ce qu'il y a de commun entre les souliers et le blé ne peut être une qualité physique. Ce **commun dénominateur** qui permet l'échange entre deux produits différents, c'est leur **valeur d'échange** ou encore **leur valeur** commune qui rend l'échange possible. Ou encore, que peuvent bien avoir en commun deux choses aussi différentes que du blé et des chaussures?

La seule chose que ces produits ont en commun, c'est d'être le **résultat du travail de l'homme**. Et si l'on dit qu'une paire de souliers **vaut** un sac de blé, c'est qu'il existe entre les deux une équivalence **quantitative**. Si ces deux marchandises sont échangeables l'une contre l'autre, c'est qu'elles contiennent la **même quantité de travail,** c'est-à-dire la même quantité de cette substance qu'elles ont en commun: le travail de l'homme.

Ainsi, la **grandeur de la valeur** d'une marchandise ne peut être déterminée que par la quantité de **temps de travail qui a été dépensée pour sa production**. Si une paire de souliers **vaut** un sac de blé, c'est qu'il faut une même quantité de temps de travail pour produire ces deux marchandises. S'il fallait deux fois plus de temps pour produire une paire de souliers qu'il n'en faut pour produire un sac de blé, alors les souliers vaudraient deux sacs de blé.

La marchandise présente ainsi deux caractères: elle est à la fois **valeur d'usage** et **valeur d'échange**. Le travail producteur de marchandises présente donc lui aussi deux caractères. En effet, en tant que producteur d'une **valeur d'usage** donnée, il est un **travail concret**; les travaux concrets diffèrent par leur nature. Mais le travail des différents producteurs de marchandises présente aussi une caractéristique commune: il est **dépense d'énergie**. Cette dépense d'énergie humaine dans le travail, c'est ce que l'on appelle le **travail abstrait**. Le **travail abstrait** contenu dans une marchandise, c'est donc la quantité d'énergie que l'homme dépense pour la produire. Généralement, cette **quantité** est représentée par des unités de temps: une heure, une journée, une semaine, etc.

D'après ce que l'on a vu jusqu'à maintenant, c'est la **grandeur du temps de travail** qui détermine la **grandeur de la valeur** contenue dans une marchandise. On pourrait penser qu'une marchandise produite par un paresseux vaut plus qu'une autre produite par quelqu'un qui s'applique à la tâche. Mais il n'en est rien. En effet, ce qui détermine la valeur d'une marchandise, ce n'est pas le **temps du travail individuel** dépensé par chaque producteur, mais bien le **temps de travail socialement nécessaire** à la production de chaque type de marchandise.

Autrement dit, la valeur d'une marchandise donnée, disons une paire de souliers, est déterminée par le temps de travail qu'il est **en moyenne** nécessaire de dépenser, **dans une société donnée,** pour produire ces souliers. Ce **temps de travail socialement nécessaire** varie selon le lieu et selon le temps, en raison du développement des forces productives. Prenons un exemple. Supposons que pour produire une paire de souliers, il faut 12 heures de travail. Supposons maintenant que par la suite d'une amélioration des instruments de travail, il devienne possible de réduire ce temps de travail à 6 heures. Au moment où, en moyenne, cette amélioration sera généralisée pour la société, la valeur de la paire de souliers aura diminué de moitié. Car alors, la **moyenne sociale** du temps nécessaire à la production de ces souliers aura diminué de 50%.

Pour calculer la valeur d'une marchandise, il faut tenir compte non seulement du temps de travail réel, mais aussi de **l'intensité du travail**. Pour mesurer cette intensité du travail, il faut pouvoir réduire toute dépense d'énergie humaine à une **unité de base,** que l'on nomme le **travail simple.** C'est la force de travail qu'**en moyenne** peuvent dépenser tous les hommes d'une société donnée, sans formation spécialisée. Les travaux pénibles, qui demandent une dépense d'énergie au-dessus de la moyenne, ou le travail de l'ouvrier spécialisé et du technicien représentent un multiple du travail simple. On dira par

exemple que le travail de tel ouvrier spécialisé représente 1½ ou 2 fois le travail simple; on dira par conséquent qu'au cours d'une heure de travail, l'ouvrier spécialisé crée deux fois plus de valeur. On nomme **travail complexe**, ce travail de l'ouvrier spécialisé, du technicien, etc.

Résumons-nous. Ce que nous avons vu jusqu'à maintenant constitue un exposé de la théorie de la valeur. Cette théorie permet de comprendre la **loi de la valeur**, c'est-à-dire la **loi fondamentale de toute production marchande.** On peut la formuler ainsi: **la valeur d'une marchandise est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à sa production; les marchandises s'échangent entre elles quand elles sont de valeur égale.**

Avant de conclure ce point, il faut dire un mot sur la monnaie et son rôle dans l'échange. On verra plus loin, au moment de parler du développement du capitalisme, l'importance de comprendre le rôle de l'argent dans l'échange des marchandises.

La monnaie est ce que l'on appelle un **équivalent général**. Elle est une marchandise dans laquelle on peut exprimer la valeur de toutes les autres marchandises. **L'équivalent général** est aussi mieux que l'échange lui-même. Dans les temps anciens, les marchandises les plus diverses ont servi d'équivalent général: bétail, outil, etc. Mais il est devenu progressivement plus commode de s'en référer à l'argent ou l'or comme équivalent général.

Dans l'échange d'une marchandise (A) contre une autre (B), on se réfère à un troisième élément (C), qui est l'équivalent général. On dira par exemple que 2 A = 1 C. Si, par ailleurs, 1 B=1 C, on dira que ça prend 2 marchandises A pour obtenir une marchandise B. En tant qu'équivalent général, la marchandise C permet d'exprimer la valeur de toutes les autres marchandises. Cette marchandise C devient donc la **monnaie**. Elle est une référence, un instrument de mesure.

Mais pour avoir cette qualité, la monnaie doit être elle-même une marchandise; elle doit avoir elle-même de la **valeur** pour jouer le rôle d'équivalent général.

Pour conclure ce point, deux remarques extrêmement importantes.

Premièrement, il faut insister sur le fait que la marchandise et la valeur des marchandises expriment en fait un rapport social, un rapport entre les hommes. D'abord, parce que l'échange de marchandises suppose une division sociale du travail assez poussée; elle apparaît dans l'histoire quand les hommes se spécialisent dans la production de produits différents, entraînant par là l'obligation de recourir à l'échange pour que chacun puisse obtenir ses moyens de subsistance. Il s'agit d'un rapport social aussi en ce que la valeur exprime du travail humain, non pas d'un individu, mais de la **moyenne sociale** d'une société donnée, à une époque donnée.

La deuxième remarque importante est le fait que la **marchandise** et la valeur sont des catégories **historiques.** Elles n'ont pas toujours existé. De plus, elles jouent un rôle différent, elles ont plus ou moins d'importance dans la vie économique des sociétés dans l'histoire. En tant que catégories historiques, elles n'existeront pas toujours. Nous verrons plus loin, quand nous parlerons du socialisme et du communisme, ce qu'il adviendra de ces catégories historiques.

B) La production marchande simple et l'action de la loi de la valeur

Maintenant que nous connaissons les lois de la production marchande, en particulier la loi de la valeur, nous pouvons suivre l'évolution qui conduit au capitalisme, en partant des conditions du mode de production féodal.

Le capitalisme surgit dans l'histoire à un stade déterminé du développement de la production marchande. Il a sa source dans la forme élémentaire de la production marchande, c'est-à-dire dans la **production marchande simple.**

A l'époque du mode de production féodal, les produits créés pour l'échange proviennent du travail des petits artisans et paysans; c'est une production fondée sur la **propriété privée des moyens de production** et sur le **travail personnel.** Le producteur de marchandises est un individu; c'est le producteur direct possédant ses moyens de production: ateliers, terre, outils, bétail, etc. Cette production est ce que l'on appelle la **production marchande simple.**

Le petit producteur marchand produit des marchandises (M), qu'il échange contre de l'argent (A), grâce auquel il peut se procurer d'autres marchandises (M). On peut exprimer de la façon suivante le processus de la production marchande simple: M-A-M. Les marchandises se convertissent en argent et l'argent en marchandises nécessaires à la satisfaction des besoins du producteur.

Mais cette description ne permet

La production marchande est fondée sur la loi de la valeur. Selon la loi de la valeur, la valeur d'échange des marchandises est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à la production des différentes marchandises.

pas encore d'expliquer l'évolution de la production marchande. Pour cela, il faut examiner le mouvement général de ce type de production, et en particulier **l'action de la loi de la valeur sur la production.** Cette action, nous la voyons déjà à l'oeuvre dans le cadre de la production marchande simple. C'est une étude nécessaire pour qui veut comprendre comment apparaît le mode de production capitaliste.

Du fait de la propriété privée des moyens de production et du fait que les produits sont destinés au marché, les petits producteurs marchands entraient nécessairement en concurrence les uns avec les autres.

Cette concurrence, inhérente à la production marchande, opéra une différenciation sociale parmi les petits producteurs de marchandises. La majorité d'entre eux s'appauvrit, tandis que la minorité s'enrichit. En conséquence, un grand nombre se ruina; ces derniers n'eurent d'autre choix que de vendre leurs services aux plus riches.

Mais comment expliquer ce phénomène? Par l'action de la loi de la valeur dans la production marchande. Cette action se réalise dans les **trois fonctions de la loi de la valeur dans l'économie marchande.** (Notons au passage que les trois fonctions ne sont pas présentées dans leur ordre d'importance).

La première fonction de la loi de la valeur dans la production marchande est d'être le **régulateur de la production.** C'est une loi qui règle la production dans un contexte économique où chaque producteur produit pour son propre compte, dans le seul but d'écouler ses marchandises au meilleur prix. Ces producteurs ne connaissent pas d'avance la quantité des besoins que doit satisfaire leur production, ni le nombre de producteurs qui produisent la même marchandise. Il en résulte donc une **anarchie de la production** qui aboutit immanquablement à la surproduction dans certains secteurs. C'est la loi de la valeur qui, dans la production marchande, sert de mécanisme de régulation.

En effet, la loi de la valeur **règle la répartition du travail social et des moyens de production entre les diverses branches de l'économie marchande.** Cette fonction régulatrice se réalise à travers la **fluctuation des prix des marchandises sur le marché.** Voyons cela concrètement.

Nous avons vu plus haut que la valeur d'une marchandise est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à sa production. Dans l'échange, cette valeur s'exprime dans le **prix des marchandises.** La valeur est la base, le fondement du prix des marchandises. Mais comme chacun peut le constater aisément, les prix des marchandises fluctuent sans cesse. Ils montent ou ils descendent en raison du mécanisme de **l'offre et de la demande.** Ainsi, quand la quantité d'une marchandise excède la demande, il en résulte une baisse du prix, car alors la concurrence incite les producteurs marchands à baisser leurs prix pour pouvoir écouler leurs marchandises. On peut donc dire que les prix des marchandises s'écartent toujours plus ou moins de leur valeur, bien que leur **valeur** reste à la base du prix. Sans cela le prix des marchandises ne serait qu'une affaire de volonté des producteurs, et le marché courrait vite à sa perte.

La preuve de cela, c'est que les

La conquête des nouvelles colonies et l'esclavage ont servi à amasser les premières fortunes qui allaient donner naissance aux premiers capitalistes industriels.

producteurs marchands vont transférer leur production dans d'autres secteurs, ceux-là où le prix des marchandises **correspond ou est au-dessus de la valeur de ces marchandises.** Ce transfert permet de rentabiliser la production. Et c'est ainsi que la loi de la valeur agit comme régulateur de la production, à travers l'anarchie et la concurrence qui caractérisent toute production marchande. C'est aussi de cette façon que la loi de la valeur règle la répartition du travail social et des moyens de production entre les différentes branches de l'économie marchande. La force de travail, les instruments de production et les moyens de production seront répartis spontanément dans les secteurs où les prix correspondent ou sont au-dessus de leur valeur. C'est à travers ce mouvement et ce désordre que se régularise la production marchande.

La deuxième fonction de la loi de la valeur est de stimuler le développement des forces productives et d'améliorer la productivité du travail.

La productivité du travail se mesure à la quantité de produits qu'on fabrique dans une période de temps donné. On peut exprimer cela dans la formule suivante:

$$\text{productivité du travail} = \frac{\text{nombre de produits}}{\text{temps de travail}}$$

Ainsi, plus le temps de travail est court pour la production d'une même quantité de marchandises, plus grande sera la productivité du travail. Nous avons vu tantôt que la valeur d'une marchandise (et par extension, son prix) est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire. Chaque producteur individuel pourra donc, en améliorant les conditions de sa production, réaliser un bénéfice supérieur à ses concurrents.

C'est ce phénomène qui, dans la production marchande simple conduit à la faillite d'un grand nombre de petits producteurs et à l'enrichissement d'une minorité. La propriété privée des moyens de production signifie aussi la propriété privée des **techniques de production** plus rentables; elle implique donc aussi une **limitation** dans le développement des **forces productives.** Cette **différenciation sociale entre les producteurs marchands** constitue la **troisième fonction de la loi de la valeur.** Cette fonction est inhérente à toute production marchande.

1.2 Rôle du capital marchand dans la formation du capitalisme

Ce que nous avons vu jusqu'à maintenant permet de comprendre que la **production devient de plus en plus dépendante du marché sous le féodalisme**.

Au début du mode de production féodal, l'économie reste une **économie principalement naturelle**. Les paysans serfs et les artisans au service du seigneur féodal produisent en partie pour satisfaire les besoins de ce dernier. Une très grande partie de la production échappe donc au marché; elle est consommée par le producteur dans le cours même de la production et elle sert à satisfaire ses besoins immédiats.

Mais le marché connaîtra une extension constante. Une part de plus en plus grande de la production sera destinée au marché. Les villes et le commerce se développent sous l'effet d'une division sociale du travail de plus en plus accentuée. Cette division sociale du travail ne concerne pas seulement la production, c'est-à-dire la séparation des métiers de l'agriculture et la multiplication des métiers eux-mêmes, mais s'étend aussi à la division entre la **production** et **l'échange**. Au fur et à mesure que se développe aussi la classe des marchands, cette classe vit de l'achat et de la vente des marchandises, elle est coupée de la production. Son rôle est d'assurer la répartition sociale de produits par l'entremise du marché. C'est de cette classe principalement qu'est issue la classe capitaliste moderne.

A) Le capital marchand et la soumission du travail au capital à l'époque du capitalisme marchand

Le **capital marchand** est la première forme historique du capital. On en trouve les premières manifestations déjà à l'époque du mode de production esclavagiste — bien que ce ne soit à cette époque qu'un phénomène embryonnaire. Ce n'est que dans la dernière période de la féodalité que le capital marchand commence à jouer un rôle significatif dans l'économie. Nous allons voir ici ce qu'est le capital marchand et comment il parvient à se soumettre le travail.

Au début, le marchand n'est qu'un intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Entre ses mains passe une gamme extrêmement variée de produits: produits de consommation courante et matières premières. Il achète la production des petits producteurs individuels et la vend sur le marché. Il est aussi un fournisseur des matières premières qui entrent dans la fabrication des produits. Cette place particulière dans le processus de production sociale lui confère une importance de plus en plus grande qui a des incidences directes sur la production elle-même.

En effet, le marchand est en mesure de jouer sur la concurrence qui oppose les petits producteurs individuels. Il cherche à acheter au prix le plus bas et à vendre au plus élevé. Par les commandes qu'il passe aux petits producteurs, c'est-à-dire aux artisans et aux paysans, il est à même d'influer directement sur la production: sur le type de production et sur son volume. Progressive-

Pour prendre son essor, le mode de production capitaliste doit compter sur une masse de travailleurs dépossédés de tout moyen de production et sur une grande quantité de richesses pouvant être investie dans la production. L'accumulation primitive est cette phase initiale de l'accumulation capitaliste. Elle se réalise par le pillage des colonies et la dépossession violente des paysans.

ment, les petits producteurs deviennent de plus en plus dépendants de cette classe de marchands. La petite production devient **soumise** au capital marchand.

Cette soumission du travail au capital marchand est ce que l'on appelle une **soumission indirecte du travail au capital**. Elle est **indirecte** parce que le capitaliste marchand n'est pas propriétaire des moyens de production. Les artisans et paysans demeurent propriétaires de leurs moyens de production, mais ils deviennent progressivement **dépendants** du marché et, par conséquent, de la bourgeoisie marchande et du capital marchand.

Cette forme de soumission du travail est donc différente de la soumission de l'esclave à son maître et de la soumission du serf à son seigneur. Elle est la première forme de soumission du **travail** au **capital**. C'est en elle que naissent les rapports capitalistes de production. Et c'est de l'extension de ce nouveau rapport de production que découle l'antagonisme social qui aboutira à l'abolition du mode de production féodal.

Nous pouvons déjà définir ce qu'est le **capital** en partant du capital marchand. Car en ce dernier se trouve réunis les traits essentiels du capital en général.

Quand nous avons examiné la **production marchande simple**, nous ne parlions pas de **capital**. Nous parlions des petits producteurs qui vont échanger leurs produits au marché. Nous avons dit alors que la forme générale de ce processus était la suivante: M-A-M'. Il s'agissait donc d'échanger une marchandise (M) contre de l'argent (A) et d'utiliser cet argent pour obtenir une autre marchandise (M). Il y avait conversion de la marchandise en argent puis de l'argent en marchandise. Dans tout ce processus, il n'y a pas d'accroissement de la valeur, car la marchandise M est de même valeur que la marchandise M.

Avec l'apparition du capital marchand, le processus est inversé. Car son point de départ n'est plus une marchandise à vendre, mais **l'argent**. Le marchand, en effet, doit **acheter avant de vendre** et pour vendre. Dans son cas, la formule générale n'est pas M-A-M, mais bien A-M-A . Le capitaliste marchand possède une certaine quantité d'argent (A). Avec cet argent, il achète une marchandise (M), qu'il vend ensuite contre une autre somme d'argent (A'). Au bout de cette transaction, le marchand doit empocher une somme d'argent plus grande, sinon il se retrouve au même point; il n'a pas réalisé de profit.

Le but du marchand n'est pas une marchandise à consommer, mais **l'accroissement de son capital initial. L'argent devient capital quand il sert à accomplir ce processus, c'est-à-dire quand il est dépensé non pas pour satisfaire un besoin par la consommation d'une marchandise, mais pour se multiplier par l'échange des marchandises**. Ainsi, on ne peut pas dire que l'argent avec lequel l'artisan achète des marchandises soit du **capital**, car ces marchandises seront consommées par lui. Mais l'argent du marchand devient capital parce que dans son cas l'achat de marchandises n'est pas le **but**, mais le **moyen** pour accroître le volume d'argent.

A l'époque où dominait le capital marchand, l'exploitation du travail par le capital se fait indirectement par la dépendance des petits producteurs envers la bourgeoisie marchande. En achetant au-dessous de la valeur réelle des marchandises, la bourgeoisie marchande se trouve à exploiter le travail des petits producteurs. Vu sous ce rapport, le capital n'est pas un objet, mais bien un rapport social: celui de l'exploitation du travail par la classe capitaliste.

Le capital, c'est donc plus qu'une masse d'argent; c'est une masse d'argent dont la fonction est de se reproduire et de s'accroître dans le processus de production et de circulation des marchandises. En dehors de ce processus, une masse d'argent, même considérable, n'est pas du capital. La seule définition scientifique du capital est celle du **capital comme rapport social**. Le capital recouvre un rapport social du fait même de l'échange, qui est par définition, un rapport social, et à cause du rapport d'exploitation, lequel est, lui aussi, un rapport social.

Voyons maintenant comment le capital marchand se transforme en capital industriel et comment apparaît la soumission directe et complète du travail au capital.

B) Transformation du capital marchand en capital industriel

Avec l'extension du marché, la petite production artisanale devenait insuffisante. Elle ne pouvait plus satisfaire la demande. Il lui fallait des instruments de production plus coûteux; il lui fallait produire une quantité toujours plus grande de marchandises. C'est au capital marchand, principalement, que reviendra le rôle de développer les nouvelles conditions de produc-

Le développement du capitalisme marchand sous le féodalisme conduira à la naissance de la classe ouvrière.

tion pour satisfaire un marché en constante expansion.

L'époque dont nous parlons est celle des explorations du globe par les pays européens, aux 15e, 16e et 17e siècles. La découverte de nouvelles routes vers l'Orient, en particulier la Chine, la colonisation de l'Amérique, la pénétration progressive du continent africain, toutes ces réalisations étendirent le champ d'action de la bourgeoisie. De nouveaux marchés s'ouvraient. Il fallait alimenter ces marchés en produits finis. Or, le faible potentiel productif des artisans ne permettait pas de satisfaire à la demande.

La classe des marchands se mit donc à fournir aux petits producteurs, en plus des matières premières, les instruments de production eux-mêmes. Progressivement, les artisans devinrent des travailleurs sans aucun contrôle sur leur production, ni sur leurs moyens de production. Ils furent ainsi réduits à n'être que des salariés au service du capitaliste.

Il faut rappeler ici que la concurrence entre les petits producteurs (artisans et paysans) conduit d'elle-même à ce qu'un grand nombre d'entre eux soit poussé à la faillite. La bourgeoisie naissante avait ainsi à sa disposition une main-d'oeuvre dépourvue de moyens de production. Cette main-d'oeuvre pouvait être engagée dans la production à titre de travailleurs salariés pour satisfaire la demande croissante d'un marché en constante expansion.

C'est cette évolution de la production, stimulée par l'extension des marchés, qui créa les conditions pour qu'une partie du capital marchand se transforme en capital industriel. Cette transformation allait avoir des effets profonds sur l'essor du mode de production capitaliste. En particulier, on assiste à cette époque à la soumission directe du travail au capital. Les anciens artisans et paysans ruinés étaient employés dans les ateliers des capitalistes. Cette classe de travailleurs salariés, dépourvus de moyens de production, était l'embryon de la classe ouvrière telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Mais cette évolution était relativement lente. Pour que le mode de production capitaliste supplante la production artisanale, il fallait investir une grande quantité de capitaux dans la production elle-même. Il fallait, autrement dit, que la bourgeoisie ait concentré dans ses mains d'énormes capitaux sous la forme de moyens de production et de capital argent. On appelle **accumulation primitive du capital** cette concentration de capital entre les mains de la bourgeoisie naissante. Voyons comment se réalisa cette accumulation primitive.

1.3 L'accumulation primitive du capital: pillage des colonies et expropriation des petits producteurs indépendants

Il n'y a de production capitaliste que si existent les deux conditions principales suivantes:

1) un grand nombre de travailleurs personnellement libres, c'est-à-dire qui ne sont ni des **esclaves**, ni des **serfs** rattachés à la terre seigneuriale, mais qui sont dé-

pourvus de moyens de subsistance et qui sont obligés de louer leurs services aux capitalistes;

2) l'accumulation des richesses indispensables pour créer les entreprises capitalistes. Ces deux conditions furent réalisées par **l'expropriation violente des paysans et par le pillage colonial**. Dans les deux cas, la violence la plus barbare fut l'instrument de la prospérité de la bourgeoisie naissante.

A) L'expropriation violente des paysans

C'est principalement de la paysannerie expropriée et chassée des campagnes en très grand nombre que proviennent les premiers contingents d'où est issu le prolétariat. Les artisans ruinés des villes ont aussi été parmi les premiers ouvriers salariés. Mais c'est de la paysannerie que provient la grande masse des premiers prolétaires soumis au capital.

Pour comprendre ce processus, il faut examiner comment le capitalisme se développe à la campagne, par suite de l'extension de la production marchande.

On a vu comment la production marchande simple engendre une dépendance de plus en plus grande des petits producteurs envers le marché. C'est vers le marché que sont acheminés les produits de l'artisanat et de la ferme. Cette extension du marché a eu des effets profonds sur le mode de production féodal à la campagne. Elle provoqua notamment une différenciation sociale parmi la paysannerie, laquelle se scinda en trois catégories: la paysannerie riche, la paysannerie pauvre et les paysans dépossédés qui se transformèrent en prolétariat agricole.

Il se produit donc à la campagne le même phénomène que dans les villes: la concurrence inhérente à la production marchande provoque une division sociale et la transformation d'une partie des petits producteurs en non-possédants. A cela s'ajoute, en ce qui regarde la campagne, la transformation de la **rente en nature** en **rente en argent**. Examinons ce phénomène.

Sous la féodalité, il a existé **trois formes de rentes foncières**. Ces rentes étaient des formes **non déguisées** d'exploitation des paysans par les propriétaires fonciers féodaux. Il y avait la **rente-travail**, appelée aussi corvée; sous ce régime, qui prédomina au début de l'époque féodale, le paysan devait fournir gratuitement un certain nombre de journées de travail sur les terres du seigneur. Il y avait aussi la **rente en nature**; sous ce régime, le paysan devait livrer régulièrement au seigneur une partie de sa production (blé, viande, légumes, etc.). Finalement, apparut la **rente en argent**; sous ce régime, le paysan devait vendre ses produits sur le marché et céder au seigneur une part déterminée de l'argent ainsi obtenu.

La **rente en argent** est caractéristique de la phase finale de la féodalité. Elle accéléra le développement des rapports capitalistes à la campagne. En effet, étant obligés d'écouler leur production sur le marché, les paysans entraient en concurrence les uns avec les autres; d'où le phénomène de différenciation sociale et de prolétarisation dont nous avons parlé tantôt. C'est ainsi que la production capitaliste naquit dans la campagne féodale.

A cela s'ajoute le fait que les propriétaires fonciers féodaux se transformaient eux aussi en exploitants capitalistes. Par exemple, certains d'entre eux transformaient leurs terres en pâturages et employaient de la main-d'oeuvre salariée. Un exemple de ce processus, qui aboutit à l'expropriation violente des paysans, nous est fourni par l'Angleterre, premier pays à connaître le développement de la production capitaliste.

Dans le cas de l'Angleterre, c'est la production de laine pour alimenter les manufactures de draps qui fut la cause immédiate de la transformation des domaines seigneuriaux en entreprises capitalistes. Les propriétaires fonciers féodaux trouvèrent plus avantageux d'élever du mouton que de percevoir la rente auprès d'une masse paysanne affamée. Ils prenaient possession des fermes paysannes, démolissaient leurs maisons et entouraient les champs de clôtures pour l'élevage. Au 18e siècle, une série de lois sur les "enclosures" vinrent consacrer ce pillage des moyens de production de la paysannerie.

Les paysans ainsi ruinés et dépouillés erraient à la recherche de moyens de subsistance. Ils devenaient une proie facile pour les entrepreneurs capitalistes en plein essor. Pour les forcer à se mettre à la disposition des capitalistes, l'Etat imposa aux "vagabonds" de lourdes peines, allant même jusqu'à la peine de mort. C'est ainsi qu'au 16e siècle, sous le régime d'Henri VIII, 72,000 personnes furent exécutées pour "vagabondage". Au 18e siècle, on remplaça l'exécution par l'incarcération dans des "maisons de travail", où les paysans ruinés étaient pliés à la discipline du travail salarié au service des capitalistes.

Voilà comment fut réalisée une partie de l'accumulation primitive qui donna son essor au mode de production capitaliste.

B) Le pillage des colonies

Avec l'expropriation violente des paysans, le capital pouvait donc compter sur une main-d'oeuvre à bon marché, très abondante. Avec la conquête de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie, la bourgeoisie accumula des fortunes fabuleuses qui servirent à impulser la production capitaliste en Europe.

Le commerce colonial fut en effet le grand pourvoyeur de richesses pour les capitalistes du continent européen, berceau du mode de production capitaliste. En prenant possession de l'Amérique, les puissances de l'époque réduisirent à l'esclavage les peuples autochtones. Les populations de ce qui est aujourd'hui l'Amérique latine furent obligées de travailler dans des mines d'or et d'argent. Plusieurs de ces peuples, comme les Incas et les Mayas, furent ainsi victimes d'un véritable génocide. Mais la bourgeoisie de l'époque s'enrichissait. Sa fortune fut employée en grande partie pour développer la production capitaliste en Europe.

Cette période d'accumulation primitive correspond à ce que l'on appelle le **mercantilisme**, c'est-à-dire une phase du développement du capitalisme où la richesse des pays se mesurait au volume de leurs réserves d'or et d'argent. C'est la chasse aux métaux précieux qui pousse les grandes compagnies commerciales et les Etats à étendre toujours plus loin la sphère de leur influence. C'est pour réaliser cette accumulation que les peuples d'Amérique latine furent réduits en esclavage. Les peuples indigènes furent remplacés par des esclaves noirs arrachés à l'Afrique. Ainsi, de 1686 à 1780, l'Angleterre, qui était le centre commercial de la traite des esclaves, vendit 2.3 millions d'esclaves aux Etats-Unis. Le nombre de ceux qui périrent de la façon la plus barbare aux mains des chasseurs d'esclaves et des esclavagistes s'élève à plusieurs fois le nombre de ceux qui parvinrent aux Etats-Unis.

Autre exemple. Ayant conquis les Indes, la bourgeoisie marchande anglaise, regroupée dans la Compagnie des Indes orientales se livra à un véritable pillage de ce territoire. L'Inde fut pendant longtemps la principale source d'accumulation primitive du capital pour l'Angleterre. En 60 ans, soit de 1757 à 1815, la Compagnie des Indes orientales extorqua 1 milliard de livres sterling aux Indes. Ce pillage systématique et à grande échelle transforma l'Inde en un pays pauvre, retardé et affamé. En 1770, le tiers de la population du Bengale (un Etat des Indes), soit 10 millions de personnes, moururent au cours d'une famine, résultat de ce pillage.

L'importance du commerce et en particulier du commerce colonial, pour l'accumulation capitaliste, est illustrée encore par l'augmentation phénoménale du commerce extérieur des pays capitalistes naissants. Ainsi, en France, de 1716 à 1789, le volume du commerce extérieur augmenta de 400%. 25% de ce commerce se faisait avec les colonies à l'époque.

Toute cette période fut marquée par des guerres incessantes, par le pillage, la piraterie, les génocides. Les capitalistes d'Europe s'enrichirent grâce à la sueur et au sang de millions d'hommes à travers le monde. Grâce aussi à l'expropriation, au pillage et à la ruine de la masse de petits producteurs, s'accumulèrent les richesses nécessaires à l'essor de la grande production capitaliste. Ayant analysé ce processus, cette genèse de l'accumulation capitaliste primitive, Marx écrit, avec raison, que le capital vient au monde *"suant le sang et la boue par toutes les pores"* [1].

C'est principalement de la bourgeoisie marchande qu'est issue la classe capitaliste moderne. En transformant son capital commercial en capital industriel; elle se rend maîtresse de la production.

1.4 Bourgeois et prolétaires

Tout ce que nous avons vu jusqu'à maintenant constitue la genèse ou encore l'histoire de la constitution du capitalisme comme mode de production. Un des traits marquants de cette histoire est l'apparition de deux nouvelles classes: la bourgeoisie et le prolétariat. Il est important pour bien comprendre les exposés qui vont suivre, de nous arrêter un peu sur les caractéristiques de ces deux classes. Car ce sont ces deux classes, leur croissance et leurs luttes, qui vont marquer de plus en plus l'histoire de l'humanité jusqu'à nos jours.

Le prolétariat moderne est issu des masses de petits producteurs marchands de l'époque féodale. Les artisans et les paysans ruinés par la concurrence et victimes d'expropriation par la bourgeoisie marchande et les propriétaires terriens, vont constituer une nouvelle classe sociale: celle des travailleurs **salariés**, jouissant de la **liberté personnelle**, obligés pour survivre de vendre leur force de travail au capitaliste.

Par "travailleur libre", on entend ici des travailleurs qui ne sont ni **la propriété des propriétaires,** comme à l'époque de l'esclavagisme, ni des **producteurs rattachés à la terre seigneuriale,** comme à l'époque féodale. Le prolétaire est dit "libre" parce qu'il peut disposer de sa personne, alors que l'esclave ne le pouvait pas, et que le serf n'était qu'à demi libre.

Mais, le prolétaire est "libre" aussi d'une autre façon: il est **"libre" de tout moyen de production**. Contrairement aux petits producteurs marchands, c'est-à-dire aux artisans et aux paysans, il ne possède pas ses moyens de production. Il est un producteur **dépossédé**.

1. **Karl Marx, *Le Capital*, livre I, tome 3, p. 202, Editions sociales, Paris, 1950.**

Nous avons vu qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Avant l'apparition du capitalisme, sous le féodalisme, la masse principale des producteurs jouissent de moyens de production. Le capitalisme se caractérise par **la séparation brutale du producteur d'avec les moyens de production.** Le résultat de cette séparation, c'est la constitution d'une nouvelle classe: celle des prolétaires.

Mais, diront certains, avant le capitalisme, cette séparation du producteur et des moyens de production avait existé. Dans la Rome antique, par exemple, existait un **prolétariat**, c'est-à-dire une masse de pauvres sans moyen de production. Cela est vrai. Mais la différence déterminante entre ces dépossédés de l'antiquité et le prolétariat moderne, c'est-à-dire la classe ouvrière, c'est que cette dernière n'est pas une masse de pauvres et de mendiants sans travail, mais la source même des richesses de la classe capitaliste. Du point de vue de l'histoire humaine, cette différence est fondamentale. Il s'agit d'une classe fondamentalement différente de par **sa place dans la production sociale et son rapport aux moyens de production.** Nous étudierons plus loin les lois qui régissent les rapports entre le capital et le travail, c'est-à-dire les lois de l'exploitation capitaliste. Mais on doit insister dès maintenant sur les traits distinctifs du prolétariat moderne en tant que classe productive dépossédée: cette classe ne possède pas de moyens de production, elle doit louer ses services au capitaliste pour survivre et elle n'a de contrôle ni sur la production, ni sur les fruits de son travail, puisque ces derniers sont la propriété exclusive du capitaliste.

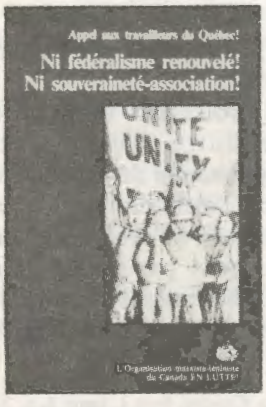
On comprendra donc qu'il est impossible de comprendre ce qu'est la bourgeoisie, comme classe sociale, en dehors de son rapport au prolétariat. Bourgeoisie et prolétariat, capital et travail, sont deux aspects d'une même réalité.

La bourgeoisie est la classe possédante principale du mode de production capitaliste. A la différence du propriétaire foncier féodal, l'activité économique de la bourgeoisie n'est pas orientée vers la production naturelle pour satisfaire ses besoins. L'activité économique de la bourgeoisie est orientée vers la production pour le marché. Son but, ce n'est pas **d'abord** la possession d'un domaine ou d'une somme d'argent; son but, c'est de faire fructifier son capital, c'est de l'accroître toujours davantage. Le profit est son dieu. Citant un document de 1860, Karl Marx rapporte dans **Le Capital** une illustration fort instructive du rôle du profit pour le capitalisme:

"Le capital abhorre l'absence de profit ou un profit minime, comme la nature a horreur du vide. Que le profit soit convenable, et le capital devient courageux: 10% d'assurés, et on peut l'employer partout; 20%, il s'échauffe; 50%, il est d'une témérité folle; à 100%, il foule aux pieds toutes les lois humaines; 300%, et il n'est pas de crime qu'il n'ose commettre, même au risque de la potence. Quand le désordre et la discorde portent profit, il les encourage tous deux; à preuve la contrebande et la traite des nègres" (2).

Mais si la bourgeoisie possède les moyens de production, si elle contrôle le processus de production et si elle est seule propriétaire des produits du travail, elle ne possède pas le travailleur lui-même. Elle **achète** les services des producteurs directs. Elle a donc avantage à trouver en quantité suffisante une masse de producteurs dépossédés mais personnellement libres. Nous allons voir dans le chapitre suivant comment cette nécessité de la libre exploitation des travailleurs salariés sera une des causes de la révolution bourgeoise et de la chute du régime féodal.

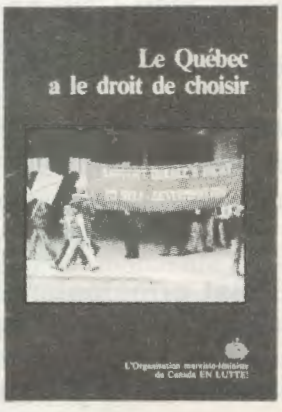
2. Cité par Karl Marx, *Le Capital*, livre I, tome 3, p. 202, Editions sociales, 1950, tiré de l'ouvrage de F.J. Dunnings, Trades' Unions and Strikes! their Philosophy and Intentions, London, 1860, pp. 35-36



Plus de vingt ans de lutte contre l'oppression nationale au Québec ont clairement posé la question de son statut politique. Or, le référenduom organisé par le gouvernement du PQ le printemps prochain, avec sa question biaisée et ses règles du jeu antidémocratiques, risque pourtant de n'être qu'une énorme supercherie. Quelle doit être l'attitude de la classe ouvrière dans cette situation? Quels intérêts se cachent derrière le "fédéralisme renouvelé" de Ryan et la souveraineté-association de Lévesque?

Ce qu'il faut maintenant plus que jamais, c'est l'action. Une action qui mobilise, qui informe, qui démasque le chauvinisme et qui incite elle-même à l'action.

La cible principale de cette action doit être la campagne pour l'unité du Canada, sa démagogie, ses buts véritables et ses conséquences. Le mouvement syndical canadien ne peut tolérer plus longtemps que ses dirigeants appuient cette campagne chauvine. Pas d'unité avec les millionnaires et les monopoles! Pas d'unité avec le Capital! Ce scandale doit cesser!

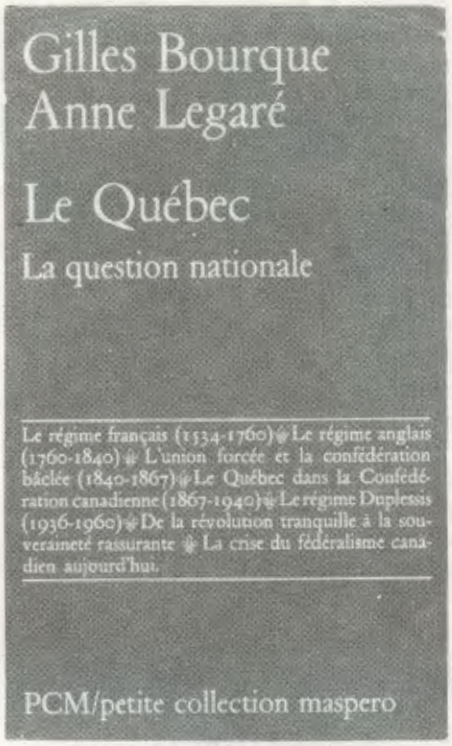


Le Québec, La question nationale, de Gilles Bourque et Anne Légaré

Gilles Bourque et Anne Légaré ont raison d'affirmer, aux premières lignes de leur étude, **Le Québec, La question nationale** (1) qu'il est *"essentiel d'insister sur les dimensions historiques des conflits actuels"* (2) entourant la question nationale québécoise. C'est pourquoi dans cet ouvrage, les auteurs vont tenter de retracer les grandes étapes du développement de l'histoire du Québec, du régime français à nos jours, c'est-à-dire à la veille du référendum du gouvernement du Parti québécois.

Malgré certaines réserves importantes, il faut souligner la parution de l'ouvrage de Bourque et Légaré. Dans un climat où les slogans ont tendance à obscurcir toute compréhension rigoureuse des termes du débat politique au Canada, **Le Québec, La question nationale** offre l'avantage d'une recherche historique documentée. Les auteurs s'attaquent avec justesse aux points de vue des historiens nationalistes (Groulx, Brunet et Séguin) qui "expliquent" l'infériorisation économique des Québécois par la "destruction" de la bourgeoisie francophone au moment de la conquête de 1760. Ils réduisent à néant la prétention des historiens de l'école libérale (Hamelin, Ouellet, etc.) qui "expliquent" cette même infériorisation par l'"inaptitude" des francophones à s'emparer des innovations technologiques à l'époque du capitalisme naissant.

Par ailleurs, les auteurs consacrent un chapitre intéressant (chapitre 7: **De la révolution tranquille à la souveraineté rassurante**) à l'analyse des transformations issues de la révolution tranquille jusqu'à l'arrivée au pouvoir du PQ. Les auteurs affirment ouvertement le caractère bourgeois du PQ et réfutent avec succès les thèses suivant lesquelles ce parti en serait un de la petite bourgeoisie, donc partagé entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les faits énoncés dans cette section du livre tendent à prouver, selon les auteurs, l'existence


Gilles Bourque
Anne Legaré
Le Québec
La question nationale
Le régime français (1534-1760) ✻ Le régime anglais (1760-1840) ✻ L'union forcée et la confédération bâclée (1840-1867) ✻ Le Québec dans la Confédération canadienne (1867-1940) ✻ Le régime Duplessis (1936-1960) ✻ De la révolution tranquille à la souveraineté rassurante ✻ La crise du fédéralisme canadien aujourd'hui.
PCM/petite collection maspero

d'une bourgeoisie québécoise. Malheureusement, ils demeurent muets sur le **programme politique** de cette bourgeoisie.

Quant à la position des auteurs sur la résolution de l'oppression nationale des Québécois, celle-ci est fort claire:

> *"la lutte pour la réalisation de la pleine égalité nationale dans un Etat socialiste québécois nous semble l'objectif à fixer dans le processus d'organisation politique de la classe ouvrière au Québec."* (3)

Mais, là encore, les auteurs restent muets sur la méthode que devra employer le prolétariat pour parvenir à un tel objectif.

Il faut lire avec attention l'étude de Bourque et Légaré pour déceler dans l'analyse historique les erreurs qui conduisent au mot d'ordre de la fin. Ainsi, l'examen de la formation de la bourgeoisie canadienne — appuyée par une forte documentation — laisse de côté un certain nombre de faits importants.

Résumons les thèses des auteurs. Le Canada est un pays impérialiste, historiquement constitué à la fin de la période féodale et au début du capitalisme (entre 1760 et 1867). C'est un Etat qui s'est construit dans la négation des droits nationaux des "minorités" et où l'oppression nationale est à la fois la politique de la nation dominante et le facteur majeur d'"éclatement" du pays (résistance à l'oppression nationale). Voilà pourquoi le Canada *"présente (une) tendance structurelle à l'éclatement"* (4). *"La bourgeoisie canadienne n'est pas une bourgeoisie nationale"* (5), car *"elle n'a jamais pu s'affirmer en force hégémonique sur le plan industriel"* (6).

A cet égard, l'analyse de la formation de la bourgeoisie canadienne contient un certain nombre d'erreurs de taille. Ainsi, la Rébellion de 1837-1838 dans le Haut et le Bas-Canada est-elle perçue uniquement comme un *"mouvement (...) dirigé par la petite bourgeoisie, appuyée par la paysannerie, contre la bourgeoisie marchande, l'aristocratie et l'administration coloniale"* (7). Cela n'est pas faux, mais les auteurs appuient leur thèse uniquement sur la composition de classe des forces de la rébellion. Pour eux, 1837-38 ne se retrouve pas dans le processus de la révolution démocratique bourgeoise au Canada. Ils oublient de considérer le programme de classe de ce même mouvement: la lutte pour un Etat démocratique bourgeois indépendant. On en viendra donc à conclure que l'indépendance du Canada n'a pas été le résultat de l'opposition au colonialisme et au régime semi-féodal mais une simple concession de la métropole britannique.

A moins de soutenir — à l'instar du PCC (m.-l.) — que la révolution démocratique bourgeoise n'est pas achevée au Canada, il faut bien voir que cette révolution a bien dû commencer un jour et finir... un autre. Beaucoup d'historiens "marxistes", pétris des modèles de la révolution américaine et de la révolution française, sont incapables de

1. **Bourque, Gilles et Anne Légaré,** *Le Québec, La question nationale*; **Petite collection Maspéro, Paris, 1979, 232 p.**
2. **Idem, p. 5**
3. **Idem, p. 231**
4. **Idem, p. 106**
5. **Idem, p. 107**
6. **Idem, p. 107**
7. **Idem, p. 69**

saisir les traits spécifiques du processus de création de la bourgeoisie canadienne. Au Canada, la révolution démocratique bourgeoisie s'accomplit au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, poussant même des racines jusque dans ce siècle-ci. La bourgeoisie canadienne est le résultat de l'intégration de ses éléments anglophones (dominants) et de ses éléments francophones (dominés), la Confédération de 1867 étant le résultat politique concret de cette intégration. A son tour, cette bourgeoisie est entrée en alliance d'abord avec l'impérialisme britannique (au XIXe siècle), puis avec l'impérialisme américain au XXe ([8]).

Or, sans la compréhension de cette alliance interimpérialiste et de ses conséquences on n'arrive pas à saisir pourquoi la bourgeoisie canadienne est hégémonique dans certains secteurs (commerce, banques, finance, etc.) et dominée dans d'autres (l'industrie, plus particulièrement).

Il faut se méfier de toute vision unilatérale de la bourgeoisie canadienne qui conduira inévitablement à des erreurs stratégiques importantes. Ainsi, parler — comme le font Bourque et Légaré — de la "tendance structurelle à l'éclatement du Canada", c'est affirmer implicitement qu'il faut que cet éclatement se produise pour régler l'oppression nationale.

Cela découle d'une analyse partielle de la bourgeoisie canadienne, qui n'est pas seulement une classe traversée par de multiples contradictions, mais aussi et surtout une classe qui a intérêt à la préservation de son marché national et au maintien de sa dictature sur **tout** le prolétariat canadien et de l'oppression nationale au pays.

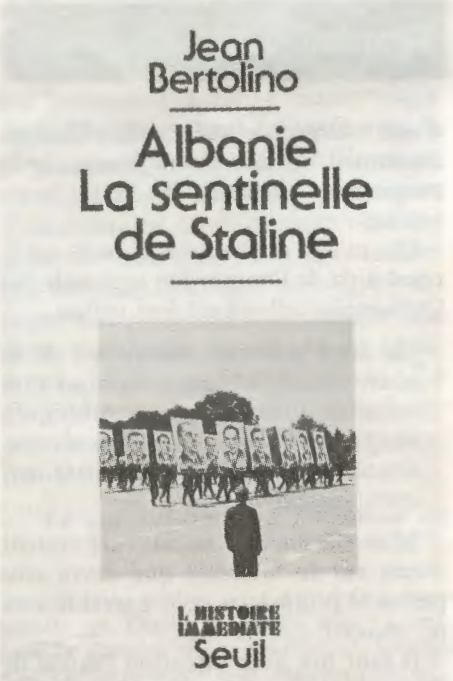
Comprendre cela, c'est aussi comprendre que **l'ensemble des ouvriers canadiens** ont un intérêt fondamental commun: le renversement de cette minorité d'exploiteurs pour mettre fin à l'exploitation capitaliste ainsi qu'à l'oppression nationale qui, en passant, n'est pas le seul fait des Québécois.

C'est comprendre que pour résoudre l'oppression nationale, les ouvriers canadiens **dans leur ensemble** doivent s'attaquer à la classe qui en est responsable: la bourgeoisie canadienne.

8. Voir à ce propos la revue UNITÉ PROLÉTARIENNE, Vol. 3, no 1, février 1977, p. 12

L'Albanie sentinelle de Staline de Jean Bertolino

La désillusion face au socialisme



Le livre de Jean Bertolino, reporter et écrivain français se présente comme *"un reportage brillant, chronique historique et essai politique. C'est aussi l'itinéraire d'un journaliste passionnément fidèle à l'amitié: Mais d'abord à la vérité."* ([1])

C'est au cours d'un voyage en Albanie, dans le cadre de la réalisation d'un film, sur l'invitation du gouvernement albanais que toute la "vérité" serait apparue à Jean Bertolino. En effet, Bertolino s'est rendu en Albanie entre 1976 et 1978 pour réaliser un film militant sur les rapports entre les ouvriers et les paysans dans ce pays. Bertolino et ses camarades de travail voulaient tourner un film réaliste et ils se seraient butés aux objections continuelles du gouvernement albanais désireux de présenter une vision idyllique de la vie des ouvriers et des paysans albanais.

Le point de départ du livre ne manque pas d'intérêt. On aurait pu s'attendre de la part de cet auteur qui ne cache pas son admiration face aux réalisations du peuple albanais depuis la révolution à une critique sur la culture telle qu'elle s'exprime dans ce pays socialiste. On aurait pu s'attendre à ce qu'il nous explique sa conception d'un cinéma réaliste et qui répond aux intérêts des travailleurs et du socialisme.

Mais non. Les frustrations du cinéaste l'ont emporté. Et Bertolino utilisera les divergences qu'il entretient avec les camarades albanais sur la culture pour dégager des conclusions sans commune mesure avec les faits qui seraient en mesure de les soutenir.

Ainsi, selon Bertolino, en Albanie *"la révolution est sans aucun doute à refaire"* ([2]). Si on laisse de côté les impressions subjectives que l'auteur a recueilli au long de son voyage et si on s'attarde aux faits, on doit s'apercevoir que le peu de matériel qu'il nous présente tend au contraire à réfuter les conclusions mêmes de l'auteur.

Ainsi, l'auteur déclare-t-il que l'Albanie, n'est qu'*"un purgatoire bureaucratique"* ([3]). Pourquoi, parce que l'Albanie a connu récemment des "purges" qui ne sont pas sans liens avec la critique du révisionnisme chinois et de ses défenseurs au sein du PTA. Parce que le PTA a un dirigeant qu'on semble *"vénérer à l'égal d'un saint, je n'ose pas dire d'un dieu"* ([4]). Et surtout, parce que

1. Jean Bertolino, *Albanie la sentinelle de Staline*, Editions du Seuil, collection L'histoire immédiate, Paris 1979, endos du couvert.
2. Idem, p. 198
3. Idem, p.207
4. Idem, p.195

c'est "évident", les cadres du parti jouissent de privilèges comme en URSS à l'époque de Staline.

Alors, comment se fait-il que ces "évidences" soient si souvent contredites par les faits que nous rapporte Bertolino sur l'Albanie? Pourquoi les "bureaucrates albanais" ont-ils réduit les écarts de salaire dans leur pays de 1 à 2 ([5]) et cela suivant une progression constante depuis la révolution, ce qui fait dire à l'auteur que l'Albanie est *"l'Etat le plus égalitaire du monde"* ([6])? Comment se fait-il que *"depuis cinq annnées, le thème qui domine toutes les discussions en Albanie concerne — qui l'eût cru — la lutte contre le bureaucratisme"* et qu'on ait *"désengorgé tous les ministères qui comportaient du personnel en surnombre"* ([7])? Comment expliquer que dans un pays dominé par des carriéristes on assiste à un phénomène comme la mobilisation volontaire des masses pour résoudre le problème du logement, ce que Bertolino affirme avoir vu de ses propres yeux? Finalement, si l'Etat albanais était ce que prétend Bertolino en se référant à Engels, soit *"une machine de répression essentiellement capitaliste. Plus il fait passer les forces productives dans sa propriété, plus il devient capitaliste en fait, plus il exploite de citoyens..."* comment se fait-il que l'auteur n'ait pu nous montrer ne serait-ce que quelques manifestations de la crise qui caractérise toutes les économies capitalistes, du Canada à l'URSS, en passant par la Chine d'aujourd'hui et qu'il soit au contraire obligé de nous avouer que l'Albanie ne connaît ni inflation, ni chômage et que les prix des produits de consommation n'ont pas monté depuis des années alors que les salaires eux se sont élevés?

Mais Bertolino aurait découvert pire lors de son dernier voyage. C'est que derrière toutes ces réalisations du peuples albanais se cache le PTA qui manipule tout. Habile manipulateur que celui qui réussit à "manipuler" une révolution et une économie qu'il a fait passer du féodalisme à l'ère industrielle en quelques dizaines d'années. Bertolino en a donc contre le fait que partout où s'exprime l'initiative des masses s'y trouve aussi un parti communiste pour diriger leurs efforts. Ce que n'a pas saisi Bertolino, c'est que ce qui distingue la révolution albanaise, à la différence des nombreux peuples qui se sont soulevés contre leur bourgeoisie dans les années 30 et 40, ce n'est pas le génie de son peuple ni celui de son chef, c'est qu'en Albanie la révolte des masses a été dirigée par un parti communiste étroitement lié aux masses et s'appuyant sur le marxisme-léninisme. Non pas un parti qui n'a jamais commis d'erreurs, mais un parti qui jusqu'à preuve du contraire a su en tirer des leçons et combattre les tendances révisionnistes qui sont justement celles qui devaient emporter les partis soviétiques et chinois, et d'autres avant eux.

Loin de nous la prétention de laisser entendre que l'Albanie est un paradis et que le PTA ne commet pas d'erreurs, certains faits rapportés par Bertolino posent d'ailleurs des questions réelles. Ainsi en est-il de l'interdiction des oeuvres de Mao, de certaines références exagérées au dirigeant du parti, de la tendance des dirigeants à présenter une vision idyllique du pays. Mais Bertolino ne tente pas d'analyser ces faits en matérialiste. Bertolino s'en prend plutôt à une des causes déterminantes des victoires qu'a remporté le peuple albanais, l'existence de son parti dirigeant. Les apparences d'objectivité et de reportage du livre de Bertolino ne doivent pas tromper. En pratique, il ne peut servir qu'à cautionner la propagande bourgeoise qui veut faire apparaître le socialisme auquel aspirent les ouvriers comme un rêve sans perspective véritable autres que le retour du pouvoir d'une nouvelle clique de dictateurs. Car Bertolino n'a rien d'autre à nous proposer que la désillusion en s'appuyant sur les échecs réels qu'a connu le socialisme en Chine et en URSS. Si les ouvriers ont quelque chose à apprendre de ces échecs ce n'est certainement pas la désillusion et le pessimisme, c'est bien plutôt d'en tirer les leçons pour la poursuite de la lutte.

Quant à l'Albanie, si aujourd'hui elle doit être soutenue, ce n'est pas parce qu'il ne s'y commet jamais d'erreurs. C'est avant tout parce qu'elle est l'illustration concrète pour les travailleurs du monde d'une société débarrassée de l'exploitation capitaliste. Une société qui a su épargner à son peuple les crises qu'engendre ce système d'exploitation toujours plus à chaque jour.

Méfions-nous de ceux pour qui, comme Bertolino hier, *"toute pensée réellement critique à propos de l'Albanie eut semblé sacrilège"* ([8]) et qui aujourd'hui sont les premiers à tomber dans la désillusion.

---

5. Idem, p. 49
6. Idem, p. 50
7. Idem, p. 191
8. Idem, p. 181

Comment contribuer à notre chronique?

Notes de lecture **est une nouvelle chronique régulière destinée à critiquer les oeuvres littéraires, politiques, économiques, etc. Notre chronique vise aussi à porter à l'attention de nos lecteurs les ouvrages qui méritent d'être lus et connus du prolétariat canadien. Afin que notre chronique puisse couvrir le plus large éventail possible de publications, il est évident que les seuls efforts des journalistes d'UNITÉ PROLÉTARIENNE n'y suffiront pas. C'est pourquoi nous invitons tous nos lecteurs à nous faire connaître les ouvrages qu'il faudrait critiquer et à nous faire parvenir leur propre critique de ces ouvrages.**

La situation actuelle et les tâches politiques immédiates du parti

10e anniversaire du Parti drapeau rouge du Venezuela

C'est dans le but de mieux faire connaître à nos lecteurs les luttes dans lesquelles sont engagés les partis et organisations marxistes-léninistes dans les différents pays du monde que nous publions ces extraits d'un document important du Parti drapeau rouge du Venezuela.

Le Parti drapeau rouge qui fête cette année son 10e anniversaire est né en 1970 suite aux luttes politiques qui se sont menées autour de ces années dans le mouvement de guérilla du Venezuela qui à cette époque a pu mobiliser jusqu'à 5 ou 6,000 combattants à la ville comme à la campagne. En 1970, le Parti drapeau rouge naissait en démarcation d'avec le révisionnisme ainsi que les théories "foquistes" qui pensaient élever la conscience de classe des masses par la seule voie des actions armées de petits groupes d'hommes isolés.

Aujourd'hui, le Parti drapeau rouge n'a pas seulement entrepris de se démarquer du révisionnisme à l'échelle internationale, y inclus le nouveau révisionnisme des dirigeants chinois, mais il est aussi engagé activement dans la lutte pour faire triompher le programme communiste dans son propre pays. Pour ce faire, le Parti drapeau rouge met de l'avant la nécessité de combiner différentes formes de luttes: lutte armée, utilisation des possibilités légales, agitation et propagande dans le prolétariat et les masses paysannes.

Le texte qui suit témoigne justement de la tactique et de l'analyse de ce parti lors des dernières élections de décembre 1978 dans ce pays qu'on nous présente souvent comme un des "fleurons de la démocratie" en Amérique latine. Le Parti drapeau rouge y tire les leçons de son propre travail, autant de ses réussites que de ses erreurs. La lecture de ce document devrait nous permettre de mieux comprendre les conditions dans lesquelles nos camarades vénézuéliens mènent la lutte et surtout comment ils luttent pour faire en sorte que le programme communiste devienne une alternative réelle pour les masses populaires de leur propre pays.

Quelques chiffres sur le Venezuela

Troisième producteur mondial de pétrole.
Population: 13,000,000
Superficie: 900,000 km²

La population se répartit comme suit:
blanche: 20%
métis: 65%
noire: 8%
indienne: 7%

Revenus:
5% de la population active possède 25% des revenus.
80% de la population active a un revenu de moins de 1,500 bolivars (environ $341.) par mois.
45% de la population active a un revenu de moins de 700 bolivars (environ $162.) par mois.
Le salaire minimum est de 300 bolivars (environ $70.) par mois.

Conditions de vie:
Nombre de chômeurs: environ 1,000,000
Augmentation du coût de la vie en 1979: 40% (taux officiel).
70% de la population est sous-alimentée.
50% de la population souffre de malnutrition.

(extraits de la brochure *10e anniversaire du Parti drapeau rouge du Venezuela, 20 janvier 1970-20 janvier 1980*, Comité politique national, février 1979)

La situation actuelle et les tâches politiques immédiates auxquelles le Parti fait face

1) Les élections de décembre ont servi aux classes dominantes à renforcer et à légitimer le système démocratique militarisé qui règne dans le pays. Ces farces pseudo-démocratiques montées par la bourgeoisie tous les cinq ans ne sont pas autre chose qu'une espèce de plébiscite où les principaux partis de la bourgeoisie se disputent le contrôle du gouvernement. L'objectif principal de ces événements c'est de renforcer au sein du peuple l'illusion de l'existence des droits démocratiques où les masses populaires sont les juges suprêmes du destin de notre pays. Par la voie du vote populaire, la bourgeoisie a obtenu la réaffirmation et la légitimation de sa domination en même temps qu'elle renforçait les illusions dans les masses de la possibilité de changer la situation régnante par la voie électorale. Pour confirmer cette situation, il n'y a qu'à regarder les illusions et les espérances qu'a créées le triomphe de Luis Herrera Campins dans de larges secteurs de la population.

2) Le fort pourcentage de voix obtenu par les partis bourgeois souligne davantage le succès de leurs objectifs, étant

DOCUMENTS

20-1-1970

10 ANNIVERSAIRE PARTI DRAPEAU ROUGE DU VENEZUELA

20-1-1980

donné qu'ils apparaissent comme les principaux dépositaires de la confiance populaire, comme les partis qui expriment les intérêts des grandes masses populaires.

Cependant, ce taux élevé de voix n'exprime pas en réalité la reconnaissance du système par les masses, ni leur appui ferme aux partis bourgeois.

Il est vrai que persistent encore des illusions démocratiques-bourgeoises dans des secteurs importants des masses. Il est vrai qu'on n'est pas encore convaincu de la nécessité et de l'inévitabilité de la destruction de cet Etat colonial de démocratie militarisée; mais il n'en est pas moins vrai qu'il existe dans de larges secteurs du peuple un fort scepticisme quant aux possibilités d'améliorer la situation des exploités dans le système actuel; nombreux sont ceux qui votent pour l'AD (Action démocratique) et le COPEI (démocrates-chrétiens) pour l'unique raison que ce sont là les deux options concrètes pour "voter utilement" (victoire électorale). D'une part, la démagogie de ces partis, le jeu de l'opposition, la propagande massive et abrutissante, les ressources immenses que l'Etat et la bourgeoisie mettent à leur service pour manipuler les masses, la répression générale qui existe dans le pays et, d'autre part, la politique conciliatrice et démocrate-bourgeoise des partis de "la gauche", la faiblesse des organisations révolutionnaires, sont des éléments qui permettent à la bourgeoisie de manipuler les masses avec une relative facilité. Ceci explique la raison pour laquelle d'importants secteurs des masses, en opposition avec le système, étant obligés à voter par la loi, le font en faveur de l'un des deux partis bourgeois les plus susceptibles de gagner.

3) Dans l'état actuel de la lutte des classes dans notre pays, on ne pourrait espérer d'autres résultats électoraux. Des changements significatifs pourraient difficilement avoir lieu parce que trop de facteurs objectifs et subjectifs se combinent pour empêcher toute autre alternative aux deux partis bourgeois principaux.

La prospérité économique du pays durant les dernières années, la politique démagogique et populiste des partis bourgeois et la politique conciliatrice et opportuniste des partis petits-bourgeois, ainsi que le contrôle exercé par les partis bourgeois et petits-bourgeois sur la majorité des associations corporatives, ont fait en sorte que les conflits sociaux soient contenus, freinés, et finalement réprimés violemment. Ainsi, dans un climat de relative paix sociale, toutes sortes d'illusions réformistes ont pu s'enraciner facilement dans les masses, et les partis bourgeois en ont profité en utilisant tous les moyens et les mécanismes de la bourgeoisie et de l'Etat.

A ceci s'ajoute la répression féroce contre les organisations révolutionnaires et le fait que les révolutionnaires, étant donné leur faiblesse, ne constituent pas une alternative immédiate pour la prise du pouvoir. Mentionnons également que le sectarisme et l'esprit de conciliation qui existent dans le mouvement révolutionnaire ont joué en faveur de la situation décrite ci-dessus, constituant une entrave au développement victorieux de la politique révolutionnaire.

4) Dans le champ électoral il est impossible de créer une perspective de pouvoir révolutionnaire. Tout l'appareil politique, économique, judiciaire et militaro-policier empêche qu'un modèle révolutionnaire puisse se présenter comme une option victorieuse; ceci fait que la bourgeoisie, jouant sur ses deux partis, peut compter sur le vote des masses.

Dans le cadre électoral, seules les solutions réformistes petites-bourgeoises demeurent possibles et, compte tenu de la récente expérience chilienne, elles ont un effet assez démobilisateur sur les masses. Prétendre ouvrir des perspectives révolutionnaires aux masses à travers le processus électoral, n'est rien d'autre que de rabaisser la politique révolutionnaire à de simples illusions. Ce n'est pas en prônant l'unité du peuple à travers des solutions réformistes petites-bourgeoises que nous amènerons le peuple à prendre confiance dans ses propres forces; au contraire, ce type d'unité crée des illusions trompeuses aux éléments avancés, confondant les votes obtenus avec les progrès du mouvement révolutionnaire.

C'est seulement sur le terrain de la lutte des masses (sous ses différentes formes) et dans la propagande révolutionnaire pour la prise du pouvoir que se réalisera l'accumulation des forces révolutionnaires. C'est à partir de-là que les masses pourront prendre confiance dans leurs propres forces et non pas par l'accumulation des votes derrière une candidature réformiste.

5) Le haut pourcentage de votes obtenu par les partis bourgeois signifie un renforcement de la démocratie bourgeoise militarisée, mais en aucun temps cela ne saurait signifier une consolidation définitive du système. Comme nous l'avons mentionné dans des documents antérieurs, la société vénézuélienne traverse une profonde crise qui ne pourra pas se résoudre dans l'ordre actuel des choses; seule une révolution violente qui renversera les classes dominantes et instaurera un Etat démocratique populaire comme forme de la dictature du prolétariat, constituera l'unique garantie d'obtenir des transformations dont notre pays a besoin. Les problèmes économiques et sociaux, de même que les contradictions toujours plus aiguës, sont des éléments qui annoncent des périodes critiques de grande envergure et la tendance à l'instabilité du système.

Dans le cadre de la crise générale du système capitaliste au niveau mondial, la bourgeoisie vénézuélienne a pu agir avec une relative aisance, étant donné

que le Venezuela est un pays exportateur de pétrole.

Cependant, le Venezuela n'a pu échapper à cette crise mondiale; d'une manière ou d'une autre elle s'est manifestée sur le plan national et elle a été un élément important de la crise de notre société dans tous les domaines. La domination de l'impérialisme sur notre pays lui permet de décharger sur nous une partie du poids de la crise qu'il affronte. Ceci affecte toute l'économie nationale puisque, du fait qu'elle est une économie dépendante, elle est soumise aux plans et diktats du centre impérialiste.

Après la période du gouvernement Bétancourt, le pays a vécu une phase de prospérité et de croissance économique; cette situation a joué un rôle de premier ordre dans la stabilité du système de démocratie militarisée. Le début de cette période de prospérité économique a coïncidé avec la déroute subie par les révolutionnaires et la division du mouvement ainsi que l'abandon des rangs de la révolution par ceux qui, jusqu'à ce moment, en avaient été les principaux dirigeants.

Ce sont là les éléments qui ont permis que les périodes postérieures à Bétancourt aient pu se dérouler dans un climat de stabilité relative, autrement dit sans danger de menace immédiate pour le pouvoir. Les revenus pétroliers croissants ont permis d'appliquer une politique de concessions aux diverses couches sociales, de corrompre plusieurs dirigeants populaires et d'aplanir beaucoup de contradictions. De ce fait, la protestation des masses n'a pas acquis l'élan qu'elle aurait pu avoir dans une situation plus dramatique. En dépit de la prospérité économique, les masses travailleuses ont dû livrer une lutte permanente pour la défense des salaires et pour l'amélioration de leurs conditions de vie; ainsi couvait une situation qui tendait à devenir plus conflictuelle et à se transformer en menace sérieuse pour la stabilité du système. Cette situation a beaucoup à voir avec la fin de la période de croissance économique, avec la dégradation du niveau de vie des masses et avec toutes sortes de problèmes qui accablent le peuple. Cette situation a aussi à voir avec l'aiguisement des contradictions au sein même de la bourgeoisie, produit par les disputes pour la répartition du revenu pétrolier, des possibilités de profit, des secteurs productifs, des marchés, etc.

Manifestation des étudiants contre la répression gouvernementale.

Dans le cadre de la démocratie militarisée, la bourgeoisie tente de freiner l'intensification des conflits sociaux, en combinant les concessions et la démagogie avec la répression ouverte, allant même jusqu'à la violation de ses propres lois. Il en sera ainsi tant que le permettra la situation, jusqu'au moment où elle jugera approprié d'utiliser la dictature militaire, rompant ainsi avec la formalité démocratique.

Durant les trois périodes présidentielles antérieures il n'y eut aucune menace de ce type; ceci est dû à la facilité avec laquelle la bourgeoisie pouvait manoeuvrer. Aujourd'hui, vue la limitation relative de cette capacité de manoeuvre et la tendance à une limitation plus grande, il est possible que devant l'aggravation de la situation la bourgeoisie recourt à la dictature militaire comme moyen pour vaincre la résistance des travailleurs à l'intensification de l'exploitation.

Dans les pays d'économie développée il y a une plus grande stabilisation de la démocratie représentative; comme leurs économies sont plus stables ils peuvent décharger le poids de leurs crises sur les pays moins développés et leur politique réformiste leur permet plus facilement de tempérer les contradictions de classes.

D'autre part, la longue période de paix qu'ils ont vécue a permis que dans ces pays profitant du sur-profit tiré des pays dépendants, se forme une puissante aristocratie ouvrière qui contribue à freiner le mouvement de masse. Cependant, la crise générale du capitalisme au niveau mondial commence aussi à affecter avec vigueur plusieurs économies, et la vague de protestation tend à s'intensifier, laissant présager une situation de durs affrontements de classes.

Un des arguments les plus utilisés pour défendre la thèse de la consolidation de la démocratie représentative c'est le haut pourcentage de vote; on oublie ex professo (*) que dans ces pays le vote est obligatoire et l'abstention punie par la loi. De même, on oublie que les données apportées par les sondages (dont on ne peut douter de la fidélité au système) montrent que 51% des personnes s'abstiendraient de voter si le vote n'était pas obligatoire. De plus, la loi n'est pas la seule menace, mais on organise aussi des campagnes de pression pour obliger les non-votants à le faire.

On parle aussi du caractère civique et pacifique du vote, mais on ne dit rien de toutes les opérations militaires et policières qu'on met en marche lors des élections.

(*) manifestement (note de la rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE)

Pour notre part, nous entendons par consolidation de la démocratie bourgeoise l'établissement d'une démocratie représentative non sujette aux contingences de la situation internationale, où les protestations des masses se réduisent à des démarches bureaucratiques devant l'Etat, c'est-à-dire qu'elles ne transgressent pas les limites de la "légalité" établie, où les contradictions au sein de la société n'atteignent pas (comme chez nous) une situation explosive; enfin une démocratie bourgeoise débarrassée des vices et de la corruption qui caractérisent la démocratie militarisée existante au Venezuela, et libre du danger immédiat que constituent les contradictions profondes dont elle est porteuse, contradictions à peine aplanies par les gigantesques revenus pétroliers de ces dernières années.

Si nous regardons tous ces éléments, nous pourrons conclure que non seulement la démocratie représentative ne s'est pas consolidée, mais qu'au contraire elle s'est affaiblie et discréditée aux yeux des masses et elle fait face à une critique venant de tout bord, comme l'admettent les porte-parole même de la bourgeoisie qui réclament son perfectionnement.

On ne doit donc pas confondre ce qui n'est qu'un acte de légitimation et de renforcement temporaire du système, avec la consolidation de celui-ci. Tomber dans une confusion de cette nature pourrait conduire à des conclusions pacifistes et réformistes qui éloigneraient les perspectives de la victoire.

La victoire du COPEI

1) Sans autre alternative que les partis AD et COPEI, d'importantes couches populaires ont donné leur vote au candidat du COPEI en signe de rejet et de protestation contre le gouvernement sous lequel elles avaient vu leurs problèmes économiques et sociaux s'accroître, la répression augmenter, et leur appauvrissement s'accentuer en général. Et avec ceci le candidat du parti AD ne promettait qu'une plus grande répression; en revanche, le candidat du COPEI apparaissait avec une politique plus large proposant la solution des problèmes populaires les plus accablants. A cela s'ajoutent des éléments conjoncturels, comme l'identification du candidat du parti AD avec Romulo Bétancourt et sa personnalité même, que diminuaient ses possibilités de triomphe.

Le haut coût de la vie, la détérioration des services publics, les cas scandaleux de détournements et de dilapidation des fonds publics, l'accroissement de la répression contre le peuple et les scandales dans lesquels a été impliquée la police, ce sont là des éléments qui ont sans doute contribué à la défaite électorale de l'AD.

2) La politique démagogique du COPEI, l'exploitation de la protestation populaire contre le gouvernement de Carlos Andrés Pérez (CAP), s'est aussi vue favorisée pour une bonne part par l'appui d'autres organisations qui, malgré la faiblesse organique de celui-ci, donnait à sa candidature un caractère libéral et large.

A ceci s'ajoute la politique opportuniste de la gauche collaborationniste qui a centré son attaque contre l'AD, laissant le COPEI en dehors du champ de tir. Mais de plus, il était évident qu'on faisait une distinction entre les deux organisations bourgeoises et qu'on ne dissimulait pas sa sympathie envers la victoire du COPEI. Des organisations comme la Ligue socialiste sont tombées dans le même opportunisme, et encore plus clairement le Parti de la révolution vénézuélienne qui, avec Douglas Bravo, a ouvertement soutenu une victoire du COPEI.

Cette politique de la gauche collaborationniste et de certaines organisations révolutionnaires s'est vue, durant toute cette période de gouvernement, concrétisée par la promotion d'alliances avec le COPEI, politique que notre parti a critiqué largement parce qu'elle n'éduquait pas le peuple, parce qu'elle trompait les secteurs avancés en faisant le jeu de la politique bourgeoise qui manigançait avec son alternative des deux partis.

3) Le triomphe du COPEI n'apporte aucun déplacement de classes au pouvoir. Nous avons toujours dit que l'AD et le COPEI sont des partis qui servent les mêmes intérêts de classe, que tous les deux expriment les intérêts de la bourgeoisie et des propriétaires terriens et qu'ils constituent la principale base politique de soutien à la domination impérialiste dans notre pays. Tous les deux sont de fervents défenseurs de l'Etat néo-colonial qui sert d'instrument de domination sur notre peuple. Tous les deux sont intimement liés à la politique de l'impérialisme nord-américain et des autres pays impérialistes qui constituent le bloc dominé par les USA. Tous les deux sont des partis réactionnaires, antipopulaires et répressifs.

Prétendre que des changements substantiels sont possibles avec de tels partis, relève d'une illusion pure et simple,, étrangère à toute analyse scientifique. N'importe quelle réforme introduite dans la structure ou dans la superstructure n'aura d'autre objectif que de renforcer le régime d'exploitation et d'oppression de notre peuple, de renforcer la dépendance de notre pays envers l'impérialisme et de tenter de sauver le système, chaque jour plus menacé par l'ensemble des contradictions dans lesquelles il se débat. (...)

L'abstention électorale

1) Notre tactique d'abstention fut une tactique juste qui sans doute aidera à la récupération des forces pour l'assaut au pouvoir. Nous sommes partis de la nécessité de rompre avec les illusions démocrates-bourgeoises dans les masses; de maintenir une position qui se démarque du réformisme et de l'aventurisme; de développer une politique qui, tout en favorisant l'unité du peuple autour d'un programme de revendications immédiates, ne s'éteigne pas avec les élections, une politique qui démasquera aussi les politiques réactionnaires, réformistes et révisionnistes. Nous avons appelé le peuple à accentuer la lutte pour ses revendications immédiates et à ne pas se fier à la possibilité de résoudre ses problèmes par les élections; nous avons dit que seule la lutte révolutionnaire de tout le peuple sous la direction du parti révolutionnaire nous conduirait au renversement de la bourgeoisie et des propriétaires terriens et à la libération de l'impérialisme. Nous avons soutenu que la démocratie bourgeoise militarisée existante dans notre pays laissait peu de place à l'utilisation révolutionnaire du processus électoral et du parlement bourgeois; qu'en participant aux élections nous ne ferions rien d'autre que de contribuer à la campagne bourgeoise

pour le renforcement du système, à renforcer les illusions électoralistes et les positions réformistes; que le rassemblement des forces par le mouvement révolutionnaire ne s'obtiendrait pas par le parlementarisme et qu'en participant aux élections on ne donnait aucune perspective au peuple.

La pratique a confirmé que ceux qui ont nourri des illusions et semé la rumeur qu'un vote massif pour la gauche aiderait le peuple à faire confiance dans les forces du socialisme, n'ont pas contribué au rassemblement du mouvement populaire. La défaite fracassante de la gauche collaborationniste dans ces élections l'a clairement démontré.

La pratique démontre que ce n'est pas en faisant le jeu de l'électoralisme bourgeois, ni en pratiquant une politique opportuniste, qu'on parviendra à éduquer les masses sur l'antiparlementarisme et la nécessité de la révolution violente.

2) Quand nous avons renoncé à orienter notre politique sur le pragmatisme ou sur l'opportunisme qui partait de la possibilité d'obtenir des succès éphémères, nous ne l'avons pas fait sur la base d'une politique moraliste, de principes ou stratégique, mais plutôt en nous basant sur l'analyse de la situation concrète et la relation que nous devions établir entre cette analyse et notre stratégie.

Nous savions à l'avance que l'abstention ne se traduirait pas par une augmentation gigantesque du pourcentage des non-votants, mais nous n'avions aucun doute que ce pourcentage augmenterait légèrement, malgré l'abrutissante campagne électorale, l'obligation de voter et les diverses formes de pression qu'utilise le système.

Le pourcentage de non-participants dans ces élections s'est élevé à 15,6% des inscrits sur le registre électoral, incluant les abstentions et les votes nuls; en chiffres, les abstentions et les votes nuls ont atteint 928,978 votes pour la présidence de la république et 971,670 pour l'Assemblée délibérante. Aux élections de 1973 l'abstention atteignait 6,7%; le résultat est donc une augmentation de 9% de l'abstention.

Nous ne doutons pas que les erreurs commises pendant les élections ont motivé une partie de ces abstentions; mais il est très difficile d'admettre que ce taux élevé d'abstention est exclusivement dû à cela. Pas de doute que ce fort pourcentage, dans un pays comme le nôtre, où les pourcentages d'abstention sont extrêmement bas, ne fait que démontrer qu'un nombre important de Vénézuéliens ont perdu confiance dans la démocratie représentative.

A ceci s'ajoute le nombre des non-inscrits sur le registre électoral, qui n'est pas lui non plus négligeable. Finalement, le Conseil suprême électoral (CSE) n'a pas donné les chiffres définitifs des non-inscrits, mais dans la mesure où il l'a fait il s'agissait de plus de 100,000 personnes.

3) Dès le début de la campagne électorale, nous avons fait plusieurs efforts pour arriver à l'unité des secteurs abstentionnistes et pour leur donner une plus grande force dans la campagne pour l'abstention. De la part des autres organisations il n'y a pas eu de réponse à nos initiatives; certaines parce qu'elles accordaient peu d'importance à cette politique et qu'elles limitaient l'abstentionnisme à une simple question politique et d'autres par le refus d'alliances temporaires.

Il est indiscutable que ce manque d'esprit d'unité a affaibli les forces abstentionnistes et a limité les possibilités de meilleurs résultats de cette politique.

De notre part, nous avons commis quelques erreurs et nous avons eu des lacunes dans l'application de la politique abstentionniste, parmi lesquelles ressortent:

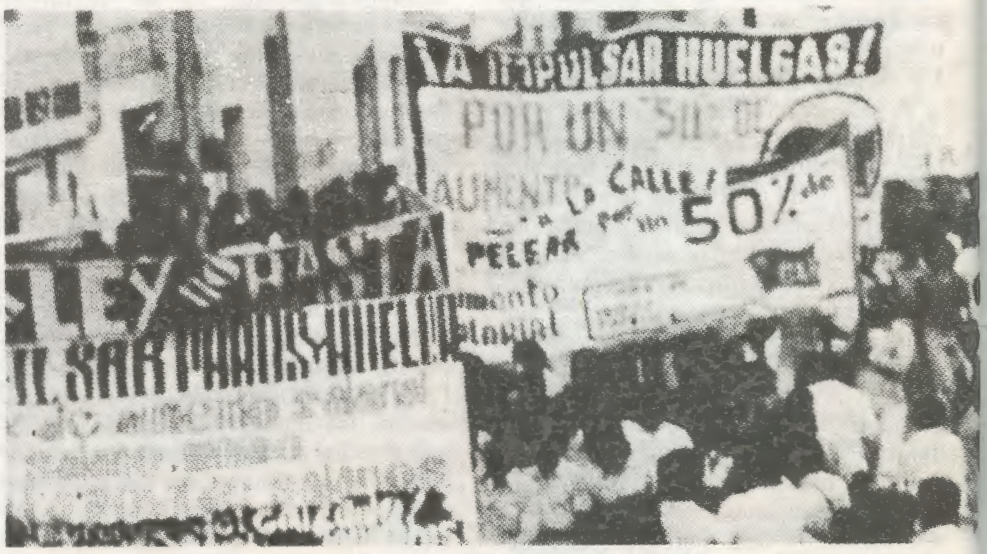
— le fait que notre proposition ait manqué d'ampleur et de profondeur;
— notre propagande a été limitée et nous avons perdu l'opportunité de faire un meilleur usage des moyens disponibles;
— le manque de lutte idéologique sans merci contre les positions réformistes et électoralistes;
— la dépendance par rapport aux alliances dans la campagne électorale, ce qui a limité nos possibilités de promouvoir certaines de nos propres tâches;
— les idées électoralistes et sectaires de certains camarades ont mis un frein au développement enthousiaste et au succès de notre politique.

4) De manière permanente, et en profitant de chaque occasion, nous devons défendre l'abstentionnisme et soutenir la critique de l'électoralisme. (...)

Tactique révolutionnaire

1) Le succès de la tactique réformiste du nouveau gouvernement dépendra hautement de la politique révolutionnaire et de comment nous saurons profiter et faire face aux changements de forme et de style que pourrait introduire le nouveau gouvernement.

En général, il n'y aura pas de changements significatifs qui fassent en sorte



Manifestation contre la hausse du coût de la vie au Venezuela.

que l'on doit changer notre tactique établie pour la présente conjoncture. Cependant, le Parti, dans sa ligne de souplesse tactique, doit être attentif à la situation politique de sorte qu'il puisse prévoir et adapter des éléments de sa tactique à n'importe quel changement important dans la situation politique.

Dans l'immédiat, le Parti doit centrer son activité à démasquer la politique du COPEI, dans le combat contre les illusions démocratiques-bourgeoises, dans l'approfondissement de ses liens avec les masses, la réalisation de l'unité du peuple dans la lutte pour ses revendications immédiates, en diffusant notre politique générale et en unissant les secteurs avancés des classes révolutionnaires dans la lutte pour le renversement de la bourgeoisie et pour l'instauration d'un Etat démocratique populaire.

2) Le plan d'action présenté par le Parti contient les revendications principales immédiates mises de l'avant par les masses et c'est à travers son développement que nous réussirons plus directement à inciter et à approfondir les luttes populaires. C'est pourquoi nous devons les transformer en une arme dans notre politique d'isolement des partis bourgeois des masses populaires et en une occasion de démontrer la démagogie populiste de ces partis.

3) Le combat contre le réformisme petit-bourgeois, le pacifisme et la conciliation prend une importance vitale dans notre politique de rupture avec les illusions démocratiques-bourgeoises dans les masses. Nous devons lier la lutte pour des revendications et des réformes à la propagande révolutionnaire, à la lutte pour la démocratie populaire et à l'éducation des ouvriers avancés dans le marxisme-léninisme.

Notre Parti n'est pas un parti de réformes et, à aucun moment et pour aucune raison il ne doit limiter sa lutte à une lutte pour des réformes; on ne doit jamais perdre ceci de vue dans tout le travail pratique du Parti et surtout maintenant où une partie de la tactique du Parti repose sur l'incitation et l'élévation des luttes des masses à partir des luttes pour les revendications économiques, politiques et sociales. Perdre de vue cet élément ou rabaisser notre programme politique dans l'espoir d'élargir les luttes, nous ramènerait à emprunter des voies réformistes et à dévier de la ligne politique générale du Parti.

4) Actuellement, il existe une conjoncture favorable pour que les masses soient réceptives à l'agitation révolutionnaire. Les problèmes de tout ordre vécus par les masses, les difficultés qu'éprouve l'ennemi à manoeuvrer avec aisance, la pression que la base des partis petits-bourgeois exerce sur leurs directions pour les pousser à la protestation, la politique démagogique électoraliste qui oblige tous les partis à ne pas se mettre à découvert, ce sont là des éléments qui rendent le moment propice pour que les révolutionnaires déploient avec succès une intense campagne d'agitation-propagande au sein des masses. En surmontant nos faiblesses organisationnelles et politiques, nous devons déployer toutes nos forces pour profiter des conditions et pour conquérir des victoires partielles qui nous permettent d'avancer dans le renforcement du Parti, dans sa liaison aux masses, dans l'élargissement des alliances et dans la réorganisation et le regroupement de tout le mouvement populaire.

5) Le point cardinal de notre activité politique doit être d'entraîner vers des positions révolutionnaires toutes les classes potentiellement révolutionnaires; dans ce sens notre politique doit être large et combative, nous devons agir avec aisance et sagesse dans l'application du principe d'unité-lutte et bannir toute idée et pratique sectaire et conciliatrice.

L'élément clé dans la recherche de cet objectif doit être l'élan des luttes des travailleurs et l'unité directe avec les masses, sans que cela veuille dire que nous méprisions aucune lutte ou que nous ne cherchions pas toutes les formes possibles de rapprochement, de pacte et d'accord avec les directions politiques des partis de gauche et avec les organisations corporatives.

6) La lutte pour les libertés démocratiques, contre l'encerclement des zones paysannes, pour les droits ouvriers, pour le gel des prix, l'augmentation des salaires, pour la libération des prisonniers politiques et l'amnistie générale, résume les principales revendications qui peuvent, dans un premier temps, mettre à l'épreuve la démagogie du nouveau gouvernement à propos de l'élargissement de la démocratie et du gouvernement en faveur des pauvres.

Ces luttes ne doivent pas se limiter à la dénonciation et aux accords formels. Le principal pour nous c'est qu'elles se convertissent en consigne mobilisatrice des masses, qu'elles servent à développer un large mouvement de masse affrontant la politique bourgeoise et créant un terrain favorable pour que les masses comprennent la validité de nos mots d'ordre généraux pour la prise du pouvoir, pour qu'elles comprennent par leur propre expérience toute l'inutilité de la démocratie bourgeoise militarisée.

7) La manoeuvre ennemie qui consiste à faire quelques concessions aux masses, à faire quelques réformes au système, à accorder certaines concessions aux partis petits-bourgeois, doit être combattue par une politique qui recherche l'unité du peuple dans la défense de ses droits et pour satisfaire ses revendications, qui recherche l'unité des organisations révolutionnaires et petites-bourgeoises autour du plan de luttes immédiates et dans l'exploitation de toutes les possibilités de mobilisation des masses que laisserait la manoeuvre ennemie. Nous devons également démasquer toutes les mesures démagogiques du nouveau gouvernement et combattre les illusions et espérances suscitées par Luis Herrera Campins.

8) La dénonciation de la démagogie de l'Action démocratique (AD) acquiert une importance spéciale, car l'AD dans son rôle d'"opposition" tentera de diriger les luttes revendicatrices des masses. Surtout en ce qui concerne la classe ouvrière, l'AD essaiera de mettre de l'avant certaines revendications pour maintenir sa domination sur le mouvement syndical. C'est pour cette raison qu'il est de première nécessité de soutenir une politique qui ne se limite pas au plan revendicatif, mais qui lie à cela le programme et la stratégie révolutionnaires.

Comité politique national
du Parti drapeau rouge
du Venezuela,
Venezuela, février 1979

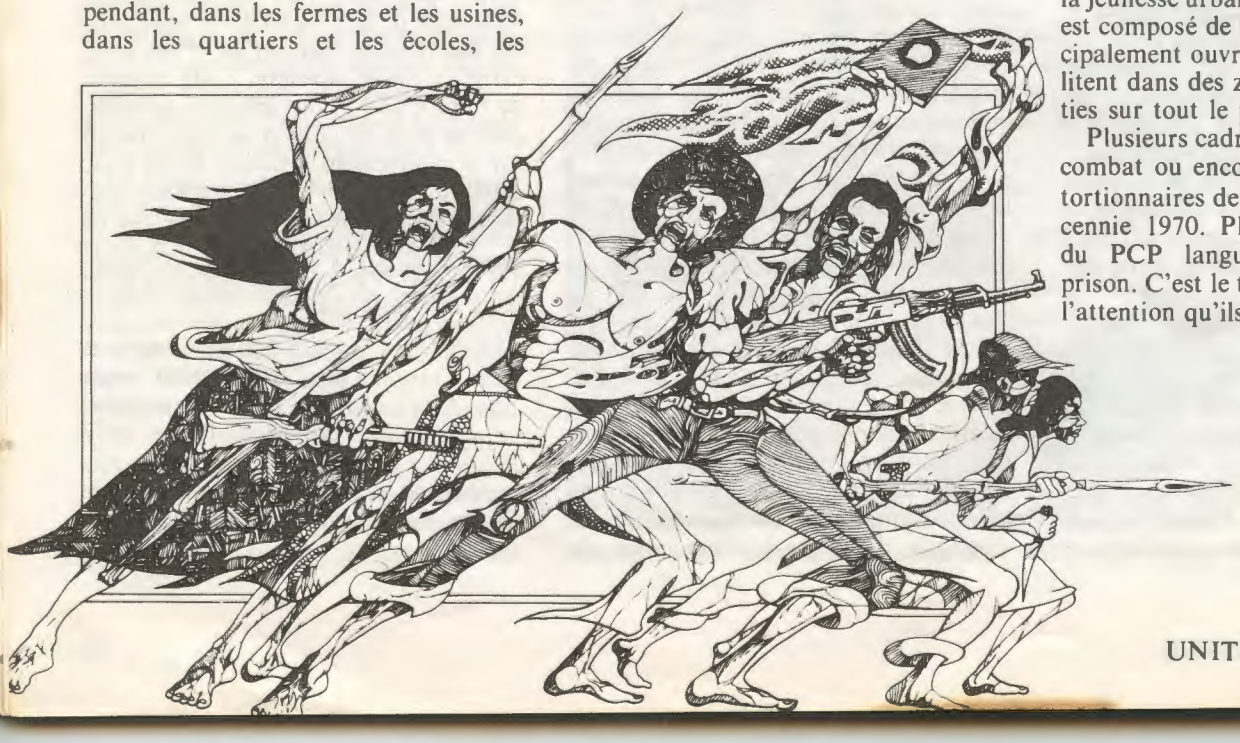
(traduction française originale publiée par le Parti drapeau rouge du Venezuela)

Célébrons le onzième anniversaire du Parti communiste des Philippines

Le texte qui suit constitue la déclaration de l'Association internationale des patriotes philippins à l'occasion du 11e anniversaire du Parti communiste des Philippines. Il a été publié dans le numéro de janvier 1980 du *Philippine Liberation Courier* et l'Association nous a demandé de le reproduire. C'est avec joie que nous répondons positivement à cette demande, car le texte a l'avantage de rendre compte de la lutte du peuple des Philippines et du rôle joué par les marxistes-léninistes dans cette lutte d'une façon très précise et en même temps relativement brève.

A la lecture du texte, on comprend mieux pourquoi la presse bourgeoise demeure aussi silencieuse sur la situation des Philippines. C'est qu'il s'agit du meilleur moyen pour les impérialistes d'Occident, y compris ceux du Canada, de camoufler leur soutien direct à une dictature fasciste et d'empêcher un réel développement de la solidarité internationale avec le peuple philippin. Il nous appartient de briser ce mur de silence afin que la lutte ne demeure pas dans l'ignorance et l'isolement dans lesquels l'impérialisme voudrait la maintenir. De plus, les combattants ne reçoivent aucune aide d'un autre pays présentement alors que Carter s'est engagé à verser un demi milliard d'armements au régime Marcos dans les cinq prochaines années. Toute aide financière, si minime soit-elle, peut nous être envoyée et nous nous chargerons de l'acheminer.

1979 fut une année de consolidation pour le Parti communiste des Philippines (PCP). Il n'y a pas eu de recrudescence dans les actions de masses ni dans les affrontements armés. Cependant, dans les fermes et les usines, dans les quartiers et les écoles, les cadres du Parti ont beaucoup travaillé à consolider les acquis des années antérieures. Le calme apparent était trompeur. En réalité, on préparait le terrain pour des actions de masse encore plus grandes dans l'avenir.



Il y a plusieurs raisons pour nous de célébrer le onzième anniversaire de la reconstruction du Parti communiste des Philippines qui eut lieu le 26 décembre 1968. Pendant plus de dix ans avant cette date, les forces de gauche ont été privées de la direction du Parti communiste en raison des politiques révisionnistes de la clique Lava. Par conséquent, la reconstruction du Parti en 1968 signifiait que celui-ci jouait à nouveau son rôle d'avant-garde, que la révolution philippine était à nouveau orientée sur la base d'une ligne juste.

La douzième année d'existence du Parti communiste des Philippines coïncide avec le début des années 80. A l'approche de cette nouvelle décennie, le Parti est armé de la conviction qu'il a planté des racines profondes dans la société philippine depuis les dix dernières années de lutte. Il y a dix ans, le PCP avait quelques centaines de cadres militant à quelques endroits dans l'île de Luzon. Plusieurs cadres du Parti provenaient de la petite bourgeoisie, de la jeunesse urbaine. Aujourd'hui le PCP est composé de milliers de cadres, principalement ouvriers et paysans, qui militent dans des zones de guérilla réparties sur tout le pays.

Plusieurs cadres sont aussi tombés au combat ou encore ont été pris par les tortionnaires de Marcos pendant la décennie 1970. Plusieurs des fondateurs du PCP languissent maintenant en prison. C'est le tribut qu'ils paient pour l'attention qu'ils ont portée à en prépa-

rer d'autres à prendre leur place afin que pas un seul instant ne soit perdu dans la marche constante de la révolution philippine. La nouvelle direction a clairement prouvé sa capacité non seulement de guider le développement constant des forces révolutionnaires, mais aussi d'assurer leur consolidation sur une base solide pour une extension encore plus rapide et plus soutenue de la révolution dans l'avenir.

Dans les trois dernières années, cette double tâche d'étendre en même temps que de consolider les acquis de la révolution a été guidée par le document **Nos tâches urgentes**, qui cristallisait les discussions du IIIie plénum du Comité central du PCP tenu en décembre 1975. Tirant les leçons des six années de la vie du Parti, **Nos tâches urgentes** fournit les orientations pour tous les secteurs du travail du Parti. En faisant le bilan de la dernière année du PCP, il n'est que logique de s'appuyer sur **Nos tâches urgentes** comme sur un guide.

Les conditions continuent de se détériorer

Les conditions pour une croissance constante des forces révolutionnaires étaient prévisibles avec les événements de 1979. La crise économique s'est aggravée l'année dernière comme jamais auparavant dans les années 1970, à l'exception de 1974. Le déficit prévu de la balance commerciale est aussi haut que 1.7 milliard pour l'année 1979. La récession croissante aux Etats-Unis et dans d'autres pays développés promet même un plus grand déficit en 1980. Plus important encore, le taux d'inflation dépassera les 23% qu'il a été en 1979, ce qui ne peut qu'augmenter l'agitation populaire.

Les prévisions pour le reste de la décennie ne peuvent être qu'une détérioration continuelle des conditions de vie du peuple, étant donné que Marcos cherche à intégrer l'économie philippine de plus en plus étroitement au système du capitalisme international. Dans la période qui vient, cette intégration sera encore davantage intensifiée par l'impérialisme pour transférer les conséquences de sa crise profonde sur les pays dépendants comme les Philippines.

Pour le moment, Marcos peut conserver l'économie philippine à flot en continuant d'accroître la dette extérieure du pays qui est maintenant de $9.6 milliards. Lorsque l'administration Carter a pourvu Marcos de $500 millions en aide militaire en échange d'une nouvelle base militaire, il était aussi convenu de le pourvoir en ressources financières nécessaires pour éviter la banqueroute de l'économie. Mais, comme les récentes politiques économiques de Marcos le montrent, le soutien américain doit être payé par une exploitation encore plus grande des ouvriers philippins ainsi que des ressources naturelles des Philippines, par un contrôle de plus en plus grand sur l'économie philippine.

D'une crise à l'autre de l'économie, de plus en plus de secteurs de la population en sont victimes. A mesure que Marcos, ses parents et ses amis s'emparent de nouveaux secteurs de l'économie, même les sections des milieux d'affaires qui soutenaient Marcos ont commencé à se retourner contre son régime. Les divisions croissantes à l'intérieur de la bourgeoisie philippine sont en train de mettre en place les conditions pour la chute de Marcos. Marcos peut être un instrument utile pour les intérêts américains aujourd'hui, mais certainement pas au prix de la destruction d'une classe exploiteuse qui a été si bien nourrie par 50 années de domination coloniale américaine et 30 autres années sous une gouverne néo-coloniale.

On a vu ces divisions à l'intérieur de la classe exploiteuse philippine se manifester clairement en 1979 à l'occasion du large débat sur la guerre civile et la lutte armée parmi les éléments anti-Marcos au sein de l'église catholique et des vieux politiciens de la société. La récente sortie de Marcos sur le mythe de la "normalisation", les élections locales prévues pour la fin janvier vont certainement augmenter les rangs des forces anti-Marcos. Plusieurs semaines avant qu'elles ne se tiennent, ces élections ont déjà été largement dénoncées comme une nouvelle supercherie de Marcos.

Dans tous leurs débats sur la guerre civile et la lutte armée cependant, les réactionnaires anti-Marcos ont montré qu'ils n'étaient ni tentés ni capables de diriger le peuple philippin dans sa lutte contre le régime Marcos. Ils ont plutôt choisi de s'engager dans une terreur aveugle et dans des prières honteuses aux Etats-Unis pour qu'ils remplacent Marcos par quelqu'un de leurs propres rangs. La tâche de guider la lutte du peuple philippin contre la dictature demeure encore fermement entre les mains du Parti communiste des Philippines.

La ligne générale de la révolution philippine

Alors que la révolution philippine avance dans la décennie 1980, le PCP est assuré de la justesse de la ligne générale pour la révolution philippine établie il y a 11 ans à sa fondation. Le président Amado Guerrero a résumé cette ligne de la façon suivante.

"Le caractère de la révolution est déterminé par sa tâche essentielle, qui consiste à libérer le peuple de la domination féodale et étrangère et établir un pays démocratique et indépendant. Une telle tâche ne peut être accomplie qu'en menant la lutte armée comme forme principale de lutte révolutionnaire et en développant le front uni le plus large parmi les forces désireuses d'isoler et de détruire la cible ennemie".

"Le prolétariat est au coeur de ces forces, il s'appuie sur la paysannerie comme principal allié, dont la revendication pour la terre est le principal objectif de la révolution démocratique populaire, et d'où les principaux contingents de l'armée du peuple peuvent être recrutés. L'alliance fondamentale des masses ouvrières et paysannes constitue le fondement pour le front uni qui doit d'abord gagner la petite bourgeoisie urbaine et secondairement la bourgeoisie nationale".

"La perspective de la révolution démocratique populaire est le socialisme. La révolution socialiste doit s'amorcer pendant l'achèvement de la révolution démocratique populaire. Même si nous sommes prêts à faire des concessions à la petite bourgeoisie et à la bourgeoisie nationale dans une période de transition, nous n'avons pas à traverser une étape prolongée de développement capitaliste comme c'était le cas pour les

vieilles révolutions démocratiques, avant que nous ne soyions à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne".

"Les cibles de la révolution sont la grande bourgeoisie compradore et la classe des propriétaires fonciers. Notre lutte révolutionnaire immédiate contre la dictature fasciste de Marcos est plus qu'une lutte contre une clique dominante. Dans la lutte contre cette clique, nous devons développer la force nécessaire pour affaiblir la classe exploiteuse dans son ensemble et la renverser par la suite."

Le Parti

Une des preuves de la justesse de la ligne générale de la révolution philippine réside dans la croissance continuelle des forces subjectives de la révolution, le Parti, l'armée populaire, les organisations de masse et les organes locaux du pouvoir politique. Après être passé de moins d'une centaine de membres en 1968 à quelques milliers de membres à la veille de la loi martiale de 1972, la croissance du Parti a ralenti considérablement.

La répression sévère sous la loi martiale ne fut qu'une partie du problème. Comme le souligne le président Amado Guerrero dans **Nos tâches urgentes**: "La loi martiale fasciste ne peut être désignée comme étant la principale raison du lent développement de notre Parti. Les effets de cette loi ont été plus que compensés par l'accroissement de la haine et de la résistance montante dans les larges masses. Aucune année n'a vu plus de 5% de notre membership frappé par l'ennemi. Parce qu'il est petit mais composé principalement de cadres, le Parti sera en mesure de se développer seulement si nous comprenons la nécessité et l'importance d'y faire adhérer de nombreux membres parmi les ouvriers et paysans".

Un des problèmes résidait dans des conditions d'admission inadéquates, qui rendaient l'adhésion des candidats petits-bourgeois plus facile et celle des ouvriers et paysans plus difficile. Un autre problème a été la trop grande importance accordée à la création d'organisations de masses sans que cela ne corresponde en même temps à un programme d'intégration continuelle des éléments les plus avancés au sein du parti, tendance qui s'est particulièrement manifestée dans les unités urbaines du Parti.

Ces problèmes ont été clairement identifiés au IIIe plénum du Comité central du PCP en 1975. Un programme de rectification fut lancé l'année suivante avec la publication de **Nos tâches urgentes**. En 79, ce programme avait été appliqué avec succès, si bien que la direction du Parti peut maintenant dire avec confiance que le taux de croissance du Parti s'est accéléré et qu'aujourd'hui la grande majorité des membres proviennent des milieux ouvriers et paysans.

Des efforts considérables ont aussi été faits pour assurer la consolidation idéologique du Parti. Dans les premières années, tel que l'explique **Nos tâches urgentes**, la composition largement petite-bourgeoise du Parti a créé une situation où "les tendances dogmatiques, beaucoup plus que celles empiristes, marquaient ceux qui étaient idéologiquement dans l'erreur. Au lieu de faire des analyses concrètes en se liant aux masses, plusieurs se contentaient de parallélismes, d'analogies, de citations et de verbiage. Le mot à la mode était qu'on ne pouvait être qualifié de révolutionnaire si on ne pouvait pas copier la révolution victorieuse d'un autre pays".

Ces tendances dogmatiques ont été rectifiées pour une large part au cours des trois dernières années. Dans la dernière année, un effort plus grand a été fait pour élever le niveau théorique des membres du Parti et pour aider ceux qui "demeurent plongés dans leur expérience étroite et limitée parce qu'ils n'ont pas la possibilité de se développer idéologiquement ou qui réagissent systématiquement aux tendances dogmatiques en évitant l'étude et le travail théorique".

La Nouvelle Armée du peuple (NAP)

L'année dernière, la NAP a vaincu avec succès deux larges campagnes d'encerclement de l'armée de Marcos, l'une dans l'île de Samar et l'autre dans la vallée de Cagayan dans le nord-est de Luzon. Il y avait eu d'autres campagnes d'encerclement avant. Ce qui rend l'expérience de la dernière année qualitativement différente, c'est que les unités de la NAP ont surmonté ces campagnes avec relativement de facilité sans pertes importantes, sans bouleversements sérieux au niveau du travail politique à l'échelle des régions.

Ces victoires ont été possibles à cause de la rectification fructueuse des erreurs aventuristes de gauche dans le travail de certaines unités à la campagne. **Nos tâches urgentes** explique que dans le cas d'erreurs qui ont produit des résultats désastreux, la tendance principale a été l'aventurisme ou l'opportunisme de gauche. Avec le soutien superficiel des masses, qu'il soit grand ou réduit, certains s'engagent dans des actions militaires contre les troupes ennemies, et lorsque la riposte de l'ennemi se prépare, ils ne savent plus où aller ou bien ils se font prendre. Ils échouent parce qu'ils ne reconnaissent pas que le soutien de toute action, qu'elle soit militaire ou autre, exige un long et patient travail dans les masses".

La rectification victorieuse de ces erreurs ne se limite pas à Samar et à la vallée du Cagayan. Dans d'autres régions, la leçon qui consiste à ne jamais subordonner le travail politique aux opérations militaires a été bien apprise, même douloureusement. Dans la région sud du Tagalog par exemple, la NAP avait connu plusieurs reculs sérieux jusqu'à l'année dernière alors que fut apprise la nécessité de lier le travail militaire au travail politique et organisationnel. En juin dernier, la NAP a tendu une embuscade parfaite contre l'armée de Marcos en Taagkawayan, Quezon, et a évité avec succès les représailles militaires qui suivent nécessairement en se fondant par la suite dans leurs quartiers bien organisés dans la zone de guérilla.

Un autre aspect du travail de la NAP dans les deux dernières années fut la consolidation de 20 petits fronts de guérilla en 13 fronts plus larges et plus sûrs. Au cours de ce processus les unités de la NAP ont acquis une marge de manoeuvre plus grande. Cette consolidation a aussi permis aux directions régionales de se rencontrer plus souvent et de coordonner l'action sur une plus grande partie du territoire, elle a aussi permis à la direction centrale de rencontrer plus souvent les directions ré-

gionales. Pour un pays bâti sur un archipel comme les Philippines, où les îles sont étroites et les régions montagneuses longues mais peu profondes, la réunion de plusieurs fronts en fronts plus larges est un premier pas vers le développement de bases révolutionnaires protégées.

Un problème clé demeure, c'est celui d'assurer suffisamment d'armes pour les dizaines de milliers de personnes qui sont anxieuses de combattre. A Samar seulement, il y a 10,000 combattants dans les milices de village, mais très peu peuvent être intégrés dans les unités régulières à cause de la difficulté continuelle de se procurer des armes modernes. Pour cette raison, le passage de la lutte armée du stade actuel à celui d'une défense stratégique prendra plus de temps que prévu.

Les organisations de masse et les organes locaux du pouvoir politique

La consolidation des fronts de guérilla et le renforcement de l'armée du peuple sont le résultat de l'application des orientations organisationnelles contenues dans **Nos tâches urgentes.** Dans ce cas l'erreur à rectifier était l'empirisme. "L'erreur qui consiste à organiser au hasard, erreur souvent caractérisée par l'insuffisance d'enquête et par des appels aux premiers contacts établis à rallier le comité d'organisation, conduit à une autre erreur. Le travail de consolidation n'est pas atteint. Les organisations de masse pour les paysans, les ouvriers, les femmes, la jeunesse, les enfants et les activistes culturels, ne sont pas organisées et mobilisées dans le but d'assurer un soutien actif et continuel à la révolution".

C'est l'application soignée des mesures organisationnelles établies dans **Nos tâches urgentes** qui a conduit à l'extension très grande de l'activité de soutien organisé des masses à la révolution dans les campagnes. A Samar par exemple, quelque 400,000 personnes sur une population totale de 1.2 million ont été organisées pour soutenir activement la NAP. Avec la concentration des forces de Marcos dans le nord de Samar, les unités de la NAP se sont déplacées facilement vers d'autres régions. Plus important encore, le travail d'organisation parmi les paysans s'est poursuivi même dans les camps de réfugiés et une série d'actions de masse protestant contre les atrocités militaires ont causé beaucoup d'embarras à la dictature de Marcos aux Philippines et à l'étranger.

A Manille et dans d'autres régions urbaines, on a accordé une plus grande attention à la consolidation des unités du Parti à la suite d'une période de bilan. Cette période de bilan explique en partie l'absence de larges actions dans la dernière année. Le premier problème identifié dès 1976 dans **Nos tâches urgentes** signalait que dans les villes, "il y a une conception opportuniste de gauche qui prévaut parmi ceux d'entre nous qui considèrent qu'il ne peut pas y avoir de luttes révolutionnaires lorsqu'il n'y a pas de grèves, de manifestations et d'autres actions de protestation des masses. Ceux-là ne reconnaissent pas qu'il s'agit bel et bien de la lutte révolutionnaire lorsque nous mettons en place les bases pour ces formes supérieures d'actions politiques en faisant un solide travail organisationnel parmi les masses".

L'application entière de ces orientations, établies dans un récent bilan, est encore à faire. Un des problèmes est la plus grande efficacité de l'appareil répressif de Marcos dans les régions urbaines. L'année dernière par exemple, une série d'arrestations de masse commençant en juillet et allant jusqu'en novembre ont causé des torts considérables au travail de diverses organisations de masse. Mais comme l'a montré le soulèvement étudiant d'août 1979, aucune répression si forte soit-elle ne peut arrêter le mouvement du peuple.

En avant pour les années 1980

En 1972, Marcos a établi la loi martiale dans une vaine tentative d'arrêter le développement de la révolution suscité par la crise économique et politique des années 60. Il a passé le reste de la décennie à essayer de stabiliser le système d'industrialisation dirigé vers l'exportation que lui et ses maîtres américains ont conçu pour surmonter la crise des années 60. Parce que cette "nouvelle société" n'est simplement qu'un développement des fondements du système néo-colonial mis en place au moment de l'indépendance; parce qu'elle est fondée sur l'intensification de l'exploitation des masses laborieuses philippines; parce qu'elle est fondée sur une intégration toujours plus poussée avec le système capitaliste international en crise, cette "nouvelle société" de Marcos a maintenant conduit les Philippines dans une crise encore plus profonde que celle qu'elle était sensée résoudre.

Si la loi martiale fut imposée pour résoudre la crise de la fin des années 60 qui a détruit le vieux système de démocratie libérale, quel nouveau système l'impérialisme américain et ses laquais sont-ils en train d'imaginer pour résoudre la crise de la fin des années 70? Quelle que soit la solution des Etats-Unis et de leurs laquais, que ce soit la "normalisation" sous Marcos, ou son remplacement par une union des réactionnaires anti-Marcos et de l'armée, le courant révolutionnaire ne peut plus être arrêté. Au début de la dernière décennie, le PCP n'avait qu'une expérience d'un peu plus d'un an. Aujourd'hui, il a plus de dix ans de riche expérience dans la lutte et est beaucoup mieux préparé pour diriger le mouvement révolutionnaire qui s'annonce.

En dépit du niveau toujours croissant de répression fasciste, en dépit des difficultés à surmonter les reculs de la révolution causés par la clique révisionniste Lava, le PCP a dirigé avec succès la révolution à travers la décennie des années 70. Le Parti, la Nouvelle Armée du peuple, les organisations de masses, les organes locaux du pouvoir politique sont fermement enracinés dans les masses à travers le pays. Par l'application du marxisme-léninisme et de la pensée maozédong, par l'application rigoureuse du lien dialectique entre la théorie et la pratique, le Parti communiste des Philippines a jeté les bases idéologiques, politiques et organisationnelles pour les prochains soulèvements révolutionnaires des années 80.

Tiré de Philippine Liberation Courier, janvier 1980, notre traduction.

Abonnez-vous aujourd'hui à EN LUTTE!

EN LUTTE! est le journal de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!/IN STRUGGLE!. Il paraît à chaque semaine, en anglais et en français, et est diffusé à travers tout le pays, de Halifax à Vancouver. Pour réaliser un journal hebdomadaire, nous avons grandement besoin du soutien de tous les ouvriers et progressistes canadiens.

Une des formes privilégiées de soutien consiste à s'abonner et à souscrire au journal, car cela constitue un revenu stable sur lequel nous pouvons compter pour aller de l'avant.

Le développement d'une presse communiste fait partie de la construction du Parti prolétarien marxiste-léniniste, et par le fait même, cela constitue un autre clou dans le cercueil de la bourgeoisie impérialiste canadienne.

TARIFS:

- **ABONNEMENT RÉGULIER: ☐ $10.00 pour 1 an**
- **ABONNEMENT 1ère CLASSE: ☐ $15.00 pour 1 an**
- **ABONNEMENT À L'ÉTRANGER: ☐ $15.00 pour 1 an**
- **ABONNEMENT D'ESSAI: ☐ $2.00 pour 8 numéros**
- **ABONNEMENT DE SOUTIEN; ☐ $10.00 plus n'importe quel montant pour 1 an**
- **ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS D'EN LUTTE!: ☐ $75.00 pour 1 an**

Ci inclus $..... pour un abonnement commençant au numéro ..... et $..... à titre de soutien financier au journal.

NOM .....
ADRESSE .....
VILLE .....
PROV/ÉTAT/COMTÉ .....
PAYS .....
OCCUPATION .....
LIEU DE TRAVAIL .....

Envoyez de préférence des mandats à l'adresse suivante: Journal EN LUTTE! a/s Librairie L'ÉTINCELLE, 4933 de Grand Pré, Montréal, Québec, CANADA, ou à l'une des librairies "L'ÉTINCELLE" ou "SPARK" ou encore contactez un diffuseur.

LIBRAIRIES

MONTRÉAL

LIBRAIRIE L'ÉTINCELLE
4933 de Grand Pré, Montréal, Qué.
tél: (514) 844-0756
(une rue à l'ouest de St-Denis, au coin de St-Joseph métro Laurier, sortie St-Joseph)

Heures d'ouverture:
Lundi, Mardi, Mercredi: de 10h à 18h
Jeudi, Vendredi: de 10h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

VANCOUVER

THE SPARK
25, Cordova ouest, Vancouver, C.B.
tél: (604) 681-7723

Heures d'ouverture:
Mercredi au Vendredi: de 19h à 21h
Samedi: de 11h à 16h

QUÉBEC

LIBRAIRIE L'ÉTINCELLE
110, St-Vallier ouest, Québec, Qué.
C.P. 64, St-Sauveur
tél: (418) 522-2186

Heures d'ouverture:
Lundi, Mardi, Mercredi: de 12h à 17h30
Jeudi, Vendredi: de 12h à 21h
Samedi: de 12h à 17h

TORONTO

THE SPARK
2749, Dundas ouest, Toronto, Ont.
tél: (416) 763-4413
(½ mille au nord de Bloor)

Heures d'ouverture:
Lundi au Vendredi: de 19h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

Abonnez-vous à UNITÉ PROLÉTARIENNE

UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique et politique de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE! paraissant à tous les trois mois. Elle publie des articles théoriques et d'analyse sur toutes les questions du programme communiste et de la révolution prolétarienne.

- **Abonnement régulier: ☐ $5.00 pour un an (4 numéros)**
- **Abonnement 1ère classe et étranger: ☐ $6.00 pour un an (4 numéros)**
- **Abonnement de soutien: ☐ $5.00 plus n'importe quel montant pour un an (4 numéros)**

Ci-inclus $..... pour un abonnement commençant au numéro ..... et $ ..... à titre de soutien financier à la revue.

NOM .....
ADRESSE .....
VILLE .....
PROV/ÉTAT/COMTÉ .....
PAYS .....
OCCUPATION .....
LIEU DE TRAVAIL .....

Envoyez de préférence des mandats à l'adresse suivante: EN LUTTE!, Revue UNITÉ PROLÉTARIENNE, a/s Librairie l'Etincelle, 4933 de Grand Pré, Montreal, Québec, Canada, ou encore contactez un diffuseur.

Publications régulières de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!

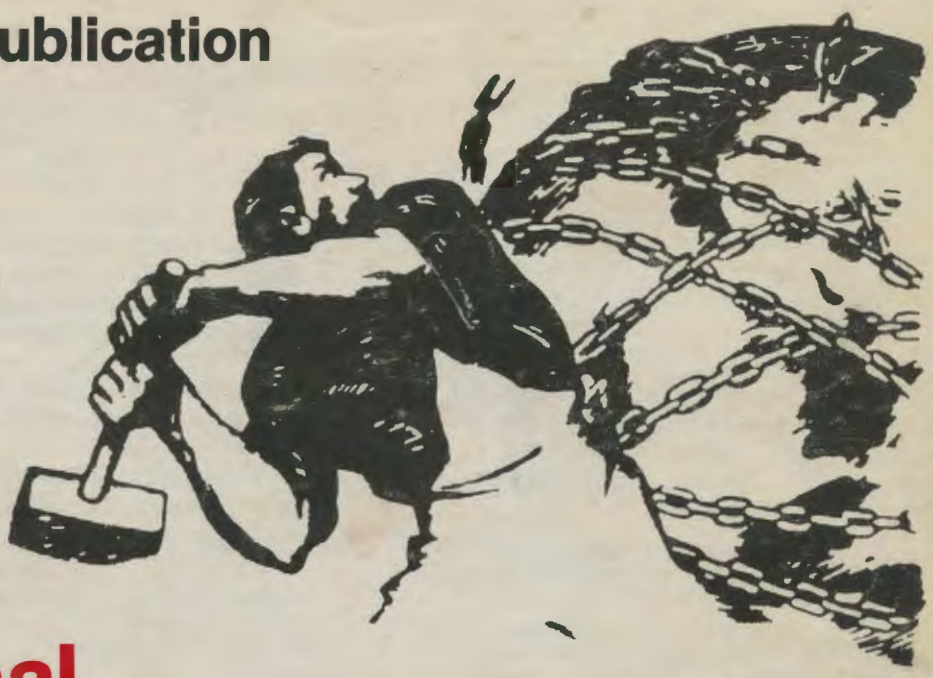
- *EN LUTTE!*, organe central de l'Organisation, publié à toutes les semaines en anglais et en français et diffusé à travers le Canada. Le journal EN LUTTE! a publié dans ses pages de nombreux suppléments sur les questions politiques de l'heure ainsi que des cahiers de formation communiste visant à diffuser largement les principes du marxisme-léninisme.
- *UNITÉ PROLÉTARIENNE*, revue théorique du l'Organisation, publiée en français et en anglais à tous les trois mois.

Brochures disponibles

- *Programme et Statuts de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!*, avril 1979.
- *Le IIIe Congrès de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!*, comprenant le Rapport politique, le Programme, les Statuts et autres documents, 2e trimestre 1979.
- *Pour le Parti prolétarien*, octobre 1972. ($0.75)
- *Contre l'économisme*, à propos du Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (CSLO), septembre 1975. ($0.65)
- *Pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens, Contre le sectarisme de la LC(m.-l.)C*, juillet 1976. ($1.00)
- *Les tâches des marxistes-léninistes canadiens à l'étape actuelle* (réédition du discours du deuxième anniversaire d'EN LUTTE!, mai 1975), mars 1977.
- *L'unité du mouvement marxiste-léniniste passe par l'intensification de la lutte contre l'opportunisme*, communiqué du Comité central d'EN LUTTE!, avril 1977.
- *Contre l'opportunisme de droite dans les questions internationales*, Déclaration du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE! à l'occasion de la IIIe Conférence nationale des marxistes-léninistes canadiens tenue à Montréal les 9, 10 et 11 septembre 1977, septembre 1977.
- *Pas de parti révolutionnaire sans programme révolutionnaire*, sur les tâches des communistes canadiens dans la situation actuelle, février 1978.
- *Pour l'unité du prolétariat canadien*, notes sommaires sur la conjoncture actuelle, avril 1977.
- *Manifeste contre la loi C-73 et le contrôle des salaires*, mars 1977.
- *Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers de toutes les nations et minorités nationales*, contre l'oppression nationale, mars 1978.
- *Hommes et femmes du prolétariat: un seul ennemi, un seul combat*, mars 1978.
- *L'objectif et l'action des communistes canadiens dans les syndicats aujourd'hui*, mai 1978.
- *Le PCC(m.-l.) une organisation révisionniste d'agents provocateurs*, juin 1978.
- *La LC(m.-l.)C, la voix du social-chauvinisme au Canada*, février 1979.
- *Qui manipule les syndicats?*, juin 79.
- *Manifeste pour le mouvement ouvrier, Dehors McDermott!, Non à la politique bourgeoise dans les syndicats!*, septembre 1979.
- *Guerre de religion ou révolution populaire en Iran: qui dit vrai!*, janvier 1980.
- *Appel aux travailleurs du Québec: Ni fédéralisme renouvelé ni souveraineté-association*, février 1980.
- *Le Québec a le droit de choisir*, février 1980.

Tous ces documents sont disponibles en anglais et en français. Le Programme et les Statuts de l'Organisation sont aussi disponibles en italien, portugais et espagnol.

Une nouvelle publication



Forum international

Vers la fin avril, l'Organisation marxiste-léniniste EN LUTTE! fera paraître une nouvelle publication destinée au mouvement communiste international: **Forum international**. Comme son nom l'indique, cette nouvelle revue qui paraîtra trois fois par année vise à faire circuler à l'échelle internationale le plus grand nombre de points de vue des diverses forces communistes dans le monde. **Forum international** entend donc par le fait même contribuer au développement de la lutte contre le révisionnisme et pour l'unité du mouvement communiste international. C'est pourquoi cette publication ne se cantonnera pas à faire connaître les positions d'une partie seulement du mouvement communiste, mais veut devenir un instrument de lutte et de polémique afin que les communistes puissent se présenter un jour devant le prolétariat unis sur la base d'un même programme.

Le premier numéro de **Forum international** publiera les positions du plus grand nombre de partis et d'organisations sur la question de l'unité du mouvement communiste international. Parmi ceux-ci, on retrouvera des documents du Comité national des comités de lutte populaire du Venezuela, du Parti communiste révolutionnaire du Chili, du Parti communiste du Japon (gauche), du Parti communiste révolutionnaire des USA, du Parti (m.-l.) d'Autriche, de la revue Albanie aujourd'hui, du Parti communiste portugais (reconstruit), du Parti communiste du Ceylan, etc.

Forum international contiendra de plus une chronique sur la vie et l'action du mouvement communiste international. On y prendra connaissance des positions de différents partis et organisations dans le monde ainsi que de leur action dans la lutte révolutionnaire de leur pays.

Ne manquez pas le premier numéro de Forum international

201-20 Prix: $1.50